

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE EN FRANCE (1968-1975) :
UNE HISTOIRE SOCIALE DU PRÉLUDE DE LA CRISE DE LA GAUCHE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FRANCIS DOLAN

DÉCEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Pour Léa Béatrice qui a su m'offrir une aide inestimable ces quatre dernières années.

Ta présence m'a donné toute la motivation nécessaire au succès de mes études.

Merci à Annie et Catherine pour votre assistance et soutien.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I L'HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES POLITIQUES	5
1.1 L'histoire des idées en France	5
1.2 Le textualisme et ses critiques.....	11
1.3 L'histoire sociale des idées politiques.....	14
1.4 Les contextes intellectuels, sociaux et biographiques.....	16
1.5 Idées et discours, déploiement et réception.....	20
1.6 Théories de l'événement	23
CHAPITRE II TRANSFORMATIONS THÉORIQUES ET CHANGEMENTS SOCIO-POLITIQUE DANS LA FRANCE D'APRÈS-GUERRE	26
2.1 Marxisme et humanisme	28
2.2 Le début d'une nouvelle ère : les événements de 1956.....	33
2.3 Les Trente Glorieuses et l'organisation de la classe ouvrière en France	39
CHAPITRE III INSPECTION D'UN ÉVÉNEMENT SUSPECT	51
3.1 La chronologie des événements	54

3.2 L'hétérogénéité de mai-juin	59
3.3 Désectorialisation et rencontres	61
3.4 Anti-autoritarisme et autogestion	65
CHAPITRE IV	
NOTES SUR LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.....	70
4.1 La crise économique française, les changements socio-économiques et les conditions de la classe ouvrière	74
4.2 Actualité du syndicalisme et du socialisme autogestionnaire au tournant des années soixante-dix.....	79
4.3 La Deuxième gauche et l'idéologie antitotalitaire	92
4.4 Le socialisme autogestionnaire	100
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	107

RÉSUMÉ

La distance séparant le Parti socialiste du début des années soixante-dix du même Parti au tournant des années quatre-vingt est énorme. En effet, le passage, en quelques années, d'un projet socialiste autogestionnaire à celui du social-libéralisme marque la défaite politique d'une gauche qui était d'une surprenante puissance depuis la Libération. L'objectif de ce mémoire est d'identifier les facteurs étant à l'origine de cette importante transformation du projet socialiste en postulant le rôle majeur joué par l'adoption des thèses autogestionnaires. Par une histoire sociale des idées politiques, nous aborderons ainsi l'histoire du marxisme et de la gauche française, les événements de mai et juin 1968 ainsi que le passage au socialisme autogestionnaire par la gauche socialiste française au tournant des années soixante-dix.

Mots-clés : Socialisme, Autogestion, Mai 68, Deuxième gauche, Syndicalisme

INTRODUCTION

L'arrivée au pouvoir du Parti socialiste français en 1981 et les réformes entreprises ne sont d'aucune mesure avec les revendications du même Parti développées dix ans plus tôt au congrès d'Épinay en 1971 et lors des Assises du socialisme en 1974 ainsi qu'avec la publication des *Quinze thèses sur l'autogestion* de 1975. L'histoire des gauches françaises est parsemée de rapides retournements et de contradictions qui en fait une histoire dont les contours sont flous et dont la trame est décousue. En effet, le XXe siècle aura vu la gauche française s'unir substantiellement à deux reprises. La première fois en 1936 sous le Front populaire et la seconde en 1972 sous la signature du *Programme commun*. Alors que la première expérience avait mené à un gouvernement de gauche pendant deux ans, la seconde unité de 1972-1974 ne fut pas autant victorieuse. En effet, l'union née des fruits des événements de mai et juin 1968 n'aura pas atteint la direction des appareils d'État aux élections de 1974 ce qui en provoqua la fin. Les événements de 1968, qui resteront suspects à bien des égards, encore jusqu'à aujourd'hui, jouèrent un important rôle dans l'histoire française. Difficile d'en dire autrement quand, quatre décennies plus tard, le principal candidat de droite aux élections législatives de 2007, Nicolas Sarkozy, fit reposer le suffrage des français-es sur la perpétuation ou le rejet de son héritage.¹ Dix ans plus tard, c'était au tour du porte-parole du gouvernement Macron, Christophe Castaner, d'annoncer que « le Président étant né presque dix ans après 68, il est de ceux qui peuvent revenir sans dogmes ni préjugés [et que l'idée des commémorations qu'il envisage est de] réfléchir

¹ Audier, Serge, *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris : La Découverte, 2008, p.5

sur ce moment et en tirer des leçons qui ne soient pas partisans, mais qui s'intéressent aux impacts dans les mentalités actuelles »².

Alors que l'on exempté que très peu d'aspects de la politique française du large pan des héritages de mai, il importe de revoir notre perception de ces événements et de les présenter dans toute leur hétérogénéité. Dans cette optique, il s'agit de les recentrer dans leur contexte et d'en identifier les conséquences directes. Nous proposons que l'une de ces conséquences, la plus importante pour la gauche socialiste de l'époque, est l'élaboration du projet autogestionnaire et son intégration progressive dans l'ensemble du camp socialiste au cours des années qui suivirent les événements. Développée dans un contexte de redéfinition du projet de changement social, l'idée autogestionnaire fut largement adoptée mais sans qu'aucun projet de transition précis soit communément désigné par cette même gauche.

Afin d'en faire la démonstration, nous poserons les bases de la méthodologie de recherche et du cadre théorique qui guideront notre démarche. Postulant que les approches textualistes en histoire des idées sont insuffisantes et ne permettent pas de comprendre les significations sociales des idées observées, nous poserons les enjeux contextuels comme aspect méthodologique central à notre analyse. Nous présenterons ainsi un programme faisant la synthèse du contextualisme ainsi que l'histoire sociale des idées politiques d'origine anglaise et de l'histoire sociale des idées politiques française. Cette synthèse permettra de retenir les éléments les plus pertinents pour notre recherche dans chacun des cadres théoriques afin de constituer une méthode d'analyse qui convient à l'élaboration d'une histoire des idées politiques contemporaine.

² Christophe Castaner cité dans Belaich, Charlotte, « Mai 68 : Macron ne s'interdit rien », *Libération*, 5 novembre 2017, URL : http://www.liberation.fr/france/2017/11/05/mai-68-macron-ne-s-interdit-rien_1608029

Au second chapitre, nous aborderons la période des Trente Glorieuses, allant de la Libération jusqu'aux amorces des événements de mai et juin 1968. Ces deux décennies virent la France se projeter dans la modernité au niveau industriel par de massifs investissements dans les infrastructures pour rebâtir la France détruite par la Deuxième Guerre mondiale et dans les manufactures afin d'alimenter la croissance économique. De plus, c'est à cette époque où l'on développa grandement les télécommunications et que l'université, principalement au début des années soixante, se réforma. C'est aussi lors de cette période, particulièrement à partir de 1956, que d'importants débats au sein du marxisme se répandirent, touchant entre autres des enjeux tels que l'humanisme, la démocratie ainsi que les droits humains. En outre, nous aborderons les mutations des partis socialistes et communistes ainsi que les vives contestations de la décennie 1960 par l'étude des différents conflits sociaux et ouvriers qui allaient marquer la voie vers mai 1968 et le renouvellement de la gauche au tournant des années 1970.

Le troisième chapitre aura pour objectif d'analyser les événements de mai et juin 1968 dans leur ensemble afin de rendre compte du mouvement dans toute son hétérogénéité. Après avoir traversé chronologiquement les événements, nous étudierons ceux-ci quant aux enjeux de déssectorialisation et de rencontre entre les luttes ainsi qu'à propos des pratiques anti-autoritaires et des initiatives autogestionnaires. En dressant un portrait des événements fidèle à la réalité, nous pourrons mieux comprendre son inscription contextuelle ainsi que son rôle dans l'histoire de la gauche française.

Finalement, il s'agira de présenter les débats entourant le projet autogestionnaire ainsi que l'adoption progressive par les différentes organisations syndicales et politiques socialistes de l'idéal autogestionnaire comme moyen et fin du projet de changement social. Nous analyserons comment les perspectives autogestionnaires se sont établies

dans le camp très hétérogène du socialisme français depuis les publications politiques et syndicales, les débats ainsi que les quelques écrits majeurs de Pierre Rosanvallon sur la question autogestionnaire. De plus, Nous étudierons les conséquences aux plans organisationnels et idéologiques de ces perspectives et débats. Pour ce faire, nous aborderons en détails les contextes économiques, syndicaux, politiques et intellectuels afin de rendre compte de la complexité de l'époque marquée par une forte crise économique et des réformes marquant l'amorce de la période néolibérale en France.

CHAPITRE I

L'HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES POLITIQUES

1.1 L'histoire des idées en France

L'histoire sociale des idées politiques fait progressivement, depuis une quinzaine d'années, sa place dans les domaines historiographiques français, notamment dans les facultés et laboratoires d'Histoire, de Sociologie et de Science politique. Alors qu'aux États-Unis et en Angleterre l'histoire des idées s'est rapidement institutionnalisée en acquérant un statut académique officiel, avec par exemple la création du *Journal of the History of Ideas* par Arthur Lovejoy en 1940 aux États-Unis³ et la reconnaissance de l'École de Cambridge, en Angleterre, « l'Histoire des idées est un domaine qui n'a pas bénéficié d'une [telle] reconnaissance en France. Elle est réduite à la marginalité ou à se pratiquer sans s'énoncer comme telle »⁴. Le vide théorique laissé en France par l'absence d'une pratique historienne d'analyse des idées, notamment celles concernant la question politique, a provoqué de nombreuses conséquences. Quant à la présente recherche, trois effets de cette absence sont à soulever. Premièrement, l'histoire des idées politiques de gauche du XXe siècle en France a principalement été produite par des auteur-es américain-es et anglais-es. L'absence d'auteur-es français-es dans ce

³ Chartier, Roger, *Au bord de la falaise*, Paris : Albin Michel, 1998, p.27

⁴ Dosse, François, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris : La Découverte, 2003, p.32

champ restreint la mémoire politique en France puisque les auteurs écrivant dans une autre langue que le français ne bénéficient pas de la même réception en France. Deuxièmement, l'absence jusqu'à tout récemment du développement d'un cadre théorique explicite et partagé d'analyse historique des idées politiques obligeait les chercheurs et chercheuses à rapailler des parcelles de cadres théoriques d'Angleterre et des États-Unis. Finalement, cela s'est soldé par une incapacité de développer une théorie des rapports entre contextes sociopolitiques et la formation et les transformations des idées politiques.

Le cheminement de l'histoire des idées politiques en France a été tumultueux. Durant la première moitié du XXe siècle, l'historiographie française, sous l'apanage de l'*École des Annales*, laissait peu de place à l'histoire des idées. Dès sa création en 1929, l'histoire économique et sociale était ainsi mise à l'avant-plan par ses fondateurs Marc Bloch et Lucien Febvre. En effet, les approches liées à l'histoire des idées étaient rejetées par l'historiographie des *Annales* et particulièrement par Lucien Febvre qui refusait l'étude d'idées prises pour elles-mêmes et déconnectées de leur contexte. Dans un article de 1927 il critique l'ouvrage de George De Lagarde au sujet de l'esprit politique de la Réforme protestante en fustigeant la méthode par laquelle il passe au bistouri les cerveaux de Luther et Calvin pour étudier une chose morte.⁵ Les critiques qu'il adressait, comme nous le verrons, se rapprochent de celles portées de front par Quentin Skinner et Ellen Meiksins Wood cinquante ans plus tard.

Febvre ne s'oppose toutefois pas à toute histoire de la pensée. Conjointement avec Marc Bloch, il élabore une histoire des mentalités qui a pour objectif d'étudier les «

⁵ Febvre, Lucien, « Contre le vain tournoi des idées une étude sur l'esprit politique de la réforme » *Revue d'Histoire et de Philosophie Religieuses de Strasbourg*, n.7, 1927, URL : <http://www.anthropomada.com/bibliotheque/FEBVRE-Lucien.pdf>

catégories mentales » ou plutôt les « outils mentaux » des collectivités du passé. Roger Chartier soutient que l'histoire des mentalités, qui s'est déployée dans les années soixante, répondait à trois nouvelles prises de conscience de la part des historien-nes qui lui étaient contemporains. Premièrement, l'émergence d'un équilibre nouveau entre histoire et sciences sociales qui incite à les combiner dans un cadre innovant. Deuxièmement, la conscience que les différences sociales sont multiples et ne se réduisent pas qu'aux différences de classes, de richesse et de propriété. Finalement, le développement de nouvelles méthodes de recherche en histoire qui permettaient alors de toucher à des nouveaux objets auparavant délaissés, comme les phénomènes culturels mineurs.⁶

Un chercheur des *Annales* à cette époque, Alphonse Dupront, réitérera la critique formulée par Febvre un demi-siècle plus tôt à l'encontre de l'histoire des idées. Il dénoncera la séparation artificielle opérée entre les idées et les milieux sociaux et soutiendra que le plus important est l'usage fait des idées.⁷ L'histoire des mentalités serait donc une histoire qui ne prend pour objet d'étude ni les idées, vues de manière abstraite, ni les fondements socio-économiques de société, mais plutôt les idées comme matérialité liée à un contexte.⁸ Nous constatons que le conflit entre abstraction et empirisme rendait difficile le développement d'une science qui abordait les idées considérées comme intimement liées à leur contexte de production et de circulation. L'histoire des mentalités, par l'étude des psychés collectives et des systèmes mentaux, a permis de lier les deux grands schèmes d'analyse dans l'étude « de fascinants objets : le rire, les larmes, l'enfance, l'intimité, les odeurs et les puanteurs... »⁹. François Dosse

⁶ Chartier, Roger, *op. cit.*, p.42

⁷ Dupront, Alphonse, « Problèmes et méthodes d'une histoire de la psychologie collective », *Annales E.S.C* n.16 (1961), p.5 et Chartier, Roger, *op. cit.*, p.45

⁸ Chartier, Roger, *op. cit.*, p.44 et Matonti, Frédérique, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, Vol. 59, n.4 (2012), p.86

⁹ Angenot, Marc, *L'histoire des idées : problématiques, objets, concepts, méthodes, enjeux, débats*, Liège : Presses Universitaires de Liège, 2014, p.39

soutient que « 1968 aura inauguré la vogue pour l'histoire des mentalités [et que] l'intronisation du franc-tireur Philippe Ariès, spécialiste des mentalités, au sein des *Annales* est le signe manifeste de ce nouveau climat »¹⁰.

Sans avoir explicitement fait de l'histoire des mentalités ni même de l'histoire des idées¹¹, les premiers travaux de Michel Foucault s'inscrivent sans aucun doute dans le mouvement d'innovations théoriques précédemment esquissé. La généalogie foucauldienne, qui fut exposé dans *L'archéologie du savoir* et qui servit à étudier des systèmes comme la clinique, la folie, le pénitencier ainsi que la sexualité, rappelle la mise en rapport des idées et des idéologies à leurs conditions sociales de création et d'existence. Dosse souligne que Foucault, dans *L'archéologie du Savoir*, « nous montre que l'idéologie doit être approchée comme instance matérielle, historiquement datée [et] impliquée dans un ensemble social complexe »¹². De plus, en remplaçant l'analyse d'auteurs canoniques par une approche ouverte portant sur la multiplicité et l'hétérogénéité des discours contenus dans les documents d'archives¹³ et en fustigeant l'étude « d'individualités créatrices [avec leurs] dialogues au sommet »¹⁴, la généalogie foucauldienne participait activement à l'ouverture de la brèche dans l'histoire des idées traditionnelles.¹⁵ Dosse affirme aussi qu'un autre aspect majeur de l'influence foucauldienne fut de sortir du cadre de la méthodologie historique classique pour entrer dans celui, peut-être plus profond et radical, de l'herméneutique de la modernité. Au sujet du rôle de Foucault dans les théories historiques, il soutient que :

¹⁰ Dosse, François, « Mai 68, mai 88 : les ruses de la raison », *Espaces Temps*, n. 38-39 (1988), p.50

¹¹ Foucault, Michel, *Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1996 [1969], p.178

¹² Dosse, François, « Foucault face à l'histoire », *Espaces Temps*, n.30 (1985), p.7

¹³ Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris : La Découverte, 2015, p.44-45

¹⁴ Angenot, Marc, *op. cit.*, p.27

¹⁵ Dosse, François (1985), *op. cit.*, p.12 et Angenot, Marc, *op. cit.*, p.27

« ce que l'histoire de la pensée retiendra, notre dette vis-à-vis de M. Foucault, se situe dans le déplacement d'un certain nombre de valeurs [...] en faisant apparaître derrière la société juridico-politique qui se met en place à l'ère moderne, derrière les libertés, les droits de l'homme, une société disciplinaire, un contrôle plus affiné sur les individus, un pouvoir plus efficace, ramifié jusque dans les marges du corps social [...] On ne peut plus penser notre monde après M. Foucault comme avant. »¹⁶

L'idée de produire des recherches historiques extensives sur un système ou un concept, chères à la fois aux historien-nes des mentalités et à Foucault, a été maintenue durant les années 1980. Effectivement, Pierre Rosanvallon déploiera une étude de longue haleine portant sur la genèse de la démocratie en France. Aussi, en collaboration avec François Furet, Pierre Manent, Marcel Gauchet, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis, il participa à plusieurs groupes de travail tels que le Centre de recherche politique Raymond-Aron de l'EHESS¹⁷, la Fondation Saint-Simon¹⁸ ainsi que la revue *La Pensée Politique* de 1993 à 1995.¹⁹ Ses travaux sur la démocratie s'inscrivent dans un renouvellement de l'histoire de la pensée politique et à travers le développement de ce qu'il nomma une *Histoire conceptuelle du politique*.²⁰ Cette approche s'éloignait grandement du cadre de l'histoire traditionnelle des idées en évitant l'étude des grands canons pour plutôt viser à dévoiler le caractère politiquement structurant des systèmes de représentation.

Pierre Bourdieu, au cours de la même décennie, sera dans les premiers en France à faire référence à une histoire sociale portant sur les idées. Il s'agit, à cette époque, d'une histoire sociale de la philosophie portant sur l'*Ontologie politique de Martin Heidegger*

¹⁶ Dosse, François (1985), *op. cit.*, p.19

¹⁷ Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *op. cit.*, p.48-49

¹⁸ Rosanvallon, Pierre, « Sur quelques chemins de traverse de la pensée du politique en France », *Raisons politiques*, vol. 1, n. 1 (2001), p.60-62

¹⁹ *Ibid.*, p.59

²⁰ Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *op. cit.*, p.49

paru en 1983.²¹ En 1989, lors d'un cours sur l'État, il parla d'histoire sociale des idées politiques et ouvrit ainsi la voie à ses contemporain-es voulant renouveler et méthodiser les nouvelles pratiques d'histoire des idées. Sans avoir codifié une histoire sociale des idées politiques, il aura certainement contribué à son essor en France. C'est en partie sur ses travaux, notamment quant à sa théorie des champs de production, qu'une histoire sociale des idées politiques a pris racine.²²

Comme nous avons pu le constater à travers ce bref récit de l'histoire française des idées, ce changement paradigmatique s'est fait de par tâtonnements. Bien que plusieurs initiatives ayant contribué à cette histoire n'ont pas ici été soulevées, comme par exemple, les travaux de Jacques Rancière sur les archives ouvrières, de Jacques Le Goff sur *La Nouvelle Histoire* ou encore de Gérard Noiriel sur l'histoire contemporaine, ce tour d'horizon a permis d'esquisser le contexte intellectuel à travers lequel l'histoire des idées a voyagé.

L'Histoire sociale des idées politiques s'inscrit ainsi dans un renouveau français de la pratique historique. Quelques-un-es des acteurs et actrices de ce changement, qui commence à la fin des années 90 et se caractérisant par l'attention portée aux questions sociales, aux conflits et aux luttes politiques, ont fait leurs plus grands faits d'armes avec leurs travaux sur les années 68. Michelle Zancarini-Fournel, Bernard Pudal, Boris Gobille, Xavier Vigna et Frédérique Matonti font partie de ces intellectuel-les ayant grandement repensés à la fois la méthode historique ainsi que l'historiographie des événements de mai-juin 1968. Cette innovation, que l'on peut aisément catégoriser comme le développement d'une histoire sociale du politique, n'a pas évolué en vase-

²¹ Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki, « Introduction », *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2017, p.21

²² Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki, *op. cit.*, p.23

clos et a ainsi eut des effets sur un autre champ, celui de l'histoire des idées politiques. En effet, le renouvellement de l'histoire des idées politiques s'est fait par l'incorporation d'aspects d'histoire sociale à l'analyse de la production des théories politiques. Elle permet entre autres d'ajouter une part analyse sociologique des conditions de production, de circulation et de réception des discours afin d'en dévoiler les origines et les effets propres à chacun. Cette nouvelle méthode, qui est présenté par Frédérique Matonti dans son article programmatique intitulé *Histoire sociale des idées politiques*, s'inspire à la fois de l'histoire des mentalités et de l'histoire conceptuelle, mais aussi de l'histoire sociale, de l'histoire sociale des théories politiques de Neal et Ellen Meiksins Wood ainsi que du contextualisme de l'École de Cambridge, notamment développé par Quentin Skinner.

1.2 Le textualisme et ses critiques

L'histoire sociale des idées politiques s'oppose essentiellement à l'approche historiquement paradigmatique de l'histoire des idées, c'est-à-dire l'approche textualiste dont le principal théoricien est l'États-Unien Léo Strauss.²³ Ses travaux de philosophie politique portaient sur des thèmes généraux tels que le libéralisme et la tyrannie ainsi que sur des auteurs canoniques anciens et modernes comme Platon et Xénophon ou encore Machiavel, Hobbes et Jean-Jacques Rousseau. Son œuvre influencera grandement les pensées conservatrices et néoconservatrices états-uniennes et dominera les facultés de philosophie politique.²⁴ Il faudra attendre l'émergence d'approches alternatives, comme celles de l'École de Cambridge et de Neal Wood, pour mettre en lumière l'ensemble des problèmes liés à une analyse statique,

²³ Skinner, Quentin, *Visions of Politics* (volume 1), Cambridge : Cambridge University Press, 2003, p.64

²⁴ Wood, Ellen Meiksins « The social history of political theory », *Citizens to Lords, A social history of western political thought from antiquity to the late middle ages*, London : Verso, 2008, p.5

anhistorique et concentrée uniquement sur les grands canons de la philosophie politique telle que pratiquée par le textualisme straussien.

Les plus virulentes et influentes critiques du textualisme ont été fournies par Quentin Skinner dans ses œuvres d'ordre méthodologique, parues dès 1969 avec *Meaning and understanding*, puis réunies dans le premier tome de *Visions of Politics*. Il y soutient notamment que le rôle que se donnent les historien-nes textualistes est celui de rendre compte d'œuvres contenant des *savoirs anhistoriques* sous forme d'*idées universelles*²⁵ contenues exclusivement dans ce que les grands théoriciens ont écrit. Il ne s'agit donc pas, et cela nuirait à l'étude de ces idées universelles, de les ancrer dans un contexte spécifique. La contextualisation d'une idée, l'inscription de celle-ci dans un moment ou un débat spécifique, lui enlèverait toute valeur propre à son étude.²⁶ Skinner affirme que le textualisme et l'ensemble des anciennes méthodes d'histoire des idées partagent trois mythologies affaiblissant leurs cadres théoriques.²⁷ La première est la mythologie des doctrines voulant que chaque auteur-e s'inscrive dans des débats transcendants autour d'idéaux types désincarnés tels que l'égalité, le progrès, le vrai, le bien commun ou encore ce qui constitue un contrat social.²⁸ Une conséquence de cette pratique est de positionner un-e auteur-e dans des débats auxquels il ou elle n'a pas pris part. La seconde est celle de la cohérence.²⁹ Celle-ci présume une constance et une cohérence systématique aux auteurs. L'attribution d'une telle cohérence, et ce de manière systématique oublie de rendre compte, et efface même, tout changement et toute évolution dans la pensée d'un-e auteur-e.³⁰ La dernière mythologie étant, en réalité une conséquence des deux premières, est celle de la prolepse. Celle-ci consiste, d'après

²⁵ Skinner, Quentin (2003), *op. cit.*, p.57

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *op. cit.*, p.14

²⁸ Skinner, Quentin (2003), *op. cit.*, p.62

²⁹ Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *op. cit.*, p.15

³⁰ Skinner, Quentin (2003), *op. cit.*, p.67

Skinner, à s'intéresser plus à la signification actuelle d'écrits anciens qu'à leur sens au moment où cela a été écrit.³¹ Il s'agit ainsi de projeter le présent dans le passé dans l'intérêt de défendre un point de vue dans un débat actuel. Skinner résume cette pratique historique en soutenant que, pour eux, « History then indeed becomes a pack of tricks we play on the dead »³².

Pour sa part, Ellen Meiksins Wood amorce sa critique de l'analyse textualiste en la situant dans les courants politologues états-uniens de l'époque. Elle soutient que celui-ci était, dans les années soixante, divisées en deux principaux camps, l'un empiriste et l'autre normatif. Strauss, pratiquant la philosophie politique, appartenait au camp théoricien du normativisme, mais entretenait une alliance contre nature avec les empiristes pour contrer les historien-nes et politologues relativistes et modernistes.³³ C'est dans ce jeu d'alliance que s'est construit l'influence de la méthode et de la pensée straussienne dans le champ académique de la philosophie politique américaine. À propos de cette méthode, Wood soulève des critiques similaires à celles de Skinner, soit que les historien-nes traditionnel-les considèrent les grands théoriciens comme des êtres détachés de leur contexte dont l'œuvre est transhistorique et ne répond qu'à des problèmes universels.³⁴

³¹ *Ibid.*, p.73

³² *Ibid.*, p.65

³³ Wood, Ellen Meiksins (2008), *op. cit.*, p.4-5

³⁴ *Ibid.*, p.6-7

1.3 L'histoire sociale des idées politiques

L'histoire sociale des idées politiques, nouvellement théorisée en France, est un courant toujours marginal et en formation. Il est notamment défendu et promu par le groupe de recherche HiSoPo³⁵, le Groupe de recherche sur l'histoire sociale des idées politiques et par quelques auteur-es tel-les que Frédérique Matonti, Arnault Skornicki, Jérôme Tournadre et Chloé Gaboriaux. Après la publication d'un *Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques* par Frédérique Matonti en 2012, une exploration théorique d'une *Nouvelle histoire des idées politiques* voit le jour sous les plumes de Jérôme Tournadre et Arnault Skornicki en 2015. Ensuite, ce dernier, en collaboration avec Chloé Gaboriaux, dirigera un ouvrage intitulé *Vers une histoire sociale des idées politiques* publié en 2017. Cette série d'ouvrages, en plus des dizaines de séminaires et colloques tenus dans diverses universités françaises, démontre l'intérêt nouveau et grandissant porté envers le renouvellement de l'histoire des idées politiques en France. Toujours en chantier, cette méthode historienne ouvre de nouvelles perspectives d'étude historique des idées politiques pouvant maintenant offrir un narratif différent de celui offert par l'approche textualiste.

Avant de s'être développé en France, avec des particularités et des différences notables, l'histoire sociale des idées politiques existait du côté de l'historiographie britannique et trouvait origine dans un article paru dans la revue *Political Theory* sous la plume de Neal Wood en 1978. Il y propose une méthode fondamentalement interdisciplinaire fondée sur cinq postulats ; premièrement les politiques sont des pratiques inscrites dans le quotidien des individus et des groupes agissant dans l'espace public pour leur survie, leurs intérêts, mais aussi pour le bien commun ; deuxièmement, les théories politiques

³⁵ Pour en connaître davantage sur ce groupe de recherche, voir URL : <https://hisopo.hypotheses.org/>

sont liées au contexte sociohistorique desquelles elles sont issues ; troisièmement, les écrits classiques de théorie politique sont des reflets de leur temps et nous informent sur la nature de ces sociétés ; quatrièmement, l'origine de l'élaboration de théories politiques peut s'expliquer socialement et dans la prise de position partisane dans les enjeux et débats de son époque ; finalement, les travaux de théorie politique sont idéologiques puisque comportant des recommandations sociopolitiques s'appuyant sur des arguments extrapolitiques comme l'éthique, la théologie, l'histoire ou la psychologie dans l'intérêt d'un groupe spécifique.³⁶ Il soutient aussi que pour comprendre la relation entre les idées politiques et le contexte, il s'agit d'étudier les conflits ainsi que les forces sociales en présence, la nature des structures et des classes sociales puis les différentes traditions et écoles théoriques existantes.³⁷ Quant aux auteur-es, Neal Wood soutient qu'une approche biographique rigoureuse – ne se réduisant pas qu'à énumérer mécaniquement le lieu de naissance et la date de mariage de l'auteur-e – est l'instrument par excellence afin d'identifier leur position sociale et leurs intérêts à défendre. Sa profession, Sa famille et ses connexions, son statut légal, son mode de vie, ses revenus et leur nature, ses affiliations politiques et religieuses sont tous des éléments privilégiés dans l'analyse biographique qu'il propose.³⁸

Ayant longtemps été maintenue aux marges de l'académie et des sciences historiques en France, l'histoire sociale des idées émerge aujourd'hui avec l'importation des innovations théoriques anglo-saxonnes et la fusion avec des aspects méthodologiques et théoriques de l'histoire sociale. Se consolidant dans des innovations théoriques permettant de porter un regard neuf sur les processus politiques passés, que ce soit quant à un objet idéal ou matériel, l'histoire sociale des idées politiques est une approche holistique permettant de lier discours et matérialité. En d'autres termes, cette

³⁶ Wood, Neal, « The Social History of Political Theory », *Political Theory*, vol. 6, n. 3, (1978), p.345

³⁷ *Ibid.*, p.348

³⁸ *Ibid.*, p.349

approche permet d'appréhender conjointement les discours et les actions ainsi que les idées et les mouvements politiques.

Afin de rendre plus explicite la démarche ici employée, je propose de dresser une liste des huit éléments qui composent le cœur de l'histoire sociale des idées politiques tel que je le conçois. Ces huit éléments sont divisés en trois catégories, la première concerne les éléments contextuels : intellectuel, social, et biographique, la seconde touche plutôt aux idées, aux discours, leur déploiement ainsi qu'à la réception et finalement il sera question des théories de l'événement.

1.4 Les contextes intellectuels, sociaux et biographiques

Les éléments contextuels sont au cœur de l'histoire sociale des idées politiques. Par contre, d'une recherche à une autre, les éléments mobilisés diffèrent pour répondre aux questions soulevées. Ce n'est ainsi pas tous les éléments contextuels qui sont pertinents pour répondre à chaque question ou pour tout projet de recherche. Sur certains enjeux, le contexte intellectuel devra être privilégié alors qu'à d'autres moments les aspects biographiques d'un-e auteur-e ou encore sa position de classe attireront plus l'attention du chercheur ou de la chercheuse. Quoi qu'il en soit, il est tout de même important de garder à l'esprit l'ensemble des niveaux contextuels étant susceptibles d'être mobilisés par l'histoire sociale des idées politiques. Le contexte, qu'il soit de nature intellectuelle ou sociale, n'est pas qu'un simple arrière-plan ajoutant quelques clés de compréhension à un ouvrage ou un discours, il en est la pièce maîtresse sans laquelle l'intention et les effets d'un discours ne peuvent être saisis.

Quant aux différents niveaux contextuels, Quentin Skinner accorde une préférence à l'analyse discursive. Dans le premier tome de *Visions of Politics*, il soutient que « the appropriate focus of study is [...] essentially linguistic »³⁹, et que « the social context figures as the ultimate framework for helping to decide what conventionally recognisable meanings it might in principle have been possible for someone to have intended to communicate. »⁴⁰ Cette perspective a été confrontée par Neal Wood qui propose plutôt d'étudier les conditions sociales, le contexte social ainsi que les rapports de classes en toute première instance.⁴¹ Dans une optique similaire, Ellen Meiksins Wood soutient que les écrits sont des réponses à des circonstances historiques particulières, mêlant ici les contextes sociaux et intellectuels. Il s'agit de se demander, en lisant un ouvrage ancien, pourquoi l'auteur-e disait-il cela? À qui écrivait-il et avec qui débattait-il? Comment le reste du monde a-t-il reçu et comment l'auteur-e pensait-il pouvoir changer ce qui l'entoure?⁴² Meiksins Wood souligne que les questions que se posait un auteur permettent, avec l'aide du contexte, d'éclairer la signification du discours qu'il porte puisque les questions confrontent des problèmes spécifiques dans un moment historique spécifique.⁴³ Frédérique Matonti précise qu'il s'agit de se demander quelles sont les options discursives possibles dans une configuration historico-politique donnée.⁴⁴

Quant à la présente recherche, ce qui pouvait être dit, la manière dont l'idée autogestionnaire pouvait être déployée et qui pouvait le dire pour être entendu seront des aspects contextuels fondamentaux à l'analyse. Ce qui peut être dit et comment cela peut l'être est la conséquence d'un état des choses et de certains conflits de classe, mais

³⁹ Skinner, Quentin (2003), *op. cit.*, p.87

⁴⁰ *Ibid.*,

⁴¹ Wood, Neal, *op. cit.*, p.348

⁴² Wood, Ellen Meiksins (2008), *op. cit.*, p.3

⁴³ *Ibid.*, p.4

⁴⁴ Matonti, Frédérique (2012), *op. cit.*, p.91

est aussi à l'origine de conflits internes dans les milieux révolutionnaires. Illustrer cette filiation permet de comprendre davantage les aspects contextuels, les conflits en présence, l'origine d'une idée et, en somme, la signification d'un discours. Il ne s'agit donc pas « de se détourner du détail du texte et de la figer comme un reflet fixe d'un intérêt de classe, mais de rechercher dans sa facture même la manière dont il réarticule politiquement et théoriquement un conflit qui se joue ailleurs que dans le champ intellectuel »⁴⁵. L'état de l'économie, les rapports de propriété, la production et la possession du pouvoir politique sont des aspects contextuels dont l'importance analytique s'accroît en période de conflit. C'est dans ces moments, où les mouvements sociaux et les partis politiques se retrouvent au centre d'un contentieux, que les rapports de classe se dévoilent le plus au sein des discours. L'apport de Bourdieu, quant à la position des agent-es, intellectuel-les ou militant-es, devient ici fort pertinent pour comprendre les prises de position ainsi que les stratégies discursives et argumentatives adoptées.⁴⁶ Il s'agit aussi d'évaluer « le volume de reconnaissance dont [l'agent] bénéficie au sein de ce champ »⁴⁷ afin de convenablement juger des motifs de cette prise de position et de la conscience d'être ou non entendus par ses pairs.

L'approche que je privilégierai fera l'équilibre entre l'analyse des contextes intellectuel et social. Puisque les deux existent en codépendance, les considérer de manière autonome et séparée l'un de l'autre nuirait à ma démarche analytique. Aussi, afin de situer convenablement la position d'un-e agent-e, l'utilisation d'une approche biographique – n'étant pas qu'un résumé désincarné du parcours de vie de ce-tte dernier-ère, mais plutôt une mise en rapport du développement de certaines idées d'un-

⁴⁵ David Smadja, « La mise en controverse des idées politiques », Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki (dir.), *op. cit.*, p.157

⁴⁶ Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques*, Paris : Seuil, 1994, p.71

⁴⁷ Hauchecorne, Mathieu, « L'histoire sociale des idées politiques peut-elle s'en tenir aux intentions? Une analyse comparée de l'histoire intellectuelle skinnérienne et de la sociologie des idées bourdieusienne », Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki (dir.), *op. cit.*, p.140

e auteur-e avec ses affiliations, ses fonctions sociales, sa position dans la division sociale du travail au fil de sa carrière ou de sa vie – sera privilégiée. Le déploiement d’une telle approche est indispensable afin de comprendre les intentions d’un-e agent-e, évaluer la force illocutoire de ce-tte dernier-ère⁴⁸ et d’ainsi lier les idées d’un-e théoricien-ne aux contextes intellectuels et sociaux qui l’entoure.⁴⁹ Neal Wood soutient qu’il est important d’identifier quels sont les intérêts sociaux défendus par une théorie.⁵⁰ Il identifie quelques aspects biographiques parmi les plus importants : ses connexions familiales, son éducation, ses réseaux d’amitié, sa profession, son statut légal, ses activités politiques, ses affiliations et ses croyances.⁵¹ Dans sa recherche sur l’économie politique dans la France des Lumières, Arnault Skornicki utilise cette méthode biographique pour « établir l’architecture [...] des valeurs et systèmes de classement afin d’éclairer [la] constitution axiologique » du père de la physiocratie, François Quesnay, ayant vécu une « trajectoire [de vie] ascendante et transversale, scandée par la traversée d’espace sociaux hétérogènes », faisant figure de parvenu, venant d’une famille paysanne et devenant chirurgien royal puis éminent économiste de la cour.⁵² Ce travail illustre le rôle de la méthode biographique pour comprendre les relations entre des idées, celles des physiocrates teintés par la paysannerie et la féodalité avec le parcours de vie et les positions sociales du théoricien.⁵³

⁴⁸ Skinner, Quentin (2003), *op. cit.*, p.98

⁴⁹ Wood, Neal, *op. cit.*, p.349

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Skornicki, *L’économie, la cours et la Patrie*, Paris : CNRS Éditions, 2011, p.155-156

⁵³ Skornicki, « L’économie politique du paysan parvenu : une socio-analyse de François Quesnay, fils de laboureur, chirurgien, médecin du Roi et physiocrate », Cohen, Antoine (dir.), *Les formes de l’activité politique*, Paris : Presses Universitaires de France, p.200-204

1.5 Idées et discours, déploiement et réception

Le contexte n'offrant, bien entendu, pas toutes les informations nécessaires à la compréhension de la signification sociale d'un texte, il s'agit d'ensuite procéder à une analyse interne des discours pour en retracer les idées qui y sont inscrites et défendues, les prises de position par rapport à des débats en cours ainsi que les motifs de l'auteur-e à présenter ces idées. Avant tout, il est primordial de définir ce que l'on entend par le concept d'idée. Dans le cadre de cette recherche, nous considérons ces dernières que lorsqu'elles deviennent des faits sociaux. En d'autres termes lorsqu'elles sont partagées par le discours et qu'elles sont reçues par un-e interlocuteur-trice. C'est l'acte de langage qui donne forme à une idée. Tout discours comporte donc trois aspects fondamentaux qui doivent chacun être pris en considération analytiquement. Il contient premièrement l'idée contenue dans le discours, soit la thèse, la prise de position ainsi que les arguments pour défendre ses idées. Il renferme aussi le déploiement, la manière dont est partagé le discours, à qui celui-ci est adressé et dans quel format est-il rendu public. Et comprend finalement la réception, c'est-à-dire par qui est-il reçu? Comment est-il reçu? qu'elles sont les critiques, favorables et défavorables et quels sont les effets du discours sur les destinataires et l'ensemble de la société?

À propos du concept d'idée, Marc Angenot souligne « qu'une profusion d'autres termes polysémiques se presse autour [du concept d'idée], que se repassent les historiens et dont, d'aventure, ils vont privilégier l'un. Cela forme principalement quatre groupes : idéologies, discours, images, croyances. »⁵⁴ À quoi il ajoute aussi d'autres mots d'origine grecque ; le *Topoi* et la *Doxa*. De leur côté, Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki considèrent « le terme d'idée politique comme une catégorie

⁵⁴ Angenot, Marc, *op. cit.*, p.64-65

générique susceptible d’embrasser les divers centres d’intérêt des chercheurs soucieux de rendre compte de la pensée politique telle qu’elle se présente sous des formes variables dans différents espaces sociaux. »⁵⁵ Ces idées, « représentations », « savoirs », ou « principes »⁵⁶ sont ainsi l’objet de recherche de l’historien qui se donne pour objectif, d’une part, de retrouver les traces et les origines de celles-ci en identifiant « tous ceux qui contribuent à la production d’une idée politique »⁵⁷ et, d’autre part, d’évaluer le rôle des idées dans le cours de l’histoire.⁵⁸ Puisqu’il appert que l’histoire n’est pas mécanique et que les explications de causalité ne suffisent ainsi pas pour analyser le cours de l’histoire⁵⁹, l’histoire des idées a comme mandat d’analyser l’émergence, en amont, des idées politiques à l’origine des mouvements, des contestations et des changements sociaux.⁶⁰ Cela se fait notamment par l’analyse discursive, qui cherche à comprendre les intentions et les significations d’un discours dans un contexte spécifique. Pour procéder à une analyse du discours satisfaisante, l’historien-ne doit, à partir du contexte intellectuel et social, être attentif-ive aux débats et conflits en cours afin d’évaluer la prise de position de l’agent étudié.

Le débat, étant au centre des questions sociales et politiques, est « l’outil épistémologique qu’il nous faut : [le] trait d’union entre les *idées* (individuelles) et les *langages* (sociaux). »⁶¹ Skinner soutient que l’étape la plus importante pour comprendre la signification d’un discours, c’est-à-dire ce que l’auteur-e voulait dire en disant ce qu’il ou elle a dit, est d’identifier « the precise nature of the intervention [that] must always be viewed [...] as arguments [and] to argue is always to argue for or

⁵⁵ Gaboriaux, Chloé et Arnault Skomicki (dir.), *op. cit.*, p.12

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Matonti, Frédérique (2012), *op. cit.*, p.102

⁵⁸ Angenot, Marc, *op. cit.*, p.216

⁵⁹ *Ibid.*, p.240

⁶⁰ *Ibid.*, p.247

⁶¹ Fausto Proietti, « Le social dans l’histoire des idées politiques », Gaboriaux, Chloé et Arnault Skomicki (dir.), *op. cit.*, p.83

against a certain assumption or point of view »⁶². Il sera ensuite possible de saisir les intentions pour lesquels l'auteur agit et ainsi saisir la force illocutoire tant que la signification des thèses défendues par ce-tte dernier-ère. Skinner prend bien le soin de différencier motifs et intentions. Alors que les motifs « sont antécédents et extérieurs à l'action⁶³ », l'intention « se révèle en elle [et] ne peut être conçue indépendamment du contexte auquel elle répond »⁶⁴. Il parle donc de *motifs pour* faire une action et *d'intentions dans* l'écriture.⁶⁵ C'est le second, *l'intention dans* l'acte de langage, qui constitue la fonction illocutoire et le sens du propos.⁶⁶ La part illocutoire déborde de la simple textualité pour toucher le sens profond du discours. Ce qui importe n'est pas ce que l'auteur-e a dit, mais ce « qu'il a voulu dire *en disant* ce qu'il a dit »⁶⁷. C'est en grande partie grâce aux éléments contextuels que nous pouvons juger de cette fonction du langage⁶⁸ parce que « c'est la vie politique elle-même qui forme les grands problèmes dont traitera le théoricien, en rendant certains champs objet de problèmes et les questions correspondantes objets de débats »⁶⁹.

La forme que prennent les débats et la manière par laquelle les protagonistes y participent nous renseignent sur les règles structurant le champ, intellectuel ou politique, et la position qu'occupe chacun-e des protagonistes. L'analyse du déploiement des discours est ainsi nécessaire à l'étude des idées puisque c'est fondamentalement d'après les destinataires, leur rôle social, leur position dans un champ spécifique et la nature du rapport entre le champ et l'auteur-e qui détermine la

⁶² Skinner, Quentin, (2003), *op. cit.*, p.115

⁶³ Skornicki, Arnault, « de Skinner à Weber. Contextualisme et sociologie », Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki (dir.), *op. cit.*, p.115

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Quentin Skinner (2003), *op. cit.*, p.98

⁶⁶ Hauchecorne, Mathieu, *op. cit.* p.135

⁶⁷ Skinner, Quentin, (2003), *op. cit.*, p.100

⁶⁸ Matonti, Frédérique (2012), *op. cit.*, p.90

⁶⁹ Skinner, Quentin, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris : Albin Michel, 2009 [1978], p.9

manière dont l'idée sera présentée. Il importe donc d'identifier clairement à qui l'acte de langage est destiné et de quelle manière celui-ci circule. Une lettre privée, rendue publique plusieurs générations plus tard n'aura pas eu le même impact sur les idées politiques qu'un livre publié par une maison d'édition reconnue et grandement médiatisé. Par contre, le déploiement d'un ouvrage ne détermine pas mécaniquement l'impact qu'il aura sur la société. En effet, il n'y a pas de relation directe entre le tirage d'un essai et son impact idéologique et social. Il est ainsi nécessaire d'étudier la réception de tout discours pour en saisir, encore une fois pas de manière exhaustive, mais tout de même substantielle, les effets d'un acte de langage sur la vie sociale et la formation des idées. L'analyse de la réception peut se faire en retrouvant et étudiant les commentaires fait d'un texte et les références que d'autres auteurs en font.

1.6 Théories de l'événement

Alors que le contexte social offre en tout temps des éléments influençant la formation des idées politiques, les événements méritent que l'on s'y attarde attentivement puisqu'ils offrent, quant à la formation - ainsi qu'aux transformations - des idées politiques des moments d'importants changements. En effet, les événements, moments intenses pendant lesquels la parole se libère et les actions fusent de toute part, jouent un rôle particulier dans l'histoire sociale des idées et c'est particulièrement le cas pour la période nous intéressant. Les événements ont de tout temps été au centre de l'histoire sociale mais ont très longtemps été évités en histoire des idées, au profit d'une attention portée à la textualité du discours. Angenot souligne le peu d'analyses produites à propos du rôle des événements sur les idées en affirmant « [qu']il n'y a pas à ma connaissance de réflexion, sinon occasionnelle, sur le rôle des événements et des circonstances vécues, celui des grands traumatismes historiques sur les idées »

abstraites »⁷⁰. Les événements ont pourtant un rôle fondamental dans la formation des idées politiques. Matonti souligne, à ce sujet, que les moments de crise politique permettent de reproblématiser la vie sociale et politique et d'ainsi considérer comme problématique des choses qui auparavant allaient de soi.⁷¹

La désectorialisation des luttes politiques, au cours des nombreuses « rencontres improbables »⁷² des mois de mai et juin 1968⁷³, a été au cœur d'une telle reconfiguration qui eut de lourds effets tant sur la configuration des partis politiques que des mouvements sociaux, des idées politiques ainsi que des stratégies révolutionnaires des années soixante-dix. Il faut, par contre, se garder de comprendre le rapport entre événement et formation des idées de manière mécaniste. Le rapport est d'autant plus complexe qu'il fait entrer la mémoire et les batailles de mémoires dans la balance. En ouverture de son très populaire ouvrage *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Kristin Ross soutient que « l'événement en lui-même s'est trouvé dépassé par ses représentations successives, [...] son statut événementiel a résisté aux tentatives d'annihilation, à l'amnésie sociale et aux assauts conjugués des sociologues et ex-leaders étudiants qui, tour à tour, ont voulu l'interpréter ou en réclamer le monopole. »⁷⁴ Ces différentes représentations, dressées par d'ex-militant-es ou encore par des chroniqueurs-euses ou politicien-nes de tout genre, avaient pour but de s'approprier Mai et d'utiliser cette appropriation afin de pousser un agenda politique et idéologique. De plus, il faut porter attention aux grands événements des différentes organisations où d'importants débats eurent lieu. Dans le cas de la présente recherche, les congrès et rencontres de réflexion politique sont des moments où les différentes idées se dévoilent

⁷⁰ Angenot, Marc, *op. cit.*, p.254-255

⁷¹ Matonti, Frédérique (2012), *op. cit.*, p.97-98

⁷² Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans "Les années 68" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 101, 2009, p.164

⁷³ Matonti, Frédérique (2012) *op. cit.*, p.97

⁷⁴ Ross, Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris : Complexe, 2005, p.7

et où les changements se performant. L'histoire sociale des idées politiques est ainsi la clé théorique pour répondre à la complexité offerte par un événement, complexe en lui-même ainsi que très souvent hétérogène, en plus d'être l'objet d'une bataille mémorielle où différents camps se disputent son héritage.

CHAPITRE II

TRANSFORMATIONS THÉORIQUES ET CHANGEMENTS SOCIO-POLITIQUE DANS LA FRANCE D'APRÈS-GUERRE

Lorsqu'au milieu des années soixante, Louis Althusser alors professeur à l'École Normal Supérieure publia *Lire le Capital*, puis *Pour Marx*, les critiques envers le stalinisme du Parti communiste français se multiplièrent. Le socialisme divisé et l'absence d'alternatives à la gauche du Parti, ce dernier maintenait aisément son hégémonie. Au niveau institutionnel, le couple composé par le Parti communiste français et la Confédération générale du travail occupait de manière très évidente les devants de la scène politique. Peu se doutait, alors, qu'en moins d'une décennie l'on assisterait, en France, à une métamorphose radicale des forces de gauche. En étudiant, d'une part, les différents courants théoriques ayant composé les gauches communistes et non communistes de l'époque et, d'autre part, les événements et changements sociopolitiques ayant eu un impact sur les mouvements sociaux, les partis politiques de gauche ainsi que les syndicats, nous serons à même de mieux comprendre les débats et enjeux stratégiques qu'a connu la gauche au tournant des années 70.

Au niveau théorique, puisque les liens entre socialistes et tenant-es de différentes allégeances politiques et institutionnelles furent nombreux et importants, il sera important de les étudier attentivement pour comprendre la nature du processus de développement théorique et stratégique qu'a connu le socialisme français. Ne se

limitant pas au socialisme, autrement dénommée gauche non communiste, cette étude abordera certains théoriciens marxistes tels que Jean-Paul Sartre, Henri Lefebvre, Roger Garaudy et Louis Althusser. Nous nous concentrerons tout particulièrement sur les rapports entre le marxisme et la pensée humaniste. L'étude de la forte opposition entre le marxisme humaniste et l'antihumanisme ainsi que des principaux thèmes sur lesquels portent les désaccords nous dévoilera des aspects référentiels théoriques particuliers qui nous serviront à comprendre la nature des débats au cours des années subséquentes. En effet, l'enjeu en cause lorsqu'il est question de l'humanisme au sein des théories marxistes implique des conséquences à la fois d'ordre théorique que stratégique.

Quant aux enjeux organisationnels, nous devons nous attarder aux développements sociohistoriques de la France, tant au niveau économique que politique, dans l'objectif de comprendre les transformations idéologiques et stratégiques du socialisme en lien avec les situations et leur contexte social. Nous porterons attention aux crises politiques ayant touché la France de la Libération à la veille des événements de mai et juin 1968 en traversant différents conflits tels que les événements de 1956, la guerre d'Algérie de 1958-1962 ainsi qu'à quelques-unes des principales grèves ouvrières de la décennie 1960 annonçant l'achèvement des Trente Glorieuses. Nous tâcherons notamment de mettre en rapport ces enjeux historiques et les changements organisationnels ayant eu cours. Nous en profiterons pour présenter les différentes forces politiques de l'époque, particulièrement le Parti socialiste unifié et la Confédération française démocratique du travail, afin d'évaluer le rôle de ces organisations dans le développement d'une nouvelle pensée de gauche en France.

L'exploration de ces deux aspects contextuels, soit le contexte théorique et organisationnel, se fera à la fois historiquement, en suivant le fil chronologique des

débats et des événements, mais aussi de manière thématique pour permettre une plus grande clarté et une meilleure compréhension des filiations quant aux idées et aux événements. Certains événements seront mentionnés puis, ultérieurement, approfondis pour ne pas nuire à la cohérence thématique.

2.1 Marxisme et humanisme

Les événements de mai et juin 1968 constituent un moment charnière dans l'histoire française. Ainsi, nous commencerons donc par un tour d'horizon de l'état de la situation, tant au niveau intellectuel que social, depuis la Libération jusqu'au moment 68. Nous passerons donc en revue les théories et pensées de gauche qui se sont développées durant les décennies 1950 et 1960 afin d'exposer les conflits et tensions existants entre les différent-es théoricien-nes de l'époque et les avenues envisagées par ceux-ci et celles-ci. Afin de rendre compte des transformations qu'a connues la gauche socialiste française, il s'agira pour nous d'étudier les différents courants l'ayant historiquement composée et les cadres de pensée avec lesquels elle fut en contact. Après être retourné aux fondements du socialisme français par l'étude de l'origine des pensées de Guesde et Jaurès, nous aborderons les débats entre les tenants d'un marxisme humaniste et ceux défendant l'antihumanisme de la pensée marxiste. Finalement, nous mettrons en lumière les enjeux entourant le développement des nouvelles gauches déployant, à partir des critiques du stalinisme, de nouvelles perspectives quant au socialisme.

De la reconstruction du mouvement ouvrier après l'écrasement de la Commune de Paris à la création de la Section française de l'Internationale ouvrière en 1905, moment

important de formation du mouvement socialiste en France, deux stratégies de changement social se partageaient la scène socialiste. D'une part, celle menée, entre autre, par Jules Guesde étant nettement plus révolutionnaire et anti-bourgeoise⁷⁵ et, d'autre part, celle de Jean Jaurès exprimant un réformisme explicite et favorable à la démocratie parlementaire⁷⁶. Jaurès parle de cette dissension dans le camp socialiste dans un discours en 1900. Il y souligne que « le dissentiment entre nous est bien plus noble et en même temps plus grave, puisqu'il s'agit, non pas de vieilles et odieuses rivalités dont ont parlé nos ennemis communs, mais d'un dissentiment de tactique et de méthode que nous avons le devoir de soumettre au Parti »⁷⁷. Il réfère ensuite à l'affaire Dreyfus et aux conflits entre socialistes autour de l'engagement à la défense d'un bourgeois ainsi qu'à la question du parlementarisme au moment de l'entrée du socialiste Alexandre Millerand dans un ministère.⁷⁸ C'est dans ce contexte que s'inscrit la création de la Section française de l'internationale ouvrière qui se fit par l'accord mutuel de courants mettant leurs différents de côté en vue d'une unification socialiste. D'un côté, le courant guesdiste acceptait de faire de la démocratie parlementaire, de l'autre, les jaurésiens agréaient à ne pas participer au gouvernement.

Ce conflit fut fondateur des deux grandes tendances du mouvement socialiste et s'est retrouvé mobilisé à différents moments de l'histoire socialiste en France. Le sociologue et historien Jacques Kergoat rappelle les propos du politicien socialiste Michel Rocard qui se disait méfiant et inquisiteur à l'égard du courant guesdiste défendu par le CERES, représentant au milieu des années soixante-dix près du quart des membres du Parti socialiste.⁷⁹ Dans une intervention à la Convention nationale du Parti socialiste le

⁷⁵ Guesde, Jules, *Essais de catéchisme socialiste*, Bruxelles, Petite bibliothèque socialiste, 1878, 100 p.

⁷⁶ Jaurès, Jean, *Les Deux Méthodes. Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde à l'Hippodrome Lillois*, Lille : Imprimerie Ouvrière P. Lagrange, 1900, [En ligne], URL : https://www.marxists.org/francais/guesde/works/1900/11/guesde_19001126.htm

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Kergoat, Jacques, *Histoire du Parti Socialiste*, Paris : La Découverte, 1997, p.81-83

25 novembre 1978, Rocard soutenait que le mouvement socialiste a, en somme, « davantage juxtaposé ces deux traditions que [ne les a] dépassées »⁸⁰. Il proposait à ce moment de dépasser ces deux courants qui, pour lui et pour plusieurs militant-es de l'époque, revenaient au même, soit la conquête de l'État comme stratégie de changement social. Bien que la manière de conquérir l'appareil étatique était différente selon le courant, ceux-ci ne pouvaient pas imaginer le changement social en-dehors de ce paradigme où l'État est placé au centre des aspirations. Nous verrons à présent comment se sont agencés ces deux traditions à travers l'histoire intellectuelle et sociale française.

Ayant constamment été dans une situations de sous-développement en comparaison avec les États voisins, il faut attendre les années 20 en France avant de voir le marxisme s'installer pour de bon dans le paysage théorique⁸¹, notamment par la traduction d'ouvrages étrangers majeurs.⁸² Se développant dans un nouveau contexte, celui du régime démocratique bourgeois naissant, type d'État n'ayant jamais été l'objet de travaux d'importance dans le marxisme⁸³, le marxisme français faisait face à des défis conceptuels particuliers. Définir l'État et son rôle dans les rapports de classe ainsi que l'adoption d'une stratégie de changement social conséquente furent au centre des débats marxistes tout au long du siècle. Perry Anderson soutient que, malheureusement, « no new strategic thought could arise along that journey »⁸⁴ et pose, en somme, l'incapacité des marxistes de lier théorie et lutte des classes comme l'une des causes à retenir.⁸⁵ De Henri Lefebvre et Paul Nizan à Louis Althusser et Nicos Poulantzas, l'on constate que peu ont véritablement développé de nouvelles *praxis*

⁸⁰ Rocard, Michel, *Parler vrai*, Paris : Seuil, 1978, p.164

⁸¹ Kelly, Michael, *Modern French Marxism*, Baltimore : John Hopkins University Press, 1982, p.15

⁸² *Ibid.*, p.22

⁸³ Anderson, Perry, *Considerations on Western Marxism*, London : Verso, 1989 [1976], p.48

⁸⁴ Anderson, Perry, *In the tracks of historical materialism*, Chicago : University of Chicago Press, 1984 [1983], p.79

⁸⁵ Anderson, Perry, (1989 [1976]), *op. cit.*, p.43

ayant eu un impact notable sur les stratégies politiques de la gauche. En France, le marxisme s'est essentiellement frotté à deux grandes théories dont les enjeux sont trop longtemps restés abstraits. D'une part l'humanisme, dont l'importante influence est notamment constatée chez Jean-Paul Sartre, Henri Lefebvre et Roger Garaudy et, d'autre part, l'antihumanisme et le structuralisme qui serviront de méthodes nouvelles à Louis Althusser dans son désir de renouveler la pensée marxiste.

Alors que la France est nouvellement libérée et que les écrits du jeune Marx se répandent dans le champ intellectuel parisien, Jean-Paul Sartre amorce un rapprochement avec le marxisme analogue à celui de plusieurs intellectuels de son époque. *Matérialisme et Révolution* est le premier écrit d'importance de Sartre qui l'inscrit dans les théories marxistes et cette pensée gouverna une grande part de ses œuvres à partir de ce moment.⁸⁶ Grandement influencé par les thèmes du jeune Marx des *Manuscrits de 1844*, traduit et discuté par Henri Lefebvre une décennie plus tôt⁸⁷, *Matérialisme et Révolution* s'adresse « à la scolastique marxiste [de son époque, et] si l'on veut, à Marx, à travers le néomarxisme stalinien »⁸⁸. À partir de ce moment, l'influence de Sartre sur le marxisme français est étonnante. On considère même, de la Libération jusqu'au milieu des années cinquante, une prédominance du marxisme existentialiste sartrien dans le milieu intellectuel parisien.⁸⁹ Ses prises de position sur la Guerre d'Algérie, sur le XXe congrès du Parti communiste soviétique ainsi que sur l'intervention soviétique en Hongrie eurent une importance marquée dans les débats communistes français.⁹⁰ En outre, plusieurs ouvrages sartriens, comme *L'être et le néant*, *Les mots*, *Qu'est-ce que la littérature?*, *Questions de méthode* et de manière

⁸⁶ Barot, Emmanuel, *Sartre et le marxisme*, Paris : La Dispute, 2011, p.12

⁸⁷ Anderson, Perry, (1989 [1976]), *op. cit.*, p.51

⁸⁸ Sartre, Jean-Paul, *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 135

⁸⁹ Judt, Tony, *Le marxisme et la gauche française 1830-1981*, Paris : Hachette, 1987, p.182

⁹⁰ Mazauric, Claude, « Sartre et les communistes français », Barot, Emmanuel (dir.), *Sartre et le marxisme*, Paris : La Dispute, 2011, p.54

encore plus importante *Critique de la raison dialectique* marquèrent grandement le monde intellectuel et la théorie marxiste française.⁹¹ Il influença la pensée marxiste et la pensée politique française sur deux principaux axes. D'une part, épistémologiquement en remettant en question la détermination structurelle en affirmant que les structures sont « en même temps l'effet de pratiques antérieures »⁹² et, d'autre part, politiquement par les réflexions sur la violence et les rapports entre morale et révolution qu'il a engendrées.⁹³

Sartre développa des concepts importants comme ceux de sérialité, de groupe-en-fusion et de rareté qui marqueront le marxisme des années ultérieures. Les notions de sérialité et de groupe-en-fusion ont notamment innové quant à la conscience de classe. Celui de rareté amènera les différents penseurs et différentes penseuses de cette théorie vers une redéfinition de l'aliénation en termes de liberté manquante à l'humain, contrairement à la conception marxiste habituelle voulant que l'aliénation soit une mise à distance de soi-même. De plus, la revue *Les Temps Modernes* qu'il fonda en 1945 fut un pont entre la critique littéraire et l'engagement intellectuel. L'historien des idées Perry Anderson souligne que l'apport de la critique littéraire à la réflexion marxiste fut une innovation importante qui transforma de manière importante la pensée de gauche en France. *Qu'est-ce que la littérature?* de Sartre ne fut pas le seul ouvrage théorique à ce sujet. En plus de Sartre, Lucien Goldmann participa à ce mouvement avec *Le dieu caché* et Henri Lefebvre le fit avec sa *Contribution à l'esthétique*.⁹⁴

⁹¹ Anderson, Perry, (1989 [1976]), *op. cit.*, p.57

⁹² Barot, Emmanuel, *op. cit.*, p.18

⁹³ *Ibid.*, p.20-21

⁹⁴ Anderson, Perry, (1989 [1976]), *op. cit.*, p.75-77

2.2 Le début d'une nouvelle ère : les événements de 1956

Les événements de 1956 marquèrent le début d'une nouvelle phase du marxisme français et plusieurs de ses théoriciens, tels que Sartre, Lefebvre et Garaudy, cherchèrent à anéantir le dogmatisme stalinien et ses influences sur la théorie et la pratique communiste en France. Face à l'intervention soviétique en Hongrie, de nombreux intellectuels se sont distanciés du Parti communiste qui, de son côté, refusait la voie de l'autocritique et de la déstalinisation. La réflexion d'Henri Lefebvre, qui dominait depuis une vingtaine d'années le paysage marxiste français⁹⁵, sur les *Problèmes actuels du marxisme* illustre bien cette critique et la voie de sortie envisagée par ce dernier. Dans ce livre, il soutient que le marxisme est historiquement passé d'une théorie critique des aliénations avec la liberté comme aspiration centrale à une théorie officielle d'État par l'entremise du stalinisme.⁹⁶ Il considère ce marxisme officialisé, qu'il qualifie de dogme stalinien, comme une forme desséchée du marxisme.⁹⁷ Lefebvre nous dit que « tout se passe comme si la richesse et la complexité de ses thèmes lui avaient été arrachées »⁹⁸ et propose de retourner à Marx et aux notions de dialectique et d'aliénation pour « répondre [aux] exigences spirituelles [que le marxisme] a contribué à susciter »⁹⁹. Bref, contre le dogmatisme stalinien et le marxisme comme doctrine d'État¹⁰⁰, Henri Lefebvre défend que « l'humanisme peut revenir en pleine lumière et reprendre sa place au sommet de la philosophie et de la critique révolutionnaire du réel »¹⁰¹.

⁹⁵ Kelly, Michael, *op. cit.*, p.101

⁹⁶ Henri Lefebvre, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1970 [1958], p.16

⁹⁷ *Ibid.*, p.20

⁹⁸ *Ibid.*, p.27

⁹⁹ *Ibid.*, p.27

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.38

¹⁰¹ *Ibid.*, p.135

En réintégrant la notion d'aliénation, radicalement rejetée par Staline et le dogme stalinien en URSS comme en France, il propose de retourner à l'étude de l'individu comme objet de la science libératrice du marxisme.¹⁰² En somme, Lefebvre rejette la stratégie stricte et dogmatique telle que pratiquée par le Parti communiste français à la faveur d'une stratégie politique plus ouverte à la spontanéité et aux expérimentations.¹⁰³ Alors que la Guerre d'Algérie divise la gauche métropolitaine, Lefebvre joint le Club de la Gauche et commence à écrire dans *Voies nouvelles*. C'est à ce moment, en 1959, qu'il est expulsé du PCF pour divergences politiques et théoriques.¹⁰⁴

Roger Garaudy, l'un des plus éminents penseurs marxistes du XXe siècle en France¹⁰⁵, député et membre du comité central du PCF, fût lui aussi exclu du Parti en 1970.¹⁰⁶ Dépositaire d'une thèse à la Sorbonne titrée *Théorie matérialiste de la connaissance* en 1953 qu'il répudia quelques années plus tard, Garaudy deviendra un acteur majeur de la déstalinisation du Parti communiste. Son ouvrage *Perspective de l'homme* contient une critique directe des thèses staliniennes et des politiques du Parti communiste français au tournant des années 60. Il met ainsi à nu le dogmatisme stalinien et cherchera à déstaliniser la théorie marxiste ainsi que la pratique organisationnelle du Parti. De plus, Garaudy publia en 1962 une importante étude d'Hegel sous le nom de *Dieu est mort* et développera une position humaniste spéculative qui sera au centre des débats internes du Parti au cours des années 60.¹⁰⁷

¹⁰² *Ibid.*, p.134-135

¹⁰³ Kelly, Michael, *op. cit.*, p.104

¹⁰⁴ Perlea, Georgiana, *Quarante-huitards du XXe siècle. Le Marxisme dissident de Socialisme ou barbarie et Arguments 1953-1962*, Thèse, New York University, 2012, p.5 et Kelly, Michael, *op. cit.*, p.104-105

¹⁰⁵ Kelly, Michael, *op. cit.*, p.81 et p.100

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.182

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.151-152

Son principal opposant était alors Louis Althusser et leur débat lors d'une journée d'étude communiste en janvier 1966 marqua théoriquement la division entre marxisme humaniste et marxisme antihumaniste propre à la décennie 1960 en France.¹⁰⁸

Les débats sur les rapports entre le Parti et l'enjeu de l'humaniste, au comité central d'Argenteuil en mars de la même année, furent décisifs. Par contre, Althusser, n'étant pas membre du comité central, ne pouvait directement y participer. Le débat s'inscrivait dans le contexte des retombés du XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique de 1956¹⁰⁹ et celui d'une crise grandissante de l'humanisme classique en France¹¹⁰. De plus, les enjeux du débat dépassaient la simple question théorique et touchaient des aspects stratégiques du Parti tels que la question du dialogue social et des alliances ainsi que du rôle d'avant-garde du prolétariat qui était remis en question par la posture humaniste. Roger Garaudy cherche alors à réhabiliter la catégorie d'aliénation au sein de l'analyse marxiste. Il soutient que l'aliénation n'est pas une catégorie éternelle, mais qu'elle s'inscrit plutôt dans les situations spécifiques et concrètes de l'homme.¹¹¹ Il maintient notamment que l'aliénation, en d'autres termes, la déshumanisation de l'homme par les rapports capitalistes de production, est au cœur de l'analyse marxienne du *Capital*¹¹². Dans *Perspectives de l'homme*, il postule aussi que « l'aliénation se développe à tous les niveaux de la vie, et, à tous les niveaux, elle déshumanise l'homme et divise la société. »¹¹³ Il pose ainsi la catégorie humaniste

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.142

¹⁰⁹ Geerlandt, Robert, *Garaudy et Althusser. Le débat sur l'humanisme dans le parti communiste français et son enjeu*, Paris : Presses Universitaires de France, 1978, p.17

¹¹⁰ *Ibid.*, p.20

¹¹¹ *Ibid.*, p.94

¹¹² Garaudy, Roger, *Perspectives de l'homme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1969 [1959], p.355

¹¹³ *Ibid.*, p.382

d'aliénation au centre de son analyse qui ne saurait être surmonté par la « lutte des classes »¹¹⁴.

Les événements de 1956 furent un moment important pour la gauche française puisque plusieurs théoriciens ont considéré y voir les limites du projet communiste tel qu'appliqué en URSS et dans les partis communistes stalinisés d'Europe. Cela a fait en sorte d'inciter ceux-ci et celles-ci à développer des perspectives révolutionnaires alternatives prenant en considération les problèmes liés à l'aliénation et aux libertés. Dans l'édition de juillet-septembre 1957 de *Socialisme ou Barbarie*, Cornelius Castoriadis, sous le pseudonyme de P. Chaulieu, décrit la perspective révolutionnaire proposée ainsi : « tout ce que nous avons à dire peut se réduire en fin de compte à ceci : le socialisme, c'est l'autonomie, la direction consciente par les hommes eux-mêmes de leur vie ; le capitalisme – privé ou bureaucratique – c'est la négation de cette autonomie, et sa crise résulte de ce qu'il crée nécessairement la tendance des hommes vers l'autonomie en même temps qu'il est obligé de la supprimer. »¹¹⁵ Fondée en 1946 par Castoriadis et Claude Lefort, deux ex-trotskyistes¹¹⁶, le groupe dont la revue est éponyme avait pour objectif de réfléchir à la praxis socialiste en France ainsi que de rendre compte de l'actualité nationale et internationale des travailleurs et travailleuses. Il avait initialement pour objectif de proposer une alternative à la dualité qui s'était créée entre, d'un côté, le trotskysme qui avait adopté « [une] attitude réformiste [...] étrangement combinée avec [...] le fond de la politique bolchevique de la période héroïque »¹¹⁷ et, de l'autre, la bureaucratie stalinienne.¹¹⁸ Bien que la revue était à faible tirage dans ses premières années¹¹⁹, les idées du groupe infusèrent tranquillement les

¹¹⁴ Roger Garaudy cité dans Geerlandt, Robert, *op. cit.*, p.95

¹¹⁵ Chaulieu, Pierre (Cornelius Castoriadis), « Sur le contenu du socialisme », *Socialisme ou Barbarie*, n. 22, Juillet-septembre 1957, p.3

¹¹⁶ Perlea, Georgiana, *op. cit.*, p.1

¹¹⁷ Anonyme, « Socialisme ou Barbarie », *Socialisme ou Barbarie*, n. 1, Mars-Avril 1949, p.1

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Linderberg, Daniel, *Le marxisme introuvable*, Paris : Calmann-Lévy, 1975, p.19-20

mentalités des cadres communistes et socialistes. De plus, le groupe a su mettre sur la table des éléments de débat qui seront abordés plusieurs années plus tard, particulièrement après les événements de mai et juin 1968 où les questions d'autonomie et d'autogestion furent mises à l'ordre du jour.¹²⁰

Les critiques que nous venons tout juste d'exposer se recoupent toutes dans l'aspiration à un projet révolutionnaire qui ne se développerait ni n'aboutirait dans les méandres du stalinisme. Étant sommes toute restreintes à quelques intellectuels, peu de transformations du projet révolutionnaire n'adviennent à ce moment. Il fallut attendre le milieu des années soixante et de manière plus importante les événements de mai et juin 1968 afin de voir ces critiques se matérialiser.

En contrepartie, plusieurs intellectuel-les et militant-es ne partageaient pas les espoirs d'une révolution à la fois communiste et humaniste. En effet, pour ceux-ci et celles-ci, l'optimisme de la Libération laissa rapidement place à un désenchantement qui se matérialisa par le développement d'une pensée structuraliste, théorie postulant l'autonomie des structures et la domination de celles-ci sur les acteurs qui les composent. D'abord très populaire en anthropologie avec les écrits de Claude Lévi-Strauss, cette pensée toucha ensuite la psychanalyse ainsi que la philosophie pour finalement se disséminer dans la sociologie et chez les marxistes. Étant majoritairement marxistes dans les années quarante et cinquante, les structuralistes des années soixante se sont généralement éloignés du marxisme.¹²¹ D'autres resteront marxistes et tenteront de joindre les deux pensées. Ce fut le cas de Louis Althusser qui, dès 1960, publia une série d'articles sur Marx dans lesquels il dénonce la misère française liée à l'absence

¹²⁰ Premat, Christophe, « A la recherche de l'autonomie: le groupe 'Socialisme ou Barbarie' et Mai 68 » *Sens public* (2009), p.10

¹²¹ Anderson, Perry (1984 [1983]), *op. cit.*, p.56

d'une culture théorique¹²² et soutient l'existence d'un jeune Marx qu'il oppose au Marx de la maturité. Le premier, selon lui, faisait de la philosophie idéologique et le second pratiquait le matérialisme historique et la dialectique matérialiste, fondements de la véritable science marxiste.¹²³ Dans l'ouvrage qu'il rédigea en collaboration avec ses étudiants, *Lire le Capital*, il propose une lecture *symptomale* de Marx. En d'autres termes, il propose une lecture qui « décèle l'indécélé dans le texte même qu'elle lit, et le rapporte à *un autre texte*, présent d'une absence nécessaire dans le premier »¹²⁴. Bref, il propose de lire ce que Marx n'a pas dit, mais qui aurait dû être dit. Par exemple, il soutient, et c'est à partir de l'absence de ce concept qu'il fonde sa définition structuraliste et antihumaniste du marxisme, qu'il y a dans le *Capital* une absence-présence du concept « *de l'efficace d'une structure sur ses éléments*, qui est la clé de voûte invisible-visible, absente-présente, de toute son œuvre »¹²⁵. La domination de la structure sur ses éléments, dont Althusser reconnaît que Marx n'y ait pas fait mention, serait ainsi l'élément central de toute l'œuvre marxienne ou du moins du *Capital*.

La détermination par la structure, ou comme l'écrit Althusser, « le tout social structuré »¹²⁶ qui fait en sorte que « nous avons le toujours-déjà-donné d'une unité complexe structurée »¹²⁷, l'encourage à développer une conception particulière de l'idéologie. Il oppose ainsi les notions d'idéologie et de science dont la première ne sert qu'à discourir sur des phénomènes qui sont la conséquence des superstructures et des structures qui ne peuvent être comprises que par la science. L'aliénation et l'humanisme deviennent ainsi chez Althusser des principes idéologiques en ce qu'ils ne participent pas à la découverte des structures et de leur domination. Cette domination de la structure sur

¹²² Althusser, Louis, *Pour Marx*, Paris : La Découverte, 2005 [1965a], p.13

¹²³ *Ibid.*, p.25-30

¹²⁴ Althusser, Louis, *Lire le capital* (volume 1), Paris : Maspero, 1968 [1965b], p.28-29

¹²⁵ *Ibid.*, p.31

¹²⁶ Althusser, Louis, (2005 [1965a]) *op. cit.*, p.200

¹²⁷ *Ibid.*, p.204

ses éléments, il l'éclaircit quelques années plus tard avec sa notion d'*appareils idéologiques d'État* qui servent à assurer la reproduction des moyens de production.¹²⁸

La position de Louis Althusser au sein du Parti communiste et dans le monde académique marxiste a fait en sorte que ce rapprochement théorique entre le marxisme et le structuralisme a eu une importante influence sur les théories politiques des décennies suivantes. Étienne Balibar et Nicos Poulantzas, deux importants théoriciens althussériens, ont en effet longtemps porté la pensée du professeur de la rue d'Ulm. Les espérances de transformation du marxisme contenues « autour de l'École Normale de la rue d'Ulm débouchèrent sur des réalités non conformes au programme initial des réformateurs, [Althusser au premier plan] »¹²⁹. En s'opposant aux nouvelles révoltes issues de la génération étudiante, particulièrement contre la famille, les mœurs anciennes et l'école-caserne se développant au courant des années soixante¹³⁰ ainsi qu'aux nouvelles formes de lutte ouvrière, Althusser et le camp communistes-structuralistes se détachèrent de ce qui allait être consacré comme le véritablement renouveau de la culture de gauche en France.¹³¹

2.3 Les Trente Glorieuses et l'organisation de la classe ouvrière en France

Afin de comprendre les débats entourant l'enjeu révolutionnaire et du socialisme en France il est crucial d'explorer les événements nationaux et internationaux qui ont

¹²⁸ Althusser, Louis, « Idéologie et appareil Idéologique d'État », *La Pensée*, n. 151, juin 1970

¹²⁹ Linderberg, Daniel (1975), *op. cit.*, p.21

¹³⁰ *Ibid.*, p.41

¹³¹ Mauger, Gérard, « Les origines intellectuelles de Mai-Juin 1968 », *Siècles*, n.29 (2009), p.113, Linderberg, Daniel (1975), *op. cit.*, p.298, Lefebvre, Henri, *L'idéologie structuraliste*, Paris : Anthropos, 1975, p.199 et Keucheyan, Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Montréal : Lux, 2010, p.48-49

provoqué des réflexions et des conflits d'interprétation et de positionnement chez les théoricien-nes et militant-es marxistes français-es. Dans un premier temps nous aborderons le contexte socio-économique de la IV^e et V^e République, celui des Trente Glorieuses et du ralentissement de la fin des années soixante. Nous passerons aussi en revue les événements d'Hongrie et du XX^e congrès du Parti communiste soviétique, des guerres d'Algérie et du Vietnam et finalement les luttes ouvrières des années soixante. Nous porterons notre attention sur la réception de ces événements et les débats qu'ils ont suscités chez les intellectuel-les et les forces politiques en France.

La Deuxième Guerre mondiale laissa la France dans un état lamentable. À la fois au niveau humain qu'en ce qui a trait aux infrastructures, les pertes furent effectivement très importantes. Dès la libération, la reconstruction française s'amorça et apporta avec elle son lot de changements en France. Cette reconstruction d'après-guerre alla de pair avec une modernisation qui permit au pays de rejoindre les pays voisins sur tous les aspects.¹³² Cette remise à niveau se fit depuis le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), créé par le gouvernement provisoire gaulliste en octobre 1944, ainsi qu'avec la création d'Électricité de France (EDF) en avril 1946.¹³³

Avec la destruction de 120 000 établissements industriels, 250 000 exploitations agricoles et près de 2 millions de bâtiments d'habitation¹³⁴, la reconstruction française d'après-guerre devait se faire sur tous les fronts, tout en développant les infrastructures nécessaires à une reprise en main des industries, notamment celles de l'acier et de l'automobile. L'EDF avait ainsi l'immense tâche de « fournir sur tout le territoire la

¹³² Le Goff, Jean-Pierre, « Mai 68 : la France entre deux mondes », *Le Débat*, vol. 149, n.2 (2008), p.84

¹³³ Barjot, Dominique, « Reconstruire la France après la seconde guerre mondiale : les débuts d'électricité de France (1946-1953) », *Entreprises et histoire*, n. 70, 2013, p.54

¹³⁴ Vayssière, Bertrand, « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris : Presses Universitaires de France, 2009, p.3

production, le transport et la distribution de l'énergie électrique. »¹³⁵ Au niveau industriel, c'est dans ces années que l'on a mis sur pied quelques usines d'importance en province et qui devaient initialement être bâties à Paris. L'historien Bertrand Vayssière souligne notamment la construction de « Gillette à Annecy, Citroën à Rennes et Renault à Cléon »¹³⁶. La dispersion d'usines hors du grand centre urbain parisien obligea la construction de quartiers complets servant à loger les travailleurs et travailleuses dont une bonne part était des ouvriers étrangers et ouvrières étrangères issu-es des colonies et anciennes colonies françaises.¹³⁷ En cette période d'expansion économique sans précédent, on incite l'immigration ouvrière clandestine, n'offrant ainsi aucune protection sociale, afin de répondre à la demande de main-d'œuvre sur les chantiers et dans les usines roulant à plein régime.¹³⁸ En plus d'une utilisation importante d'une main d'œuvre clandestine à bas prix, l'automatisation de la production permit au patronat de considérablement réduire le poids salarial dans la balance des paiements.¹³⁹

Contrairement à la théorie libérale qui veut que les périodes de forte expansion économique soient synonymes de faibles revendications ouvrières et d'accalmie politique, la reconstruction française d'après-guerre était la scène de forts conflits tels que la grève des cheminots au printemps 1947 et des luttes des mineurs pour la défense de leurs acquis contre les décrets du ministre de la production industrielle Robert Lacoste en 1948.¹⁴⁰ Cette grève des mines est un reflet de son époque où les ouvriers et ouvrières revendiquent des hausses de salaire face à une importante hausse du coût

¹³⁵ Barjot, Dominique, *op. cit.*, p.63

¹³⁶ Vayssière, Bertrand, « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris : Presses Universitaires de France, 2009, p.9

¹³⁷ Noiriél, Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris : Seuil, 2006 [1988], p.122

¹³⁸ *Ibid.*, p.123

¹³⁹ *Ibid.*, p.307

¹⁴⁰ Noiriél, Gérard, *Les ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle*, Paris : Seuil, 1986, p.196-197

de la vie¹⁴¹ dont la configuration du conflit et les éléments rhétoriques s'inscrivent directement dans les conflits internationaux. Dans un reportage de Radiodiffusion Française au sujet des grèves minières de la Houillères, le journaliste rapporte alors que

« les rapports entre le gouvernement d'une part, et la CGT et le parti communiste de l'autre ne cessent de se détériorer. Chacun fait à l'autre des procès d'intention. Le gouvernement accuse ses adversaires d'être aux ordres de Moscou. Ceux-ci accusent le gouvernement de s'être vendu aux Américains. Une série de mesure consomme la rupture. Les dirigeants de la CGT, par exemple, sont évincés des postes de responsabilité qu'ils occupaient dans certaines entreprises nationalisées. »¹⁴²

La SFIO se trouvant de plus en plus associée aux responsabilités gouvernementales, les conflits entre celle-ci et le Parti communiste s'aggravèrent.¹⁴³ La conférence de Varsovie d'octobre 1947, ayant mené à la création d'un bureau politique matérialisant l'alliance de plusieurs partis communistes internationaux, le Kominform,¹⁴⁴ fût une attaque directe envers le socialisme et les partis socialistes en réitérant l'existence d'une dualité entre communistes et capitalistes où les socialistes feraient partie du deuxième camp et sont qualifiés « de droite »¹⁴⁵. Léon Blum, important politicien socialiste de l'époque et ancien dirigeant du Front populaire de 1936, réagit à la conférence en s'opposant aux deux fronts. Il soutient ainsi qu'il « existe un danger communiste, contre les libertés » et qu'il « existe [aussi] un danger césarien, que nous ne pouvons pas ignorer »¹⁴⁶. Au tournant des années cinquante, les socialistes quittèrent progressivement le gouvernement pour se retrouver dans l'opposition au côté des communistes. Il faudra par contre attendre l'instigation de la V^e République par Charles

¹⁴¹ ORTF, « La situation tendue entre la CGT et le gouvernement en 1948 », 28 novembre 1966, URL : <https://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/fiche-media/Mineur00134/la-situation-tendue-entre-la-cgt-et-le-gouvernement-en-1948.html>

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Verdier, Robert, *P.S./P.C. : une lutte pour l'entente*, Paris : Seghers, 1976, p.175

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.167

¹⁴⁵ *L'Humanité* du 6 octobre 1947, cité dans Verdier, Robert, *op. cit.*, p.168

¹⁴⁶ Verdier, Robert, *op. cit.*, p.176

de Gaulle en 1958 et, de manière plus importante encore, la signature du Programme Commun en 1972, pour assister à la formation d'une véritable alliance des gauches socialistes et communistes en France.

En février 1956, la tenue du XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ainsi que le dépôt, en mars, du Rapport Khrouchtchev révélant pour une rare fois le caractère dictatorial du régime stalinien mirent les communistes français dans l'embarras. Le rapport, qui paraissait être, pour plusieurs, une tentative de dépassement du stalinisme quelques années après la mort du *Père des peuples*, a été grandement discuté dans la gauche française. D'un côté, le comité central du Parti communiste français s'est réuni et a publié un texte démontrant leur ouverture nouvelle face aux socialistes ainsi que la diversité des formes de passage au socialisme envisageable en ce milieu du XXe siècle, le tout en concordance avec les réformes théoriques et stratégiques alors proposées par Khrouchtchev.¹⁴⁷ De l'autre, le groupe Socialisme ou Barbarie publiait en juillet de la même année un important numéro au sujet du même rapport dans lequel les auteurs soutenaient qu'il s'agissait plutôt d'une « tentative de réforme du totalitarisme, une tentative pour dépasser certaines contradictions du passé »¹⁴⁸ qui ne se matérialiserait par aucune action. Cette courte période de déstalinisation des partis communistes fut effectivement écourtée par l'intervention en Hongrie quelques mois plus tard des blindés soviétiques afin d'écraser l'insurrection hongroise.

Le soulèvement des travailleurs et travailleuses en Hongrie a été lourd de conséquences en France alors que le socialiste Guy Mollet, à ce moment président de la République, dénonçait vertement l'invasion russe et que l'organe de presse du PCF, *L'Humanité*,

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.215

¹⁴⁸ Lefort, Claude, « Le totalitarisme sans Staline – L'URSS dans une nouvelle phase », *Socialisme ou Barbarie*, n. 19, Juillet-Septembre 1956, p.45

qualifiait les révolutionnaires hongrois-es de « bandes fascistes »¹⁴⁹. La direction des syndicats hongrois avait alors formulé un programme à visée autonomiste se concrétisant par la constitution de conseils ouvriers dans toutes les usines, d'une planification industrielle sous une direction ouvrière et d'un important réajustement des salaires.¹⁵⁰ Claude Lefort indiquait qu'un correspondant présent à une réunion du conseil ouvrier de Szeged rapportait que ce programme politique visait spécifiquement le remplacement des autorités staliniennes par la mise en place d'une autogestion ouvrière était revendiqué.¹⁵¹ De plus, cette intervention en Hongrie marqua durement le rapport de plusieurs intellectuel-les avec le Parti communiste français, principalement dans le camp des marxistes humanistes pour qui cette intervention était le signe d'une vision et d'une application sclérosée du marxisme.¹⁵² En 1957, dans *Questions de Méthode*, Sartre reviendra sur les événements de 1956, où il écrivait que « le marxisme s'est arrêté »¹⁵³ et que celui-ci avait oublié les libertés individuelles.¹⁵⁴ Dans *Problèmes actuels du marxisme*, Henri Lefebvre fait un constat similaire en soutenant que « le marxisme dans la mesure où il a triomphé, où il s'est officialisé et institutionnalisé, s'est jusqu'ici desséché »¹⁵⁵ en devenant une doctrine d'État.¹⁵⁶ En somme, les événements de 1956 furent une onde de choc dans l'opinion française et amorcèrent le déclin de l'influence communiste en France.¹⁵⁷

¹⁴⁹ Anonyme, « Questions aux militants du P.C.F », *Socialisme ou Barbarie*, n. 20, Décembre 1956 – Février 1957, p.68

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.69

¹⁵¹ Lefort, Claude, « L'insurrection hongroise », *Socialisme ou Barbarie*, n. 20, Décembre 1956 – Février 1957, p.91

¹⁵² Kelly, Michael, *op. cit.*, p.99

¹⁵³ Sartre, Jean-Paul, « Questions de Méthodes », *Les Temps Modernes*, n. 139, septembre 1957, p.31

¹⁵⁴ Juliette Simont, « Sartre et l'être-de-classe », dans Barot, Emmanuel (dir.), *op. cit.*, p.37

¹⁵⁵ Lefebvre, Henri, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1970 [1958], p.20

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.38

¹⁵⁷ Kesler, Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont renoué le PS*, Toulouse : Éditions Privat, 1990, p.137 et Daniel Linderberg, « Chapitre 74 - Le marxisme au XXe siècle », *Histoire des gauches en France* (volume 2), Paris, La Découverte, 2004, p.636

Au cours de la même année, le conflit en Algérie s'intensifiait. C'est à partir de ce moment, et tout au long de l'opposition française à l'indépendance algérienne, qu'une gauche radicale voit le jour doublant le PCF et les socialistes par leur gauche. Contre le Parti communiste, « partisans convaincus de la négociation [...] en vue de l'établissement de liens librement consentis et conformes aux intérêts du peuple de France et du peuple D'Algérie, y compris, bien entendu, de l'immense majorité des Algériens d'origine française »¹⁵⁸ et les socialistes voulant «apporter une solution pacifique [...] par la voie de la négociation »¹⁵⁹, une génération se levait en soutien aux luttes de libérations nationales.¹⁶⁰ C'est dans ce contexte de guerre française pour le maintien de son joug colonial sur l'Algérie que Charles de Gaulle prend le pouvoir en 1958 et instaure la Ve République.

C'est à partir de 1960 qu'une nouvelle force politique grandissante – le Parti socialiste unifié – est fondée et se positionne entre le PCF et la SFIO dans un objectif d'unification des gauches socialistes en France. Créé en 1960 sous la direction d'Édouard Depreux¹⁶¹ avec des membres issus du Parti socialiste autonome et de l'Union de la gauche socialiste, le PSU vise une réunification des courants et tendances socialistes sur de nouvelles bases. En effet, dès le congrès de fondation, plusieurs tendances s'illustraient telles que les mendésistes, le groupe de Pierre Mendès-France, avec lesquels François Mitterrand s'organisait, et différents courants minoritaires de nouvelles gauches. Parmi ceux-ci, nous comptons plusieurs organisations qui ont nourri idéologiquement le PSU au cours des années soixante. Notamment des organisations jacobines et républicaines comme l'Union démocratique du travail et Jeune République qui portaient toutes deux une vision d'un État fort¹⁶², avec des

¹⁵⁸ Waldeck Rochet cité dans Ross, Kristin, *op. cit.*, p.45

¹⁵⁹ Verdier, Robert, *op. cit.*, p.210

¹⁶⁰ Ross, Kristin, *op. cit.*, p.45

¹⁶¹ Kesler, Jean-François, *op. cit.*, p.249

¹⁶² *Ibid.*, p.181

positions en faveur d'une économie socialiste, d'une laïcité affirmée, de l'égalité et de l'autodétermination des peuples.¹⁶³ Michel Rocard souligne aussi l'apport de différentes tendances propres aux nouvelles gauches comme celui du Mouvement de Libération des Peuples qui influença grandement le PSU¹⁶⁴ notamment quant à l'action politique extra-légale¹⁶⁵ particulièrement dans le cadre de l'opposition à la guerre coloniale. Le PSU occupa une place de choix dans l'opposition au nouveau régime gaulliste. Avant les événements de mai et juin 1968, deux principaux aspects contextuels ont ainsi opéré une recomposition du camp socialiste forçant l'union de gauchistes et réformistes dans un même parti. D'une part, l'opposition à la guerre d'Algérie, et d'autre part, l'opposition au régime gaulliste.¹⁶⁶ Le Parti fût un véritable laboratoire d'idées parce qu'il a fait preuve d'importantes innovations en matière de théorie politique et de stratégie de changement social tout en jouant un rôle central d'unification.

Au niveau syndical, trois principales organisations se partageaient le monde ouvrier au tournant des années soixante. Tout d'abord, la Confédération générale du travail qui était fortement liée au PCF, puis Force ouvrière qui avait quitté la CGT à la fin des années quarante et, finalement, la Confédération française des travailleurs chrétiens qui, comme son nom l'indique, était un syndicat ouvrier chrétien. Pour nos fins d'analyse, nous nous concentrerons principalement sur l'évolution de la CFTC, qui deviendra la Confédération française démocratique du travail en 1964¹⁶⁷ et qui occupa une place centrale pendant et après les événements de mai et juin 1968, représentant

¹⁶³ *Ibid.*, p.193

¹⁶⁴ *Ibid.*, p.191-192 et p.226

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.346

¹⁶⁶ Kernalegenn, Tudi et Prigent, François, « Conclusion », Kernalegenn, Tudi, Prigent, François, Richard, Gilles et Sainclivier, Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Presses Universitaires de Rennes : Rennes, 2009, p.340-341

¹⁶⁷ Groux, Guy et Mouriaux, René, *La C.F.D.T*, Paris : Economica, 1989, p.1

environ 600 000 travailleurs et travailleuses en 1970.¹⁶⁸ Nous évaluerons aussi les différences entre cette organisation et la CGT, notamment en ce qui a trait aux stratégies de changement social, à l'aune de 1968.

Nous nous intéresserons principalement aux *répertoires* de la CFDT à cette époque, c'est-à-dire aux matériaux culturels disponibles aux acteurs ainsi qu'aux organisations pour comprendre le monde et s'y engager.¹⁶⁹ Pour analyser ce qui caractérise les répertoires de cette organisation, nous étudierons son parcours historique, les différentes analyses sociales et politiques qu'elle a produites ainsi que leurs principales actions au cours des années soixante. Comprendre les répertoires organisationnels permet de mieux saisir la nature des actions de part et d'autre au moment des événements de mai et juin 1968 ainsi que de comprendre les transformations que les différentes organisations ont connues après les événements. Le tout nous permettra notamment de comprendre l'intérêt accordé par la CFDT à la question autogestionnaire durant et après 1968. De plus, nous serons mieux à même de saisir ce qui unit et oppose les différentes organisations quant à cet enjeu spécifique.

D'abord syndicat chrétien jusqu'en 1964, la CFDT a connu un lourd héritage propre à l'humanisme chrétien et au christianisme social. La déconfessionnalisation ne l'a pas entièrement éloigné de cet héritage qui, au contraire, est resté une source d'inspiration quant aux stratégies politiques de cette organisation.¹⁷⁰ La décennie 1960 a été pour la CFDT une progression vers un syndicalisme autogestionnaire, dont différents aspects sont communs aux perspectives politiques propres à l'humanisme chrétien, qui s'est

¹⁶⁸ Ancelovici, Marcos, « The origins and dynamics of organizational resilience », Peter A. Hall et Michèle Lamont (dir.), *Social Resilience in Neoliberal era*, Cambridge : Cambridge University Press, 2013, p.352

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.353

¹⁷⁰ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.2

officialisé au tournant des années soixante-dix. Le prochain chapitre servira, entre autre, à exposer les initiatives autogestionnaires pendant les mois de lutte de mai et juin 1968 et le rôle de la CFDT dans ces événements.

Le 10 janvier 1966, la CFDT signe un accord interconfédéral avec la CGT qui, nous explique Guy Robert, secrétaire d'une section de la CFDT en 1968, « donna une impulsion considérable aux luttes »¹⁷¹. De son côté, l'institut d'histoire sociale de la CGT dit que ces accords « [allaient] stimuler fortement les luttes unitaires des travailleurs durant les années 1966 et 1967, qui aboutiront à la grève générale de mai 1968 »¹⁷². Ces accords s'inscrivaient dans une période de fortes tensions, particulièrement dans les milieux ouvriers et syndicaux où les grèves s'enchaînaient et la solidarité ouvrière grandissait. En effet, depuis 1963, plusieurs grèves agitaient le monde ouvrier, débutant dans les grands bassins miniers pour aboutirent, à partir de 1966, dans les industries sidérurgiques et de l'automobile.

Le 1^{er} mars 1963, d'importantes grèves dans les grands bassins miniers de France, notamment en Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine et en Provence sont déclenchées. Depuis déjà plusieurs années la CGT, la CFTC et FO revendiquaient chacune de leur côté un rattrapage salarial dans l'industrie minière. Signe de changement dans la confédération des travailleurs chrétiens, l'appel à la grève générale illimitée était une première dans son histoire.¹⁷³ Le 5 mars, un débrayage de solidarité est appelé par l'ensemble des confédérations syndicales à travers la France. Rapidement, une grande part de la France se range derrière les mineurs en lutte. À Paris, pendant une

¹⁷¹ Robert, Guy, « Mai 68 : quelle fut l'ampleur de la grève ouvrière ? Le face à face », *l'Humanité*, 3 mai 2008, URL : <https://www.humanite.fr/node/392940>

¹⁷² Narritsen, André, « L'accord d'unité d'action CGT-CFDT », *Cahiers de l'IHS-CGT*, p.6, URL : http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_CIHS97_006.pdf

¹⁷³ Noe, Jean-Baptiste, *L'homme politique face à l'épreuve du changement. Le général de Gaulle et la grève des mineurs, Mars avril 1963*, Master 2, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 2007, p.32

manifestation de quelques milliers de personnes qui confrontent les policiers, un professeur de sciences s'exprime en soutenant qu'il se range « sans hésiter du côté des mineurs. [...] Pas seulement par sympathie [...], mais parce que leurs revendications sont légitimes et leur combat pour la liberté syndicale est aussi le nôtre. »¹⁷⁴ Les étudiant-es de plusieurs villes mettent sur pied des comités pour récolter des dons pour les mineurs en grève. De plus, d'importants dons venant des régimes communistes cubains, soviétiques et nord-coréens ainsi que des fédérations syndicales allemandes, anglaises, australiennes, polonaises et vietnamiennes affluent pour soutenir l'importante grève des bassins miniers français. En juin 1963, le secrétaire général de la CGT, Benoit Frachon, dit en congrès que « cette grève des mineurs est incontestablement le fait essentiel de la lutte de la classe ouvrière en France depuis de nombreuses années. [...] La grève et le succès par laquelle elle s'est terminée a aidé considérablement les autres travailleurs de l'État à faire admettre quelques-unes de leurs revendications urgentes. L'union fermement maintenue entre les travailleurs et les organisations syndicales est un exemple remarquable qui aura des suites heureuses. »¹⁷⁵

Après cette importante victoire, les luttes contre les retards de salaires et les pertes d'emplois ne cessent aucunement. Face aux nombreuses suppressions d'emplois dans la sidérurgie française, une grande grève se déclenche en 1967 et se solde par la reconnaissance, pour la première fois en France, par le secteur privé du principe « pas

¹⁷⁴ Cité dans Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel, *op. cit.*, 2009, p. 155

¹⁷⁵ Daquin, Louis, *La grande grève des mineurs*, film documentaire, 1963, URL : <https://www.cinearchives.org/Catalogue-d-exploitation-494-237-0-0.html>

de licenciement sans reclassement » et le droit de regard syndical sur les reclassements.¹⁷⁶ En l'espace d'un an, le chômage avait monté de 50% en France.¹⁷⁷

Puis, le 23 janvier 1968 la majorité des 3000 employé-es de Renault-Caen déclarent la grève illimitée. Le préfet envoie la police pour permettre aux briseurs de grève de franchir les piquets. Le tout se solde en plusieurs jours de bataille en rangée où des centaines d'étudiant-es et de professeur-es viennent en renfort aux travailleurs et travailleuses en grève de Renault et des autres usines de la ville. La région de Caen a présenté à ce moment le fait social des deux générations ouvrières. La vieille appartenant à la CGT et la nouvelle se rapportant à la CFDT. Le contexte social n'a pas dérogé jusqu'aux événements de mai et juin 1968. Aimé Halbeher, alors secrétaire de la CGT de Renault Billancourt, se souvient de la situation en ces termes : « il faut savoir que nous avons enregistré, de janvier 1968 à mai 1968, 350 arrêts partiels de travail rien qu'à Billancourt »¹⁷⁸. La classe ouvrière est alors en pleine transformation. La proportion de migrant-es, notamment dans les secteurs primaires et secondaires, augmentent et les nouvelles générations de femmes occupent de plus en plus de postes en usine. C'est dans ce contexte chaud que s'amorce les luttes étudiantes qui ont attisé une classe ouvrière déjà en pleine ébullition.

Nous avons vu qu'au niveau théorique, les débats dans le champ du marxisme furent très vifs durant les années cinquante et soixante. Alors que le stalinisme devenait un enjeu et plus en plus important, les événements de 1956 ont représenté un moment clé amorçant un important changement d'attitude de la gauche intellectuel face au

¹⁷⁶ Freyssenet, Michel, *La sidérurgie française, 1945-1979. L'histoire d'une faillite. Les solutions s'affrontent*, Paris : Éditions Savelli, 1979, p.76

¹⁷⁷ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *La Deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politiques de la CFDT*, Paris : Ramsay, 1982, p.196

¹⁷⁸ Aimé Halbeher cité dans Loir, Juliette, « Mai 68 : quelle fut l'ampleur de la grève ouvrière ? le face à face », *L'Humanité*, 3 mai 2008

marxisme ainsi qu'au Parti. C'est toutefois à cette même époque, au tournant des années soixante, qu'éclate un nombre grandissant de conflits ouvriers que nous avons précédemment répertoriés. La rapide et importante modernisation française, tant au niveau industriel qu'en ce qui a trait aux institutions publiques et de service, aura ainsi aboutit à différents conflits sociaux en région, en milieu urbain ainsi que dans les universités. C'est dans ce contexte de changements économiques, politiques et des organisations syndicales et politiques que s'amorce les événements de mai et juin 1968 qui pavèrent la voie aux importantes mutations du projet socialiste de changement social des années soixante-dix. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les événements de mai s'inscrivent dans un contexte large de changements socio-politiques et de lutte qu'il est nécessaire de prendre en considération.¹⁷⁹

¹⁷⁹ À ce sujet, voir Vigna, Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essais d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2007

CHAPITRE III

INSPECTION D'UN ÉVÉNEMENT SUSPECT

« L'initiative des masses menaçait, non seulement la société capitaliste, mais les intérêts propres de ce genre de dirigeants dans la mesure où une certaine conception et pratique erronée de la lutte ouvrière, et du Socialisme même, était également mise en cause. On l'a bien vu dans la hâte de Seguy à pousser, partout où c'était possible, à la reprise en ordre dispersé. S'il est certain que les travailleurs ne lui pardonneront pas d'avoir sacrifié leur mouvement à cette conception et pratique erronée de la lutte ouvrière et du Socialisme, si les sifflets et protestations qui ont retenti chez Renault, au matin de Grenelle, non seulement ne s'effaceront pas avec le temps, mais exprimeront, de plus en plus nettement, le sentiment profond des travailleurs, est-il pour autant logique de reprocher à Seguy et à ses amis de ne pas avoir poussé dans le bon sens et, même, comme on le fait ici et là, de ne pas « avoir pris le pouvoir » et autres sottises ? Seguy étant ce qu'il est, le reproche est sans objet, absurde, et contribue en fin de compte à entretenir des illusions dangereuses. Était-ce donc le « Socialisme à la Seguy » qui était à l'ordre du jour parmi les travailleurs et les étudiants qui s'attaquaient à la société capitaliste ? Évidemment, non. Alors, que pouvait-on attendre de Seguy, à moins d'une conversion miraculeuse ? Mais il était nécessaire que des millions de travailleurs en fassent l'expérience. »¹⁸⁰

Il y a maintenant cinquante ans, les événements de mai et juin 1968 ont provoqué d'importants changements dans la société française et peu de secteurs ont été épargnés par ceux-ci. En effet, tant au niveau des industries manufacturières que des services de

¹⁸⁰ Anonyme, « Qui a gagné le “pari de la rentrée” ? », *Cahiers de Mai*, n.5, octobre 1968, p.2-3

santé et de services sociaux, qu'en ce qui a trait aux médias et à l'enseignement, la France se transforma radicalement aux suites de ces événements. L'année 1968 représente ainsi un enjeu mémoriel, un véritable terrain de bataille pour l'ensemble des positions politiques concurrentes en France. Au lendemain des événements, deux grandes positions idéologiques se sont faites face quant à la mémoire de mai. D'un côté, celle voyant en Mai le développement d'idées, de pratiques émancipatrices et de remise en question des hiérarchies. De l'autre, celle exprimant une volonté de liquider Mai 68 de la mémoire française, un événement perçu comme un débordement juvénile. Dans *La Brèche*, Edgar Morin, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis - les deux derniers étant les fondateurs du groupe *Socialisme ou Barbarie* - ont présenté des analyses de Mai convergent sur une conception des événements en ce qu'ils « visaient une contestation de toutes les hiérarchies qui étaient vécues comme inacceptables »¹⁸¹. Morin soutenait que les occupations ouvrières pigent dans les traditions libertaires françaises dans leur lutte contre la technobureaucratie¹⁸² et voyait les expériences étudiantes de mai 1968 comme expérience utopique¹⁸³ qui risquait d'être absorbée par la *gauche officielle*.¹⁸⁴ À l'opposé, Raymond Aron, important politologue et théoricien réaliste, compara quant à lui les étudiants à des rats qui, en trop grande quantité dans un espace restreint, en viendraient nécessairement à se révolter.¹⁸⁵ Jugeant l'anarchisme comme une relique du passé¹⁸⁶ que Mai 68 aurait fait resurgir¹⁸⁷, il les condamne de faire preuve d'une trop grande nostalgie dans leur perspective politique pour leurs inspirations libertaires¹⁸⁸ et autogestionnaires.¹⁸⁹ Bref, ces deux ouvrages écrits pendant et dans les quelques semaines suivant les événements de mai et juin 1968 offrent des analyses aux antipodes des luttes de Mai, des analyses cherchant à confirmer

¹⁸¹ Premat, Christophe, *op. cit.*, p.11

¹⁸² Morin, Edgar, *Mai 68, La Brèche, suivi de Vingt ans après*, Fayard, Paris, 2008, p.102

¹⁸³ *Ibid.*, p.40-41

¹⁸⁴ *Ibid.*, p.32

¹⁸⁵ Aron, Raymond, *La révolution introuvable*, Paris : Fayard, 1968, p.54

¹⁸⁶ *Ibid.*, p.94

¹⁸⁷ *Ibid.*, p.46

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.28

¹⁸⁹ *Ibid.*, p.114

la position idéologique des différents camps. Alors que d'un côté Mai semble confirmer les thèses défendues dans *Socialisme ou Barbarie* depuis une vingtaine d'années, de l'autre, Mai illustre la décadence d'une nouvelle génération devant être tenue en joue. En somme, favorable ou non aux revendications étudiantes ou syndicales, les événements de mai et juin 1968 ont sans contredit joué un rôle majeur dans le renouvellement des idées politiques françaises au crépuscule des Trente Glorieuses.

Depuis les événements, chaque décennie a apporté son lot de récits et d'interprétations. Depuis maintenant un demi-siècle, les événements de mai et juin 1968 ont été l'objet d'une très importante somme d'écrits, de commémorations et d'études historiques et sociologiques. *La pensée 68* de Luc Ferry et Alain Renault, paru en 1988, ainsi que les deux tomes de *Génération*¹⁹⁰, publiés respectivement en 1987 et 1988 sous les plumes de Hervé Hamon et Patrick Rotman, ont occupé une place centrale quant aux interprétations et analyses sociales-historiques des événements de 1968. Ces ouvrages recouvraient d'importantes lacunes quant à l'analyse des événements. Alors que le premier transposait les idées de quelques intellectuels de l'époque sur tout un mouvement social et syndical, le second homogénéisait toute une génération à partir de la figure de quelques militants majeurs de l'époque.

Deux problèmes de lecture sont forts répandus à travers ces écrits, représentant une tendance hégémonique qui perdura jusqu'aux nouveaux travaux historiens initiés notamment par Michelle Zancarini-Fournel au tournant du XXI^e siècle. Le premier est celui de se concentrer sur les meneurs au détriment de la multitude, le second est d'analyser l'événement à partir de ses conséquences supposées. Il n'est pas contre-

¹⁹⁰ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *Génération*, Paris : Seuil, 1987-1988, 2 volumes

indiqué de rechercher les conséquences d'un événement.¹⁹¹ Par contre, il faut plutôt se demander comment celui-ci s'est déroulé avant de se demander pourquoi cela s'est produit et quelles conséquences il a eu sur la société.¹⁹² Ainsi, l'objectif de ce chapitre sera de voir comment les événements de mai et juin 1968 se sont déployés, de manière chronologique puis thématique, afin de dresser un portrait le plus fidèle que possible à la réalité des événements. Cela nous permettra ensuite d'inscrire les événements de 1968 dans le processus historique de transformation de la gauche socialiste française en évitant les fausses associations.

3.1 La chronologie des événements

Les événements de mai et juin 1968 s'inscrivent dans un contexte complexe dont il serait difficile d'identifier une origine particulière. Nous pouvons toutefois identifier trois aspects qui, chacun à leur façon, ont provoqué l'explosion de mai et ont influencé le développement des événements. Il s'agit du mouvement et des luttes étudiantes, des comités d'opposition à la guerre au Vietnam ainsi que des luttes ouvrières et syndicales.

Parallèlement à une hausse fulgurante du nombre d'étudiant-es au niveau universitaire, le mouvement étudiant français s'accroît alors rapidement. La question impérialiste, à l'ordre du jour depuis la guerre d'Algérie, était toujours dans les mémoires militantes quand la guerre américaine au Vietnam s'intensifia au milieu de la décennie.¹⁹³ Divers comités Vietnam ont vu le jour dans les années suivantes dans l'objectif d'organiser la

¹⁹¹ Gobille, Boris, « Introduction », Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique et Pudal, Bernard (dir.), *Mai Juin 68*, Paris : L'atelier, 2008, p.20

¹⁹² *Ibid.*, p.20

¹⁹³ Gobille, Boris, *Mai 68*, Paris : La Découverte, 2008, p.14

lutte anti-impérialiste et le soutien au peuple vietnamien. C'est à partir de cet imaginaire contestataire, principalement formé des figures de Che Guevara, de Fidel Castro et d'Hô Chi Minh, que la gauche radicale et la nouvelle gauche se mobilisaient alors. En octobre 1967, une grande journée unitaire anti-impérialiste avait mobilisé plus de 35 000 militant-es et les actions se sont multipliées au début de l'année 1968. Les Comités Vietnam auront été une matrice de conscientisation politique et un important lieu de convergence.¹⁹⁴ Plus particulièrement, les enjeux anti-impérialistes étaient au centre des préoccupations du tout nouveau milieu étudiant nanterrois pour qui la misère du bidonville sur lequel leur faculté était assise façonnait leurs imaginaires politiques. C'est dans ce contexte que l'on verra, à Nanterre, se multiplier les rencontres anti-impérialiste menant une véritable lutte dont les étudiant-es seront partie prenante pour le soutien au peuple vietnamien contre l'impérialisme.

Le 22 mars 1968, à Nanterre, une occupation du bâtiment administratif s'est organisée en réponse à « l'arrestation de six militants anti-impérialistes du comité Vietnam national »¹⁹⁵. Après une nuit de débat dans la salle du conseil des professeurs, un tract est produit et un groupe nommé d'après la date de l'événement est créé, le Mouvement du 22 Mars. En quelques semaines, la centaine d'enragé-es devint un millier puis on décida de réquisitionner des amphithéâtres pour tenir deux journées anti-impérialistes les 2 et 3 mai.¹⁹⁶ Devant l'ampleur du mouvement, le doyen décida de fermer l'université. Sans lieu de réunion et dans le contexte où des membres du 22 Mars devait comparaître prochainement devant un comité disciplinaire à la Sorbonne, on vit les enragé-es se mêler aux troupes du Quartier Latin. Le 3 mai, la police intervient violemment dans une réunion organisée par l'Union nationale des étudiants de France se tenant à la Sorbonne, menant à près de 600 interpellations et quelques dizaines de

¹⁹⁴ *Ibid.*, p.15

¹⁹⁵ Cohn-Bendit, Daniel et Cohn-Bendit, Gabriel, *Le Gauchisme*, Seuil, Paris, 1968, p.50

¹⁹⁶ *Ibid.*, p.54

détentions judiciaires.¹⁹⁷ La répression policière provoqua une résistance spontanée qui gonfla le mouvement étudiant et le fit prendre la rue. L'université de Nanterre et celle de la Sorbonne fermées, les manifestations se sont succédé à Paris et dans le Quartier Latin durant plusieurs semaines afin de reprendre la Sorbonne.

En difficulté depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'UNEF sera néanmoins capable de poursuivre la lutte après l'intervention policière du 3 mai. Elle prendra la direction des manifestations et « [fondra] en son sein l'action de groupes divers [et] d'organiser la lutte avec résolution »¹⁹⁸. Le 6 mai, l'UNEF et le Syndicat national de l'enseignement supérieur organisèrent une grande manifestation qui a duré une grande partie de la nuit se concluant par près de 400 arrestations et environ 600 blessé-es¹⁹⁹. Le 7 mai, la banderole qui dirigeait les 50 000 manifestant-es portait le message rassembleur « Les étudiants avec les travailleurs »²⁰⁰, signe d'une volonté étudiante de rapprocher les luttes. Puis, le 10 mai, alors que les grèves étudiantes se poursuivent, la CGT, la CFDT, SNESup, la Fédération de l'éducation nationale, l'Union des grandes écoles et l'UNEF se sont rassemblés pour communément dénoncer les répressions policières contre les étudiant-es en lutte.²⁰¹ Plus tard, lorsque les usines tombèrent, les unes après les autres, en grève, les étudiant-es ont aussi cherché à provoquer des rencontres avec les travailleurs et les travailleuses.

¹⁹⁷ Pudal, Bernard, « Les événements de Mai et juin 1968 » Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique et Pudal, Bernard (dir.), *op. cit.*, p.190 et Mathieu, Lilian, « Les manifestations en mai-juin 1968 », Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique et Pudal, Bernard (dir.), *op. cit.*, p.196

¹⁹⁸ Heurgon, Marc « La victoire des étudiants », *Tribune Socialiste*, n. 371, 9 mai 1968, URL : http://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1968/05/68-05_Heurgon.pdf

¹⁹⁹ Pudal, Bernard (2008), *op. cit.*, p.191

²⁰⁰ Heurgon, Marc, *op. cit.*

²⁰¹ Pudal, Bernard (2008), *op. cit.*, p.191

Quant aux ouvrier-ères, une intensification des luttes s'est aussi faite à partir du mois de mars 1968. En effet, mobilisé-es depuis plus d'un an sur les questions du chômage et des pertes d'emplois dans diverses régions, en plus des luttes syndicales des cinq précédentes années que nous avons vu au chapitre précédent, les ouvrier-es ont tenu des manifestations dans plusieurs villes de France à partir de janvier. À la fin du même mois, une grève des ouvriers spécialisés de l'usine Renault de Caen débute. Cette grève passa rapidement de l'usine à la ville, où des émeutes éclatèrent dans les rues. Celles-ci se sont répétées au début du mois de mai par de grandes manifestations « dans l'Ouest le 8 mai, dans la Loire le 10 mai [et dans] le Nord-Pas-de-Calais et le bassin lorrain le 11. »²⁰²

Les grands syndicats appellent à une grève générale lundi le 13 mai qui marqua le point de départ de la généralisation effective du mouvement de lutte. En cette journée de grève générale, à Paris comme en province, les manifestations sont populeuses et déterminées. Dans plusieurs villes, les avis de dispersion ne sont pas entendus et à travers la France plus de 400 réunions politiques se sont tenues. Cette journée de grève marqua une étape importante en provoquant des rencontres entre les différents secteurs de la société et multiplia les comités d'action.²⁰³ Dès le lendemain, quelques lieux de travail tombèrent en grève sans que les grandes organisations syndicales appellent au débrayage. En effet, les travailleurs et travailleuses, profitant du momentum national, intensifièrent les moyens de pression pour faire avancer des revendications locales. L'usine de Sud-Aviation, près de Nantes, a été la première à être occupée au soir du 14 mai.²⁰⁴ Entre le 14 et le 20 mai, la grève se répandit en France, toujours sans appel

²⁰² Vigna, Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essais d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2007, p.26

²⁰³ *Ibid.*, p.26-27

²⁰⁴ Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, *op. cit.*, p.168

formel à une grève générale. On estime à environ 150 000 le nombre de travailleurs en grève le 17 mai au soir. Nombre qui dépassa le million en quelques jours.²⁰⁵

À peu près tous les secteurs de la société étaient maintenant touchés par la grève, celle-ci était rendue impossible à être ignorée par l'État. Le 24 mai, le président Charles de Gaulle annonça un référendum sur la « rénovation universitaire, sociale et économique »²⁰⁶ qui se transforma en une dissolution de l'Assemblée nationale une semaine plus tard, puis en élections législatives le 23 et 30 juin.²⁰⁷ Le gouvernement lança des négociations pour mettre fin à la grève ouvrière le 25 mai qui ont abouti le 27 mai par la signature partielle des Accords de Grenelles avec les principaux syndicats français. Ces accords furent la cible d'importants mécontentements chez les ouvrier-es. Ce que l'État a considéré comme un accord a, par la suite, été utilisé par celui-ci et certains syndicats, dont la CGT, pour forcer le retour au travail.²⁰⁸

À partir du 1^{er} juin, les reprises de la production commencèrent à travers la France. Le processus de retour à la normale sera par contre ralenti par d'importantes résistances dans plusieurs secteurs dont ceux de la sidérurgie et de l'automobile ainsi que dans les universités.²⁰⁹ À certains endroits, comme à Nantes, bien que le comité central de grève chapeautant l'ensemble des syndicats en lutte annonçait dès le début du mois de juin le retour au travail, il laissait à chaque lieu de travail le soin d'organiser le processus de retour. Ainsi, dans plusieurs usines, il fallut attendre quelques semaines avant de voir les ouvrier-es reprendre la production. Sur plusieurs lieux de travail à travers la France,

²⁰⁵ Vigna, Xavier, *op. cit.*, p.30-31

²⁰⁶ Pudal, Bernard (2008), *op. cit.*, p.192

²⁰⁷ *Ibid.*, p.193

²⁰⁸ Pudal, Bernard et Retière, Jean-Noël, « Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel » Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique et Pudal, Bernard (dir.), *op. cit.*, p.215

²⁰⁹ Vigna, Xavier (2007), *op. cit.*, p.34-37

alors qu'elle incite le retour au travail, la CGT est dénoncée pour sa trahison envers les grévistes. Le cas de la reprise à l'usine Wonder de St-Ouen, dont la scène a été capturée par un étudiant en cinéma, illustre la situation ainsi que les forces en présence où le délégué syndical joue en partie le rôle patronal d'inciter à retourner sur les chaînes de production.²¹⁰ Du premier juin au milieu du mois, le travail reprenait, souvent dans la déception d'une lutte avortée, dans les usines françaises.

3.2 L'hétérogénéité de mai-juin

Ce rapide tour d'horizon de la chronologie des événements de mai et juin 1968 ne rend toutefois pas justice à la complexité de ces événements et ne représente pas la diversité des expériences vécues lors des luttes étudiantes et ouvrières. Réfléchir à un événement, à son sens historique et à ses conséquences sur la vie sociale et politique oblige d'en rendre compte dans toute la complexité qui lui est inhérente et d'éviter toute simplification. Aussi, il est important de départager les transformations sociales qui trouvent leurs origines dans les événements de mai de celles qui ont peu à voir avec ceux-ci, qui n'en seraient, en d'autres termes, que contingentes.

L'historienne Michelle Zancarini-Fournel soutient qu'il faut défataliser l'histoire de mai 1968. Elle affirme par cela que les réformes issues des événements, notamment avec les accords de Grenelle, mais aussi avec les réformes universitaires et de la condition paysanne, ont bel et bien eu lieu, mais n'étaient pas l'objectif du mouvement.²¹¹ Daniel Bensaïd et Alain Krivine diront, quant à eux, que les luttes de

²¹⁰ *Ibid.*, p.36 et *La reprise du travail aux usines Wonder* de Jacques Willemont, 1968

²¹¹ Zancarini-Fournel, Michelle, « 1968 : histoire, mémoire et commémoration », *Espaces Temps*, n. 59-61, 1995, p.155

mai furent préfiguratives des mouvements sociaux des années 70, notamment à propos de la critique de la vie quotidienne et de la société de consommation.²¹² Dans un autre ordre d'idée, Christine Delphy rappelle le rôle important de l'occupation de la Sorbonne où « la question des femmes était absente »²¹³ et où elles organisèrent plusieurs débats qui firent grandir l'organisation Féminin-Masculin-Avenir qui regroupera plus de quarante personnes au mois de juin 1968.²¹⁴ Finalement, Boris Gobille, de son côté, soutient qu'il est impossible de statuer sur ce que serait l'idéologie des événements de mai, mais affirme que la critique antiautoritaire fonctionnait alors comme cadre général d'action.²¹⁵

Par une approche thématique, nous tenterons d'élucider le mystère qui entoure ces événements suspects et d'ainsi être mieux à même de comprendre le rôle préfiguratif de quelques-unes des expériences de mai et d'ainsi mieux comprendre les influences et mai sur le mouvement socialiste des années subséquentes. Dans un premier temps, nous aborderons l'enjeu des rencontres et des jonctions entre les différents acteurs de la société et les différentes sphères sociales. Nous étudierons principalement les rencontres entre les étudiant-es et les ouvrier-es et tâcherons de comprendre le rôle symbolique de ces rencontres et les conséquences de la formation de solidarité qui en découlent.

Ces rencontres, parfois anodines, ont eu des conséquences inenvisageables pour les acteurs et actrices de l'époque. Ensuite, nous étudierons le langage antiautoritaire de mai et le sens donné à la libération de la parole, aux désirs d'autonomie ainsi qu'aux

²¹² Bensaïd, Daniel et Krivine, Alain, *1968, fins et suites*, Paris : La Brèche, 2008, p.13

²¹³ Delphy, Christine, « Les origines du Mouvement de libération des femmes en France », *Nouvelles questions féministes*, n.16/18 (1991), p.139

²¹⁴ *Ibid.*, p.139

²¹⁵ Gobille, Boris, « L'événement Mai 68: Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, No. 2 (2008), p.327

expériences autogestionnaires. L'intensité des événements, concentré en quelques semaines, aura eu des conséquences très importantes quant aux désirs d'égalité et de liberté que nous évaluerons au prochain chapitre. La combinaison de ces deux valeurs posera, en effet, les fondements du projet autogestionnaire au sein du camp socialiste.

3.3 Désectorialisation et rencontres

Contre le lieu commun voulant que les événements de mai et juin 1968 aient été la succession d'un mouvement étudiant et d'un mouvement ouvrier séparés l'un de l'autre,²¹⁶ Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel soutiennent qu'il a existé d'importantes rencontres entre les deux secteurs de la société et que leur prise en compte permet de mieux rendre compte des événements de mai. Les auteur-es affirment aussi que ces rencontres nécessitaient, de la part des acteurs, un subvertissement de leurs rôles sociaux et de s'écarter de leurs assignations propres dans la division sociale.²¹⁷ La désectorialisation des luttes et les jonctions entre ouvrier-es, étudiant-es, et parfois même paysan-nes, ont ainsi été des expériences importantes dans les parcours militants et dans l'histoire des organisations, le tout influençant grandement les répertoires de plusieurs de ces organisations. Étudiante durant mai 68, Geneviève Liset rapporte que « quand 68 est arrivé, et bien évidemment moi j'ai été tout de suite dans le mouvement, ça cadrait avec tout ce que je dénonçais sur ce carcan qu'il fallait absolument faire sauter. Tant au niveau de l'autorité dans les lycées, que la main mise de l'autorité partout »²¹⁸. La nationalisation et de la désectorialisation du mouvement de lutte offraient concrètement l'expérience du « contournement des

²¹⁶ Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, *op. cit.*, p.163

²¹⁷ *Ibid.*, p.173

²¹⁸ Geneviève Liset cité dans Achin, Catherine et Naudier, Delphine, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970 », *Sociologie*, n.1 (2010), p.87

barrières habituelles, entre enseignants et élèves, entre intellos et ouvriers, entre hommes et femmes »²¹⁹. Catherine Achin et Delphine Naudier rapportent ainsi que « la conscientisation politique se forge alors dans des instances de socialisation secondaire, comme les syndicats, les collectifs, les partis, qui structurent la pensée de l'injustice avec d'autres mots, collectivités »²²⁰. 1968 formant ainsi une puissance d'agir féministe²²¹ à travers les luttes étudiantes et ouvrières qui se concrétisa plus tard par la formation, entre autres, du Mouvement de libération des femmes à l'été 1970.²²²

Ces rencontres entre femmes, jeunes, étudiant-es, ouvrie-eres, paysan-nes et immigrant-es se sont notamment faites à travers la formation des comités d'action et de liaison qui eurent comme rôle de faire sortir les luttes étudiantes des universités et les luttes ouvrières des usines. Contrairement aux manifestations qui n'offraient que des lieux de rencontre éphémères, les centaines de comités d'action tenaient des rencontres sur une base régulière dans de multiples quartiers durant les événements de mai et juin 1968. S'inspirant des Comités Vietnam, ces comités ont grandement contribué au décloisonnement social et cela a eu comme conséquence l'émancipation des travailleurs et des travailleuses du rôle auquel ils et elles sont traditionnellement assigné-es sur les chaînes de montage et d'ainsi provoquer une importante libération de la parole ainsi qu'une multiplication des revendications et le développement d'une plus grande interaction entre les luttes.²²³ La diversité des acteurs était très forte et ce tant au niveau du genre, de l'âge, de l'origine nationale que du statut social. Par contre, dans certains milieux, la division sociale sexuée n'était pas remise en question et cela faisait en sorte que les hommes contrôlaient toujours la majorité des piquets de grève

²¹⁹ Achin, Catherine et Naudier, Delphine, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970 », *Sociologie*, n.1 (2010), p.87

²²⁰ *Ibid.*, p.91

²²¹ *Ibid.*, p.81

²²² Delphy, Christine (1991), *op. cit.*, p.138

²²³ Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, *op. cit.*, p.167

en légitimant leur direction par l'expérience qu'ils avaient acquise lors de leurs précédentes luttes et leur tempérament naturel plus combatif.²²⁴ Dans le secteur automobile, les travailleur-euses étranger-es sont aussi très présent-es. Toutefois, peu de revendications concernent leur statut social et salarial particulier. Presque exclusivement classé-es comme ouvrier-es spécialisé-es, autrement appelés OS, ils et elles sont majoritairement au bas de l'échelle salariale. Dans certaines usines automobiles, les ouvrier-es étranger-es représentaient plus de la moitié de la main d'œuvre. Les usines de Renault-Billancourt, à Paris, et de Renault-Flins étaient parmi celles employant le plus haut taux de travailleur-euses migrant-es.²²⁵ L'usine emblématique du mouvement ouvrier à cette époque, celle de Renault-Billancourt sur l'île Séguin à Paris, ne fut pas la première à voir sa production arrêter à l'amorce des événements de mai. Il s'agit plutôt de Sud-Aviation, près de Nantes, dont les travailleurs et les travailleuses se mirent en grève dès le 14 mai. Dès ce moment, les contacts entre étudiant-es nantai-ses et ouvrier-es se créèrent.²²⁶ Cette solidarité se développa par la suite avec l'arrivée des paysan-nes en lutte dans la région ce qui catalysa les forces vers l'établissement d'un comité central de grève que l'on surnomma la Commune de Nantes, une expérience somme toute particulière. Le comité siégea un moment à la Mairie et pratiqua la gestion autonome du ravitaillement des grévistes et des usines occupées de la région.²²⁷ Cette communalisation des biens et de la gestion communautaire dura deux semaines et se grava durablement dans les mémoires.²²⁸

²²⁴ Vigna, Xavier (2007), *op. cit.*, p.43

²²⁵ Gay, Vincent « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? Le « problème musulman » dans les conflits de l'automobile, 1982-1983 », *Genèses*, n.98, 2015, p.112

²²⁶ Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, *op. cit.*, p.168

²²⁷ Kernalégen, Tudi, « La Commune de Nantes », *Bécédia*, URL : <http://bcd.bzh/becedia/fr/la-commune-de-nantes>

²²⁸ Comme dans cette publication du groupe contemporain d'extrême-gauche *Nantes Révolté*, URL : <https://lundi.am/Nantes-Revoltée-sort-de-l-imprimerie>

Les usines occupées devenaient le théâtre de rencontres improbables, particulièrement lorsque le Théâtre du Soleil venait y présenter *La Cuisine*. Georges Bonnaud se souvient de son collectif théâtral comme « l'expérience utopique incarnée [soit] faire fonctionner une entreprise sans hiérarchie des petits chefs, se distribuer les tâches "serviles" à tour de rôle [...] et cela dans la démocratie balbutiante des réunions de compagnie »²²⁹. La troupe était très bien accueillie dans les usines, comme le montre certains témoignages dont celui d'un ouvrier spécialisé à l'usine Neypric de Grenoble,²³⁰ mais a connu le même sort que les étudiant-es parisien-nes devant les portes closes de Renault-Billancourt. Suite à un ordre syndical cégétiste, les grévistes se sont détourné-es de la pièce rappelant aux saltimbanques solidaires la distance qui les sépare des ouvrier-es.²³¹

Si les mois de mai et juin ont vu nombre de rencontres, ils ont aussi dévoilé l'attitude d'une certaine fraction du mouvement syndical exprimant une conception ethnique de la classe sociale²³² pour qui il est bon d'être solidaire, mais chacun chez soi.²³³ Quelques jours après avoir refusé la rencontre avec les étudiant-es au pas de l'île Seguin, le patron de la CGT disait en conférence de presse que « nous seuls avons ramenée à la maison les étudiants prêts à envahir Renault [...] stoppé les provocations et les mots d'ordre aventurier [et que l'opinion publique] a vu en la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre »²³⁴.

²²⁹ Bonnaud, Georges « L'illusion efficace », *Les Révoltes Logiques*, n. spécial, 1978, p.129

²³⁰ Bonnaud, Georges « Chronique de l'illusion efficace (1968-1980) », Ebstein, Jonny, Ivernel, Philippe, Amey, Claude, Berman, Laurent (dir.) *Le théâtre d'intervention depuis 1968 : études et témoignages*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1983, p.30

²³¹ *Ibid.*, p.30

²³² Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, *op cit.*, p.174

²³³ Bonnaud, Georges « Chronique de l'illusion efficace (1968-1980) », Ebstein, Jonny, Ivernel, Philippe, Amey, Claude, Berman, Laurent (dir.) *op. cit.*, p.30

²³⁴ Confédération Général du Travail, *Le Peuple*, n.799-800-801, 15 mai – 30 juin 1968, p.41

3.4 Anti-autoritarisme et autogestion

Comme les événements hongrois de 1956 où les forces militaires soviétiques sont intervenues pour briser les comités ouvriers et de la guerre d'Algérie, ceux de mai et juin 1968 ont fait émerger d'importantes critiques de gauche du Parti communiste français. Alors qu'en 1956 l'attention était portée sur ses liens avec l'URSS et le stalinisme survivant à la mort de Staline et que, durant la guerre d'Algérie, elle visait particulièrement la clémence des communistes face aux violences coloniales, les critiques émanant des événements de mai concernent exclusivement les politiques du Parti aux niveaux nationaux et locaux. La méfiance grandissante face aux diverses formes d'autorité n'a pas épargné la bureaucratie du Parti communiste.²³⁵ La situation révolutionnaire qui se déroulait devant les yeux de plusieurs a provoqué une résurgence du discours marxiste, mais un marxisme nettoyé, disait-on, des dérives staliniennes et bureaucratiques. Le refus des inégalités et de l'autorité était largement répandu. L'ordre usinier²³⁶ et le rapport maître-élève étaient considérés comme faisant partie du même problème contre lequel il fallait lutter. André Jeanson, président de la CFDT en 1968, écrivait dans l'édition du 16 mai du journal *Syndicalisme* que « quand les jeunes réclament un nouveau style de relations entre maîtres et élèves, la participation des étudiants à l'organisation et à la vie des facultés, ils s'inscrivent très exactement dans le combat fondamental que les travailleurs mènent de leur côté pour mettre en cause le pouvoir capitaliste dans l'entreprise, dans l'économie [et] dans la nation »²³⁷. Le même jour, un communiqué de la Confédération française démocratique du travail, rédigé conjointement par Albert Detraz et Edmond Maire donna une importante poussée au projet autogestionnaire qui, avant mai, « était plutôt mal accueilli, semblait exotique

²³⁵ Premat, Christophe, *op. cit.*, p.10

²³⁶ Gobille, Boris (2008a), *op. cit.*, p.340

²³⁷ André Jeanson cité dans Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *op. cit.*, p.199

ou alambiqué »²³⁸. Celui-ci lançait alors le mot d'ordre autogestionnaire en affirmant « [qu'à] la monarchie industrielle et administrative il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion »²³⁹. Ce projet s'imposa dorénavant tout naturellement. Le communiqué du 16 mai s'inscrivait dans un contexte très favorable à ce type de discours. Alors que déjà plusieurs usines étaient occupées, que les étudiant-es étaient en lutte depuis deux semaines et que des rencontres et des comités se formaient, le mot d'ordre autogestionnaire semblait alors aller de soi tant du côté de l'émetteur que du public. Avec les occupations d'usines qui se multipliaient, il était tout à fait naturel de s'exclamer « l'usine est à nous [...] l'autorité on s'en fout »²⁴⁰. À différentes échelles, les événements de mai et juin 1968 ont vu la création de Comités de base dans les usines. Un responsable de la CFDT soutenait que ceux-ci avaient comme objectif de « donner à tous les travailleurs la possibilité de prendre leur place d'hommes, responsables dans l'entreprise... les perspectives étant d'arriver à l'autogestion »²⁴¹. La création de ces comités concordait avec le mot d'ordre lancé par le même syndicat par le communiqué du 16 mai 1968 dans lequel la confédération se montrait déterminée à transformer l'ordre usinier. Ces comités de base qui géraient la grève ont subsisté à la fin de celle-ci et ont par la suite été un véritable moteur de mobilisation sur les milieux de travail.

À la Compagnie générale de la télégraphie sans fil d'Issy-les-Moulineaux où le travail avait repris le 19 juin, les Comités de Base déposèrent un cahier de revendications quelques heures après que la production ait repris. Incluant la reconnaissance des Comités de base et qu'une part de la gestion leur soit conférée, les revendications ne seront que partiellement acceptées par la direction d'usine. Un dépliant produit par les

²³⁸ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick (1982), *op. cit.*, p.200

²³⁹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.122

²⁴⁰ Sommermeyer, Pierre, « Sous les pavés, la grève », *Refractions*, n. 20, printemps 2008, p.28

²⁴¹ Cité dans Anonyme, « Nouvelle forme d'organisation dans les usines : Les comités de base », *Cahiers de Mai*, n. 2, p.6

Comités circule la même journée sur les planchers critiquant certaines pratiques patronales, décrivant les objectifs des Comités et leur fonctionnement « élus par atelier, révocables à tout moment [, ils] assurent un véritable contrôle des travailleurs sur leurs porte-paroles et une représentativité véritable »²⁴². Après avoir autonomisé la gestion de la lutte en la remettant aux mains des travailleurs et des travailleuses, il s'agissait alors de revendiquer « la gestion de la boîte »²⁴³. Une manière de prendre aux mains de la direction une part de la gestion était alors de décharger celle-ci de son devoir de discipline en pratiquant une autodiscipline ouvrière. Cette pratique nouvelle posait toutefois un problème grave en transformant les ouvrier-eres « en agents inconscients de la direction [faisant] peser sur leurs camarades le règlement intérieur établi arbitrairement par la direction »²⁴⁴. Bref, la question de la prise en charge de la gestion des usines, telle qu'illustrée au CSF d'Issy-les-Moulineaux pendant mai et juin 1968, était radicalement posée mais pas exempte de problème.

Du côté de l'extrême gauche, différentes positions s'affrontaient quant au projet autogestionnaire. Alors que le courant trotskyste pabliste considérait l'autogestion comme un mot d'ordre transitoire vers le socialisme, seulement utile que si elle permet de dépasser le capitalisme²⁴⁵, le Parti communiste international en parlait comme d'une « illusion généreuse »²⁴⁶ parce qu'elle ne change au fond que la propriété de mains sans renverser « les rapports de production existants »²⁴⁷. Finalement, le groupe Informations correspondance ouvrière affirmait que « l'autogestion, quand elle est conquise par les masses (par la lutte ou par la nécessité de la survie) permet à ces masses

²⁴² Anonyme, « Nouvelle forme d'organisation dans les usines : Les comités de base », *Cahiers de Mai*, n. 2, p.8

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Pablo, M, « L'autogestion comme mot d'ordre d'action », *Sous le drapeau du socialisme*, n.45, Juin-Juillet 1968, p.8

²⁴⁶ Parti Communiste International, « Le délire de l'autogestion », *Le Prolétaire*, n.57, septembre 1968, p.1

²⁴⁷ *Ibid.*, p.2

de faire la preuve de leurs pouvoirs, de s'émanciper »²⁴⁸ et qu'il « est évident que l'autogestion généralisée est une critique radicale du Socialisme, elle nie l'existence d'une force séparée qui détermine les formes du bonheur, qui distribue les richesses suivant les lois abstraites de la justice sociale »²⁴⁹. Les militant-es de l'ICO défendaient que l'autogestion ne pouvait être qu'une étape vers la réappropriation généralisée des « moyens nécessaires à construire sa propre vie »²⁵⁰.

Les grandes organisations de l'époque, que ce soit du côté communiste que du camp des socialistes, ont eu, dès les premiers jours de Mai, des approches aux antipodes quant aux événements. Dès le 3 mai, alors que le PSU était solidaire du mouvement étudiant, dont un de leur membre était Jacques Sauvageot le vice-président de l'UNEF, Georges Marchais, alors bras droit du secrétaire général Waldeck Rochet, tirait à boulets rouges sur le mouvement étudiant « pseudo-révolutionnaires [et de] dissidents bourgeois »²⁵¹. Au niveau syndical, alors que la CFDT voulait profiter du contexte d'effervescence contestatrice pour revendiquer davantage que ce qui était contenu dans l'accord intersyndical du 10 janvier 1966, la CGT n'entendait pas s'aventurer sur ce sentier et préférait s'en tenir aux plateformes communes.²⁵² Bref, d'un côté, la CGT et le PCF cherchaient à faire avancer leurs revendications historiques sans se laisser influencer par l'atmosphère gauchiste du moment, de l'autre, la CFDT et le PSU étaient enclin à suivre les forces vives de la jeunesse et d'ainsi opérer une transformation de ses repères d'action.²⁵³ Pour l'historien Michel de Certeau, « l'événement est indissociable des options auxquelles il a donné lieu : il est cette place constituée par des choix souvent

²⁴⁸ Informations Correspondance Ouvrière, « À propos de l'autogestion », *Informations Correspondance Ouvrière*, n.74, octobre 1968, p.1

²⁴⁹ *Ibid.*, p.7

²⁵⁰ *Ibid.*, p.6

²⁵¹ Marchais, Georges « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968

²⁵² Hamon, Hervé et Rotman, Patrick (1982), *op. cit.*, p.202-203

²⁵³ Tartakowsky, Danielle, « Mai 68 ou la gauche à contretemps », Candar, Gilles et Becker, Jean-Jacques, *Histoire des gauches en France* (volume 2), Paris : La Découverte, 2004, p.267

surprenants qui ont modifié les répartitions coutumières, les groupes, les partis et les communautés »²⁵⁴. Les militant-es du PSU « accueillirent Mai 68 non certes comme une divine surprise, mais comme un soulèvement de la vie, c'est-à-dire tout à la fois comme l'exigence et comme l'amorce d'une nouvelle étape de la démocratie »²⁵⁵. Michel Rocard, alors secrétaire général du PSU, « s'est toujours montré solidaire [de la CFDT, et] s'efforça de lui donner une signification politique durable grâce à la définition d'une ligne autogestionnaire enfin renaissante à l'intérieur du mouvement ouvrier »²⁵⁶. En somme, si les conditions du renversement du pouvoir du Capital et de l'État n'étaient pas réunies et qu'il est difficile de parler d'une situation proprement révolutionnaire,²⁵⁷ les événements de mai et juin 1968 ont tout de même radicalement questionné l'ordre usinier et l'ensemble des rapports d'autorité dans une perspective généralement autogestionnaire.

²⁵⁴ De Certeau, Michel, *La prise de parole*, Paris : Seuil, 1994, p.29

²⁵⁵ Julliard, Jacques, « Préface » dans *Rocard, Michel, Parler vrai*, Paris : Seuil, 1978, p.10

²⁵⁶ *Ibid.*, p.10

²⁵⁷ Bensaïd, Daniel et Krivine, Alain, *op cit.*, p.15

CHAPITRE IV

NOTES SUR LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

« Pour moi, un mouvement révolutionnaire, cela ne veut pas dire seulement une situation où il y a de l'agitation et des millions de travailleurs en grève, mais une situation où l'on peut faire la révolution ["] Ce que veulent les travailleurs, c'est désormais le pouvoir ouvrier dans les usines; et les étudiants, le pouvoir étudiant dans les universités. La révolution exige un foisonnement d'idées, mais il faut s'organiser pour abattre le régime actuel et marcher vers la révolution socialiste. »²⁵⁸

« Depuis Mai... »²⁵⁹

« C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie! »²⁶⁰

La décennie suivant les événements français de 1968 a été la scène d'importantes transformations socio-politiques. En effet, tant en ce qui a trait aux organisations politiques et syndicales qu'en ce qui concerne l'État et l'économie, la France s'est radicalement transformée au cours de ces années. Dans le précédent chapitre, nous avons observé en profondeur les diverses expériences de mai et avons analysé différents aspects des événements notamment quant aux innovations théoriques et

²⁵⁸ André Barjonet, cité dans Harang, Jean-Baptiste « SPECIAL MAI 1968. Ce jour-là, lundi 27 mai », *Libération*, 27 mai 1998

²⁵⁹ Polack, Jean-Claude, *La médecine du capital*, Paris : Maspero, 1972, p.8

²⁶⁰ Slogan inscrit sur une bannière aux portes de l'usine horlogère LIP à Besançon, 1973

stratégiques de la gauche socialiste durant ces mois de lutte. Nous avons notamment constaté que les rencontres entre les différents secteurs de la société allaient généralement de pair avec le développement d'une critique anti-autoritaire de l'ordre usinier et des rapports hiérarchiques, notamment dans les universités, mais aussi sur les lieux de travail. De plus, nous avons observé que les événements ont été très diversifiés, très hétérogènes et qu'il est impossible de les résumer en une pensée particulière ou en une tendance qui aurait alors été hégémonique.

Le discours d'André Barjonet le 27 mai 1968 au rassemblement syndical de Charley, ayant alors récemment quitté le Parti communiste pour rejoindre le PSU, illustre les deux principaux aspects du moment 68 qui ont perduré après le retour forcé au travail. Il s'agit, d'une part, de la volonté de concrétiser la rencontre entre les secteurs de la société et d'organiser ces jonctions. D'autre part, cela consiste en le désir d'établir un pouvoir de la base dans les milieux usiniers et universitaires. Ce projet a notamment perduré à travers les Comités de base dans les usines, mais aussi dans les syndicats CFDT.

Après mai-juin 1968, nous avons observé une forte augmentation, sur plusieurs années, de la présence syndicale dans les usines.²⁶¹ Les mois de grève et de lutte ont « provoqué une modification durable du rapport des forces entre les classes fondamentales de notre société [et des] rapports au sein du mouvement ouvrier »²⁶² qui aura touché la composition et le poids des syndicats en France. Lorsque Daniel Bensaïd et Alain Krivine se questionnaient en 1988 sur ce qu'il restait des événements de mai et juin 1968, leur attention se portait davantage sur les transformations de la gauche que sur les acquis sociaux. En effet, ces derniers étaient, en somme, limités et ont été

²⁶¹ Bensaïd, Daniel et Krivine, Alain, *op. cit.*, p.93

²⁶² *Ibid.*, p.96

rapidement annulés par la hausse du coût de la vie et les offensives patronales et gouvernementales des années soixante-dix. Ils remarquaient alors que, pour la première fois de son histoire, le PCF n'avait pas réussi en 1968 à intégrer la nouvelle génération en son sein. Ce rendez-vous manqué lui fit progressivement perdre son hégémonie sur la gauche²⁶³ au profit du camp socialiste qui constitua une véritable force politique jusqu'à l'adoption d'un *Programme commun de gouvernement* avec les communistes.

Depuis sa fondation en 1969²⁶⁴, le nouveau Parti socialiste sera alors en pleine ascension et attirera rapidement une grande part de la gauche non-communiste française. De manière encore plus importante à partir du congrès de l'Épinay en 1971, il jouera un rôle majeur d'unification de la gauche. D'une part, avec la signature du Programme commun en 1972 et la candidature unique de gauche aux élections législatives de 1974. Et, d'autre part, avec l'intégration des membres de la SFIO dès sa fondation, puis celle de la majorité des membres du PSU, à partir de 1971, pendant les élections présidentielles de 1974 et au moment des Assises du socialisme en octobre de la même année.²⁶⁵

Le rapide progrès du PS repose sur la greffe de différentes traditions socialistes, composées d'idées tantôt récentes et tantôt inscrites dans certaines traditions remontant au tournant du XXe siècle. D'une part, le renouvellement socialiste au PS opère sur les développements du Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste fondé par Jean-Pierre Chevènement en 1966²⁶⁶ qui exprime un marxisme de masses opposé à la fois au guesdisme, fort à la SFIO, et au léninisme du PCF. D'autre part, il s'inscrit sur les nouveaux développements d'un socialisme qui s'appuie quant à lui sur la pensée

²⁶³ *Ibid.*, p.97-98

²⁶⁴ Linderberg, Daniel (1975), *op. cit.*, p.33

²⁶⁵ Kesler, Jean-François, *op. cit.*, p.11-12

²⁶⁶ Chevènement, Jean-Pierre, *Le vieux, la crise, le neuf*, Paris : Flammarion, 1974, p.41

jaurésienne, sur l'humanisme chrétien de gauche ainsi que sur le syndicalisme de la CFDT.²⁶⁷ Ce courant nouveau du socialisme s'inscrit, au niveau théorique, aussi dans une fusion de la critique de l'exploitation marxienne et des nouveaux phares idéologiques que sont Alain Touraine et Cornelius Castoriadis. Le passage d'une critique de l'exploitation à une critique de l'aliénation qu'ils proposaient²⁶⁸ et qui s'est rapidement répandue pendant et après les événements de mai-juin 1968 a été une influence importante dans la constitution d'une base théorique commune permettant l'unification socialiste. En effet, le retour en force du concept d'aliénation au sein du discours socialiste, apporté par l'intégration des nouvelles gauches d'inspiration humaniste chrétienne et libertaire, constitua la base commune propre à l'élaboration d'un socialisme démocratique ayant adopté la perspective autogestionnaire comme perspective de dépassement du capitalisme. La ligne politique du socialisme autogestionnaire, étant à la fois le fruit du développement historique d'une gauche marxiste humaniste et d'expériences des luttes de la base ouvrière et étudiante, a intégré la gauche dite officielle de la CFDT, puis du Parti socialiste à partir de mai 1968 et de manière plus importante au cours des années soixante-dix.

Dans ce chapitre, nous étudierons la perpétuation des critiques anti-autoritaires et des perspectives autogestionnaires qui s'étaient, en quelques semaines seulement, très largement répandues à travers le pays. Il s'agira entre autres de comprendre comment celles-ci se sont établies et ont servi à modifier le camp socialiste, tant au niveau des idées que des répertoires d'action de ses organisations. Après avoir présenté le contexte social, organisationnel et intellectuel de la décennie soixante-dix, nous porterons notre attention au rôle des thèses autogestionnaires dans les débats et répertoires du socialisme français. Alors que le projet autogestionnaire eut un rôle central dans les

²⁶⁷ Daniel Linderberg (1975), *op. cit.*, p.33

²⁶⁸ Touraine, Alain, *Le communisme utopique ; le mouvement de mai 1968*, Paris : Seuil, 1972, p.12 et Cardan, Paul (Cornelius Castoriadis), « Marxisme et théorie révolutionnaire », *Socialisme ou barbarie*, n.39, 1965, p.60-61

transformations théoriques et stratégiques de la gauche socialiste française, la mise en lumière de celui-ci permet définitivement de mieux comprendre, à la fois, le rôle des événements de mai et juin 1968 dans l'histoire de la gauche française et le rapport d'interdépendance entre le développement d'idées nouvelles et les événements étant survenus dans l'histoire politique française. Nous étudierons finalement comment s'est institutionnalisé le socialisme autogestionnaire, notamment d'après les thèses de Pierre Rosanvallon et quelles ont été les conséquences de l'entrée de celui-ci au sein de la gauche officielle qui, à la fin de la décennie soixante-dix, cherchait également à développer les bases théoriques d'un socialisme de gouvernement.

4.1 La crise économique française, les changements socio-économiques et les conditions de la classe ouvrière

Aux lendemains immédiats des événements de mai et juin 1968, l'on assista, avec les Accords de Grenelle et le retour forcé à l'ordre, à une hypertrophie de l'État et des corps policiers. Ce fut notamment le cas à Paris où ceux-ci devinrent omniprésents par l'ajout, entre autres, de 42 000 gendarmes entre 1968 et 1974.²⁶⁹ Cette hypertrophie soudaine du bras répressif étatique correspondait à une période amorcée en 1966-1967 d'intensification de la lutte des classes et des mouvements radicaux de lutte. Ce fut à cette époque où de nombreuses organisations politiques radicales, de tendance maoïste, trotskyste et anarchistes, virent le jour et pratiquèrent un activisme politique en dehors des Partis institutionnalisés. La Gauche Prolétarienne, issue de la dissolution par décret étatique de l'Union des jeunesses communistes marxiste-léniniste, était le fer de lance du mouvement maoïste après 1968 et ce jusqu'à sa dissolution en novembre 1973. S'inscrivant dans la tradition alors très forte du maoïsme, elle était de fait assez proche

²⁶⁹ Ross, Kristin, *op. cit.*, p.64-67

des théories anarcho-syndicalistes par ses revendications à la fois ouvriéristes et anti-autoritaires.²⁷⁰ L'interdiction de la GP par décret étatique ainsi que l'assassinat du militant Pierre Overney le 25 février 1972 sous les balles d'un agent de sécurité de Renault aux grillages de l'usine de l'île Séguin à Billancourt illustre la violente répression contre la GP, les maoïstes ainsi que l'ensemble des organisations gauchistes au tournant des années 70, venant tant du patronat que de l'État républicain.²⁷¹ Ces attaques contre les organisations de la classe ouvrière survenaient à un moment où celles-ci intensifiaient la lutte contre les suppressions d'emploi, le chômage et les mauvaises conditions de travail. Issues de Mai 68, les luttes contre l'aliénation et la recherche d'une plus grande autonomie au travail et dans la vie quotidienne provoquant un déplacement théorique et stratégique dans la gauche contrastaient avec le régime conservateur en place et les directions d'usine de plus en plus intransigeantes.²⁷²

Le ralentissement de l'économie dont nous avons précédemment présenté l'amorce au milieu des années soixante s'accroîtra rapidement au tournant des années soixante-dix. Le choc pétrolier de 1973 provoqua une crise dont les effets auront été irréversibles. Prenant origine dans la décision du président américain Richard Nixon de mettre fin à la convertibilité du dollar en or en 1971, puis la décision de l'OPEP de tripler les prix du pétrole en 1973, la crise provoqua une onde de choc à travers le monde et de manière très accentuée en France.²⁷³ En effet, le choc pétrolier provoqua une déstabilisation importante de l'économie manufacturière, se matérialisant notamment par une crise des débouchés sidérurgiques et une diminution des taux de

²⁷⁰ Rivière, Nicolas « Mai 1968 ou 120 ans après », dans Kessel, Patrick (dir.), *Le mouvement maoïste en France*, Paris : U.G.E, p.418

²⁷¹ Launet, Edouard « Tombés pour les maos », *Libération*, 18 novembre 2008

²⁷² Zamora, Daniel « Foucault, les exclus et le dépérissement néolibéral de l'État », Zamora, Daniel (dir.), *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Bruxelles : Aden, 2014, p.89

²⁷³ Behrent, Michael C., « Le libéralisme sans l'humanisme : Michel Foucault et la philosophie du libre marché, 1976-1979 », Zamora, Daniel (dir.), *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Bruxelles : Aden, 2014, p.50

profit dans l'industrie automobile, qui transforma de manière importante la production, l'emploi et les relations de classes. La classe ouvrière s'en trouva ainsi grandement affectée et, dans plusieurs milieux, les solidarités qui s'étaient lentement créées se sont rapidement dissoutes. L'historien Gérard Noiriel soutient qu'en « détruisant les bastions où elle s'était enracinée, la crise des années 1970 ne permettra pas la reproduction de cette classe ouvrière »²⁷⁴. La balance commerciale française, alors déficitaire en 1974, et l'importante inflation du franc firent baisser le pouvoir d'achat d'une grande part du peuple français.²⁷⁵

La crise et l'implosion des mécanismes d'État qui avaient permis la croissance d'après-guerre, maintenant supposément incapable de répondre aux débalancements de l'économie et à l'importante inflation, rendirent le libéralisme économique une solution bien plus intéressante aux yeux du public.²⁷⁶ Le moment fut alors opportun pour plusieurs militants radicaux de se convertir aux louanges du libéralisme, de l'anticommunisme et de l'antitotalitarisme à ce moment-là en vogue. Naissant du gouffre entre gauchisme post-soixante-huitard et les orientations étatistes de l'union du Parti communiste et du Parti socialiste depuis 1972, l'antitotalitarisme servit de pierre angulaire d'une nouvelle critique du projet révolutionnaire et fournira d'arme au développement de la Deuxième gauche.²⁷⁷ À mesure que le projet révolutionnaire classique stagne et que plusieurs perdent confiance, l'autogestion et les modèles de démocratie avancée comme la démocratie directe arrivent au cœur des débats dans la gauche française.²⁷⁸ Il y avait dans la contestation des hiérarchies et de la gestion de la production une lutte qui semblait plus facilement atteignable que le changement de

²⁷⁴ Noiriel, Gérard (1986), *op. cit.*, p.195

²⁷⁵ Chevènement, Jean-Pierre, *op. cit.*, p.85

²⁷⁶ Behrent, Michael C., *op. cit.*, p.46-47

²⁷⁷ Christofferson, Michael, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille : Agone, 2009, p.31-32

²⁷⁸ *Ibid.*, p.66

propriété et de mode de production. La contestation des rapports d'autorité remplaçait ainsi celle des rapports de propriété et, dans le discours, on parlait davantage d'aliénation que d'exploitation.²⁷⁹ La Deuxième gauche, composée au niveau intellectuel d'Alain Touraine, d'André Gorz, de Cornelius Castoriadis, de Pierre Rosanvallon, mais aussi de Michel Rocard et d'une grande part du PSU fût l'élément nécessaire aux mutations dans la première moitié des années soixante-dix.

Quant à la crise en cours, la Deuxième gauche adoptait des positions parfois contradictoires. Par exemple, pour tenter une sortie de crise en 1974, Michel Rocard était alors d'accord avec les réformes étatiques et les rigueurs économiques imposées.²⁸⁰ De son côté, la CFDT analysa dans un premier temps la crise comme simple période difficile devant se résorber et face à laquelle on devait lutter pour le rétablissement du pouvoir d'achat et contre les licenciements. Par contre, en 1975, la confédération révisa son analyse et sa position en qualifiant la crise de structurelle et en adoptant une stratégie d'organisation de la base dans l'objectif d'un « passage au socialisme démocratique et autogestionnaire »²⁸¹.

La victoire électorale du camp libéral et du nouveau président Valéry Giscard d'Estaing au printemps 1974 couronnait l'analyse libérale de la crise face à laquelle les positions keynésiennes ayant permis les Trente Glorieuses n'y pouvaient maintenant rien, disait-on. Lorsque Giscard d'Estaing annonçait l'arrivée d'une « ère nouvelle »²⁸² à son discours d'investiture le 27 mai 1974, il ne s'adressait nécessairement pas aux classes laborieuses parce qu'il n'entreprenait alors aucune réforme favorable à la hausse de

²⁷⁹ *Ibid.*, p.67-70

²⁸⁰ Rocard, Michel, *op. cit.*, p.121

²⁸¹ Confédération française démocratique du travail, « La crise », *Syndicalisme*, cité dans Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.177

²⁸² Giscard d'Estaing, Valéry, « Discours d'investiture de Valéry Giscard d'Estaing », 27 mai 1974, URL : <http://www.elysee.fr/la-presidence/discours-d-investiture-de-valery-giscard-d-estaing/>

leurs conditions de vie et aucune piste de solution n'était alors envisagée par le pouvoir. Bref, les années de vaches maigres étaient belles et bien amorcées en France et l'horizon ne semblait pas plus radieux.²⁸³

Avec la crise des débouchés provoquée par le choc pétrolier et la forte inflation encourue, le gouvernement d'Estaing a entrepris une série de mesures contre les travailleurs et les travailleuses étranger-es ayant été incité-es ou forcé-es de se déplacer en France pour répondre aux besoins de main-d'œuvre pendant le boom économique des années cinquante et soixante. Dès 1974, l'État français suspendit l'immigration économique et commença à remettre en cause les libertés de circulation, de séjour et d'établissement.²⁸⁴ Cette première réforme des lois migratoires aura pour effet non escompté d'enclencher une dynamique de regroupement familial et transformera de cette manière la nature de cette immigration, principalement d'origine maghrébine et des anciennes colonies.²⁸⁵ Alors majoritairement de nature économique, dans le contexte d'expansion économique, celle-ci devint de nature familiale, au moment où les emplois se raréfient. Alors que la récession semble provisoire, on maintient ainsi le statu quo quant aux communautés immigrantes déjà en France. En 1976 et en 1977, lorsque la crise s'annonça durable et que l'horizon s'assombrit quant aux perspectives de reprise industrielle, le gouvernement d'Estaing adopte des premières mesures, non explicites, d'incitation au retour des populations installées en France.²⁸⁶ Finalement, c'est à partir de 1978 que des mesures claires de retour forcé²⁸⁷ et que des politiques publiques fondées sur le préjugé d'inassimilabilité des immigrés dans la nation

²⁸³ Chevènement, Jean-Pierre, *op. cit.*, p.78-79

²⁸⁴ Quiminal, Catherine et Timera, Mahamet, « 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine », *Hommes et Migrations*, 2002, n.1239, p.20

²⁸⁵ Tripier, Maryse, « L'immigré, analyseur de la société (note critique) », *Terrains & travaux*, n. 7, 2004, p.178

²⁸⁶ Weil, Patrick, « Racisme et discrimination dans la politique Française de l'immigration 1938-1945/1974-1995 », *Vingtième Siècle*, n. 47, 1995, p.99

²⁸⁷ Quiminal, Catherine et Timera, Mahamet, *op. cit.*, p.22

française sont adoptées.²⁸⁸ Bref, comme le note Maryse Tripier, c'est « sous l'effet de la crise économique et de la montée du chômage [que] resurgit un débat relatif à la légitimité de la présence des populations immigrées »²⁸⁹. Cette position trouvera un écho favorable dans plusieurs camps à gauche, notamment au PCF et chez Georges Marchais, et sera poursuivie par le Parti socialiste de Mitterrand dans les années quatre-vingt.

4.2 Actualité du syndicalisme et du socialisme autogestionnaire au tournant des années soixante-dix

Au niveau institutionnel, la façon dont les événements de mai et juin 1968 ont chamboulé les organisations officielles de gauche était en tout point imprévisible. Les quelques semaines de lutte qui auront vu près de 10 millions de grévistes auront provoqué le passage d'une hégémonie communiste en France à une domination socialiste qui se matérialisa au milieu de la décennie soixante-dix, et ce, tant au niveau syndical que politique. La CFDT, par exemple, estima à 20% la hausse de son influence dans les milieux de travail entre 1967 et 1969.²⁹⁰ La croissance était alors notée dans plusieurs secteurs, dont le bâtiment, le textile et l'industrie chimique.²⁹¹ Du côté du socialisme, l'on note un creux en 1969 et 1970²⁹² qui se résorba avec le congrès d'Épinay en 1971, l'élaboration de sa stratégie de planification démocratique ainsi que la signature du *Programme commun* en 1972.

²⁸⁸ Weil, Patrick, *op. cit.*, p.99

²⁸⁹ Tripier, Maryse, *op. cit.*, p.178

²⁹⁰ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick (1982), *op. cit.*, p.223-224

²⁹¹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.131

²⁹² Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.77

Alors que Mai 68 a été sans conteste un moment majeur dans l'histoire de la CFDT²⁹³, les lendemains auront été encore plus définitifs pour son développement idéologique et stratégique. Entre 1968 et le congrès d'orientation de 1970, l'on assiste à un mélange de pratiques radicales et réformistes et de défense ardente du syndicalisme contractualiste notamment concrétisée par la signature par la direction des accords sur la sécurité d'emploi.²⁹⁴ Ce contractualisme et les mesures réformistes entreprises étaient alors légitimés par la direction confédérative en ce qu'il s'agissait de compromis provisoires visant à redonner le pouvoir de décision à la base ouvrière.²⁹⁵ En plus de pratiquer un syndicalisme réformiste et contractualiste, soi-disant dans une perspective radicale, la CFDT innove alors en animant des luttes et des grèves au sein de catégories sociales alors relativement passives politiquement comme chez les OS, les femmes et les immigré-es.²⁹⁶ C'est aussi à cette époque que de nouvelles couches de la classe ouvrière intégraient massivement les organisations de gauche et les mouvements de lutte anticapitaliste.²⁹⁷ Puisque le congrès de mai approchait et que les différents camps de la confédération ne s'entendaient pas sur les perspectives politiques et les stratégies à entreprendre, la direction devait trouver un mot d'ordre moteur, il choisit celui du socialisme autogestionnaire.²⁹⁸

Le congrès de 1970 de la CFDT officialisa les transformations idéologiques et stratégiques issues de 1968. Celui-ci portait sur deux aspects fondamentaux pour la confédération. D'une part, il s'agissait de procéder à certaines réformes structurelles et, d'autre part, d'adopter un projet social nouveau.²⁹⁹ Les réformes structurelles seront

²⁹³ Defaud, Nicolas, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Paris : Les Presses SciencesPo, 2009, p.37

²⁹⁴ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.126-128

²⁹⁵ *Ibid.*, p.128-129

²⁹⁶ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *op. cit.*, p.225

²⁹⁷ Parti Socialiste, « Quinze thèses sur l'autogestion », *Le poing et la rose*, mai 1975, p.4

²⁹⁸ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *op. cit.*, p.234

²⁹⁹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.131

dirigées par Edmond Maire, qui remplaça Eugènes Descamps comme secrétaire générale de la CFDT en 1971, et visaient, entre autres, à améliorer les méthodes de travail en rendant plus efficaces les structures syndicales ainsi qu'en autonomisant la Commission exécutive.³⁰⁰ Cette partie du congrès fut la scène de peu de débats et la proposition de Maire a été rapidement adoptée.³⁰¹

À l'opposé, la question du projet social et des orientations stratégiques à prendre était un enjeu beaucoup plus important qui ne fera pas consensus. Trois tendances sont représentées, toutes se revendiquant comme légitimées par l'issue des événements de mai leur donnant raison.³⁰² Chacune de celles-ci proposa un projet de changement social. Le premier était présenté conjointement par Les Pays de Loire, le Syndicat général de l'enseignement national, l'Union régionale parisienne et la section bretonne et se résumait en projet social inspiré d'un socialisme d'État de planification démocratique et de nationalisation des moyens de production. Dans ce projet, la question autogestionnaire était reléguée à la phase finale du passage au socialisme. L'autogestion n'était ainsi pas un moyen, mais plutôt l'étape finale, le but du socialisme. Cette position recueillit 32.5% des mandats.³⁰³ La seconde tendance, présentée par les organisations d'Hacuitex et celle des Services, du Commerce et des Livres s'inscrit directement au sein du gauchisme autonomiste et révolutionnaire alors très fort durant et après les événements de 1968. Privilégiant l'action directe et l'illégalisme, comme les occupations et les séquestrations, cette tendance s'opposait au contractualisme et s'appuie sur la prise de conscience politique des travailleurs et travailleuses de la base pour instaurer un rapport de force permettant la socialisation des moyens de production. Cette tendance était alors défendue par le quart des délégué-

³⁰⁰ *Ibid.*, p.132

³⁰¹ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *op. cit.*, p.237

³⁰² *Ibid.*, p.229

³⁰³ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.133

es présent-es au congrès.³⁰⁴ Finalement, le projet défendu par la direction confédérative visait l'instauration d'un syndicalisme autogestionnaire étant présenté comme le fruit de mai 1968 permettant de dépasser le clivage entre la stratégie socialiste commune et l'autonomisme révolutionnaire. Aussi défendu dans le rapport *Perspective et stratégie*, il s'agissait pour Jeanson, Gonin et Maire de rompre avec les traditions marxistes et guesdistes en concevant l'autogestion à la fois comme moyen et but de la transformation sociale.³⁰⁵ Cette position gagna la majorité et le congrès fonda le groupe *Orientation* qui avait comme mandat de réfléchir aux aspects du syndicalisme autogestionnaire devant être développés.³⁰⁶ Bref, le congrès de 1970 marqua un changement profond à la CFDT alors que cette dernière devenait alors officiellement socialiste et autogestionnaire. Ce nouveau statut se développait alors sur une perspective politique reposant sur trois principaux piliers, celui de l'autogestion, de la planification démocratique et de la propriété sociale des moyens de production.³⁰⁷

Sur le terrain, beaucoup de revendications syndicales de la CFDT concernaient les OS. La confédération s'impliqua particulièrement à lutter contre les hiérarchies et l'organisation taylorienne du travail - plaçant la productivité au-dessus des considérations satisfaisantes à l'égard des conditions de travail et de la sécurité des ouvriers et ouvrières.³⁰⁸ La relation étroitement établie par la confédération entre les hiérarchies et la baisse des conditions de travail occupait une part importante du discours au début de la décennie. Cette contestation des hiérarchies se matérialisait dans certaines situations d'usine, comme lors des grèves de 1973, dans plusieurs usines de Renault. Effectivement, ces grèves s'affirmaient contre les cadences de travail et les

³⁰⁴ *Ibid.*, p.134

³⁰⁵ Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *op. cit.*, p.236

³⁰⁶ Defaud, Nicolas, *op. cit.*, p.42

³⁰⁷ *Ibid.*, p.40

³⁰⁸ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.145

« classifications [et] le modèle hiérarchique qui condamne de fait toute l'organisation actuelle du travail »³⁰⁹.

Il s'agissait aussi de se positionner du côté des exclu-es, les femmes, les immigré-es et les jeunes, considéré-es comme faisant intégralement partie de la diversité de la classe ouvrière.³¹⁰ Plusieurs revendications développées par la CFDT à partir de 1972 concernent particulièrement les femmes notamment quant aux congés de maternité et à la prise en compte du travail domestique des femmes. La syndicalisation et l'intégration des travailleurs et travailleuses étranger-es a pris beaucoup d'importance à la CFDT au tournant des années 70 notamment par la création de structures syndicales intersectorielles pour permettre aux travailleurs et travailleuses de définir les modes d'organisations et les revendications nécessaires pour répondre à leurs problèmes au travail et dans leur vie quotidienne.³¹¹ De la même façon, la CFDT porta attention aux conditions des jeunes en développant des revendications quant aux problèmes de la jeunesse au travail, mais aussi dans les écoles et l'armée. Puisque les jeunes sont concernés par des problématiques communes, telles que le chômage et la sous-qualification, la confédération s'intéressera beaucoup à cette catégorie sociale grandement délaissée par les syndicats de la CGT.

En outre, la CFDT développa au début des années soixante-dix un discours critique des formes d'aliénation, reprenant notamment à son compte la critique althussérienne et bourdieusienne lorsque Maire affirmait que l'école permet au capitalisme de maintenir et de reproduire l'idéologie dominante.³¹² Cette critique de l'aliénation était très

³⁰⁹ Confédération française démocratique du travail, *Syndicalisme*, n.1439, 5 avril 1973, p.3 cité dans Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.144

³¹⁰ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.163

³¹¹ *Ibid.*, p.149

³¹² *Ibid.*, p.153

polymorphe à la CFDT et s'appliquait tant à l'usine qu'au marché. En effet, en phase avec les développements théoriques critiques de l'époque, la consommation était aussi considérée comme une pratique aliénante pour les travailleurs et les travailleuses.³¹³

Le congrès de 1973, tenu dans la ville de Nantes, donnait l'apparence d'une confédération relativement homogène quant au projet social de syndicalisme autogestionnaire. Pour l'instant, le mot d'ordre était toujours suivi, mais le conflit entre les trois tendances était toujours existant bien qu'en latence.³¹⁴ Face au camp majoritaire d'Edmond Maire, se trouvaient deux courants minoritaires cosignant alors un manifeste pour une transition au socialisme n'exprimant pas les souhaits autogestionnaires tels que précédemment adoptés par la confédération.³¹⁵

Le 12 juin 1973, quelques semaines après le congrès de Nantes, un conflit qui durait alors depuis quelques années s'intensifia lorsque l'administration de l'usine Lip de Besançon, une manufacture horlogère, ait décidé de suspendre les salaires.³¹⁶ Depuis 1970, les 1180 ouvrier-eres de Lip étaient menacé-es de nombreux licenciements et d'une réduction des heures de travail sans compensation.³¹⁷ En réponse à cette suspension des salaires, l'on séquestra les administrateurs et l'on découvrit sur l'un d'eux un projet de 450 licenciements.³¹⁸ Après une semaine d'arrêt de la production, le 18 juin, on vota en assemblée la reprise autonome de la production comme moyen d'autodéfense et dans le but d'assurer sa survie. Pendant plusieurs semaines, une partie des chaînes de montage roulaient et les travailleurs et travailleuses assuraient à la fois

³¹³ *Ibid.*, p.164

³¹⁴ Defaud, Nicolas, *op. cit.*, p.42

³¹⁵ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.91

³¹⁶ *Ibid.*, p.171

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Loureau, René, *L'analyseur Lip*, Paris : Union Générale d'Éditions, 1974, p.20

la production et la vente des montres.³¹⁹ Le 14 août, les forces de l'ordre envahissaient l'usine pour en expulser les ouvrier-es qui trouvèrent ensuite refuge dans un gymnase à proximité.³²⁰ À ce moment, le conflit de travail était fortement médiatisé et un grand élan de solidarité traversait la France. On assistait à des dizaines de rassemblements dans différentes villes, à une grève de 24 heures à l'ORTF ainsi qu'à une grève de quelques jours des cheminots en solidarité avec les ouvrier-es en grève à Besançon.³²¹ Les négociations reprirent et aboutirent, en janvier 1974, avec la réembauche de la majorité des effectifs.³²² Ce fut, en somme, une victoire douloureuse pour les travailleurs et les travailleuses de Lip à Besançon. La CFDT, qui comptait en ses rangs la majorité des syndiqué-es de l'usine, soutenait alors les initiatives de démocratie directe, les grandes assemblées, le Comité d'Action et le processus de négociation où tous et toutes prenaient part. On constate à bien des égards que le conflit de Lip touchait des enjeux tant économiques que politiques et avait plusieurs ressemblances avec les événements de mai et juin 1968. En effet, découlant d'un conflit latent sur des questions d'emploi et de licenciement et débouchant sur une remise en question radicale des rapports hiérarchiques, tout en étant soutenue à travers la France, la grève chez Lip symbolise en quelque sorte le développement d'un projet autogestionnaire n'étant certes pas abouti.

C'est au suivant congrès, en 1976 à Annecy, que le conflit éclata quant au projet autogestionnaire à la CFDT. Des enjeux entourant la bonne définition du concept d'autogestion et la bonne stratégie politique à adopter mirent à mal l'apparente homogénéité chez les cédétistes. L'incapacité pour les membres des différentes tendances d'arriver à un terrain d'entente et de faire vivre le projet autogestionnaire dans un contexte politique de plus en plus difficile incita plusieurs, dont Edmond

³¹⁹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.171

³²⁰ Loureau, René, *op. cit.*, p.21

³²¹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.172

³²² Loureau, René, *op. cit.*, p.22

Maire, à se détourner du syndicalisme autogestionnaire et à se diriger vers un syndicalisme de négociation et de proposition de nature réformiste, entraînant ainsi avec lui la majorité confédérative.³²³ 1978 marqua ensuite le passage, amorcé par la direction de la CFDT, d'un syndicalisme révolutionnaire à un syndicalisme réformiste et de proposition qui sera justifié par l'incapacité à faire des gains avec le projet adopté en 1970 et par l'échec électoral du camp socialiste aux élections législatives de 1978.³²⁴ En somme, le syndicalisme autogestionnaire et le projet socialiste n'auront duré qu'une courte décennie et furent délaissés par la CFDT au tournant des années 80.³²⁵

Sans avoir de liens officiels, la CFDT était très proche à la fois du Parti socialiste ainsi que du PSU. Durant les années soixante-dix, on parle d'environ 20% des délégués cégétistes étant membre du PS³²⁶ et 10% possédant leur carte du PSU.³²⁷ Aussi, ce qui liait alors la confédération à ces partis socialistes dépassait le nombre de délégué-es qui en étaient membre. En effet, beaucoup de membres de la base militaient en même temps, au niveau syndical, à la CFDT et, au niveau politique, au PS ou au PSU. De plus, les convergences idéologiques étaient à cette époque manifestes.³²⁸ Par exemple, la conception d'une classe ouvrière très diversifiée, autrement nommée front de classe, était partagée³²⁹ et le passage à un socialisme autogestionnaire a été initié par les socialistes du PSU à peu près en même temps que chez les cégétistes.

Par conséquent, il va sans dire que les parcours des organisations politiques socialistes ont été parallèles à ceux de la CFDT pendant et au lendemain des années 68. En phase

³²³ Defaud, Nicolas, *op. cit.*, p.42-44

³²⁴ *Ibid.*, p.44

³²⁵ *Ibid.*, p.46-47

³²⁶ Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.81

³²⁷ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.87

³²⁸ Kernalegenn, Tudi et Prigent, François, « Introduction », *op. cit.*, p.22

³²⁹ Groux, Guy et Mouriaux, René, *op. cit.*, p.163

avec les luttes sociales particulièrement actives au tournant des années 70, le PSU aura été un véritable laboratoire d'idées et une passerelle dans la trajectoire des jeunes militant-es issu-es de 68 dans leur parcours vers le Parti socialiste et, pour certain-es, vers les postes de pouvoir au tournant des années 80.³³⁰ Ces luttes étaient alors multiples et peu d'organisation politique y prenait part à la manière du PSU. Le parti était davantage tourné vers les luttes sociales que vers l'électoratisme et adoptait des positions qui lui a souvent coûté très cher au niveau électoral. Ce fût notamment le cas avec des prises de position à la faveur des migrant-es qui lui causèrent un important isolement électoral.³³¹ Les luttes antiracistes et de défense des travailleurs migrants ont été un important acquis de mai tant pour les luttes sociales en général que pour le PSU. Effectivement, la cause des travailleurs migrants ne faisait pas, avant mai, partie des revendications politiques du Parti. Elle n'a été mentionnée qu'une seule fois dans son histoire et c'était en 1967.³³² Le climat anti-autoritaire et de désirs d'égalité post-soixante-huitard provoqua d'importants mouvements de solidarité envers les travailleurs migrants allant même jusqu'à lancer un défi de taille à l'assimilationnisme républicain jusqu'alors incontesté.³³³ D'autre part, le PSU était bien ancré dans les luttes féministes, écologistes et régionalistes du tournant des années 70.³³⁴

Après 1968, le PSU se situait donc dans un certain gauchisme que l'on attribue généralement aux tendances de gauche libertaire et radicale ayant irradiées en France pendant et après les événements de mai et juin 68.³³⁵ Ne cherchant plus à défendre un

³³⁰ Prigent, François, « Les réseaux socialistes PSU en Bretagne (1958-1981) : milieux partisans, passerelles vers le PS, rôles des chrétiens de gauche », Kernalegenn, Tudi, Prigent, François, Richard, Gilles et Sainclivier, Jacqueline (dir.), *op. cit.*, p.74 et Kernalegenn, Tudi et Prigent, François, « Conclusion », Kernalegenn, Tudi, Prigent, François, Richard, Gilles et Sainclivier, Jacqueline (dir.), *op. cit.*, p.342

³³¹ Gordon, Daniel, « Le PSU et les luttes de l'immigration : perspectives nationales et internationales », Kernalegenn, Tudi, Prigent, François, Richard, Gilles et Sainclivier, Jacqueline (dir.), *op. cit.*, p.334

³³² *Ibid.*, p.328

³³³ *Ibid.*, p.331 et p.335

³³⁴ Kernalegenn, Tudi et Prigent, François, « Introduction », *op. cit.*, p.23

³³⁵ Kesler, Jean-François, *op. cit.*, p.381 et p.383

socialisme renouvelé comme avant les événements, il s'agissait alors directement « pour la révolution socialiste »³³⁶ dans laquelle, disait à l'époque Michel Rocard, secrétaire général du PSU, « les travailleurs doivent peser de manière telle que le pouvoir ne puisse plus être exercé en leur nom »³³⁷. Le PSU se situait ainsi dans la même perspective de socialisme autogestionnaire que celle adoptée par la CFDT au congrès de 1970 et qui irradiait au sein d'importantes tendances du Parti socialiste dans les années suivantes.

Quant au Parti socialiste, il est lui-même fondé dans un contexte d'importants conflits entre les différents camps opposés de la SFIO. Il s'agissait alors d'une guerre entre le groupe de Guy Mollet et Alain Savary et celui de François Mitterrand et de Gaston Defferre. Le congrès de constitution se déroula alors de manière tendue et sans grand enthousiasme où les débats concernaient l'élection des nouveaux dirigeants du Parti naissant et le choix d'un candidat pour les élections à venir. Le camp Mollet-Savary proposait d'échanger avec le PCF afin de proposer une candidature commune concertée alors que Defferre voulait plutôt que le PS adopte une candidature et la présente aux communistes. Savary retire sa candidature et celle-ci revient donc à Defferre qui obtiendra par la suite un résultat électoral désastreux.³³⁸ Le reste du congrès est remporté par le camp de Mollet et Savary qui conserveront la majorité ainsi que la direction de l'appareil partisan.³³⁹

Pendant deux ans, rien ne va dans le parti nouvellement fondé. Les guerres internes se maintiennent et donnent l'impression de stagner. Mais sous les apparences, un

³³⁶ *Ibid.*, p.381

³³⁷ Michel Rocard, cité dans Kesler, Jean-François, *op. cit.*, p.382

³³⁸ Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.75-76

³³⁹ *Ibid.*, p.76-77

renouveau socialiste, se dévoilant au congrès d'Épinay en 1971, s'organise.³⁴⁰ Le changement organisationnel sera mené par Mitterrand qui réussira à faire adopter une importante motion visant à ouvrir le dialogue avec le PCF dans l'objectif « d'amorcer la transformation socialiste de la société »³⁴¹. Cette motion mènera aux négociations, puis à l'adoption de l'important *Programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste* adopté le 27 juin 1972.³⁴² Le programme, nommé « Vivre mieux, changer la vie »³⁴³, visait à définir en commun les moyens et les fins de la transition au socialisme. Abordant tous les aspects sociaux, il concernait tant ce qui a trait aux salaires, à l'école, aux sports, à la famille, aux institutions publiques, à la gestion des entreprises ainsi qu'à l'administration publique, qu'à la sécurité nationale et aux conflits internationaux. Sans faire référence à l'autogestion telle que déjà discutée par la CFDT depuis quelques années, le *Programme commun* visait la démocratie avancée dans la société ainsi qu'une gestion démocratique, que l'on qualifierait de *cogestion*, au sein des entreprises où « les comités d'entreprise [...] seront obligatoirement consultés concernant l'embauche, le licenciement, l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs, la détermination des cadences et plus généralement l'ensemble des conditions de travail »³⁴⁴.

Pour Mitterrand, l'objectif tactique d'une telle signature d'un accord commun avec les communistes était de prouver qu'une grande part de l'électorat communiste pourrait aussi voter socialiste, démontrant ainsi la force grandissante que son Parti représentait alors.³⁴⁵ Le Programme commun eut un impact concret qui a largement dépassé la simple expression d'un plan de transition en vue des élections législatives de 1974. En

³⁴⁰ *Ibid.*, p.77-78

³⁴¹ François Mitterrand cité par Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.78

³⁴² Marchais, Georges, « préface », Parti communiste français et Parti socialiste, *Programme commun de gouvernement*, Paris : Éditions Sociales, 1972, p.7

³⁴³ Parti communiste français et Parti socialiste, *op. cit.*, p.51

³⁴⁴ *Ibid.*, p.107-108

³⁴⁵ Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.80

effet, l'unité retrouvée entre socialistes et communistes, les références au Front populaire ainsi que les perspectives d'un avenir socialiste donnèrent grandement confiance à la classe ouvrière. En 1973 seulement, on atteint en France les quatre millions de journées de grève. Quant au Parti socialiste, il profita fortement de ces accords, gagnant en reconnaissance ainsi qu'en nombre d'adhérent-es.³⁴⁶

Les élections présidentielles de 1974 furent la scène d'une importante unification du camp socialiste alors que Michel Rocard, alors secrétaire nationale du PSU, décida d'appuyer la candidature de Mitterrand. L'arrivée de Rocard et de ses acolytes du camp autogestionnaire au Parti socialiste a amorcé au sein de celui-ci des réflexions quant au projet autogestionnaire. Après le congrès de l'Épinay et les accords du *Programme commun de gouvernement*, les Assises du Socialisme, tenues à Paris en octobre 1974 et qui avaient pour but d'ouvrir les discussions entre l'ensemble des organisations socialistes en France, auront amplifié le passage de nombreux-euses militant-es et dirigeant-es du PSU au Parti socialiste et l'adhérence de plusieurs cédétistes au Parti. En effet, celles-ci ont mené à la formation d'un courant critique du *Programme commun* et de la majorité mitterrandienne. Ce courant s'inscrivait dans ce que l'on a par la suite nommé la Deuxième gauche, de nature anti-étatiste et autogestionnaire, qui aboutit à la constitution de l'opposition rocardienne au sein du PS après 1978.

C'est dans ce contexte que Gilles Martinet rédige les *Quinze thèses sur l'autogestion* qui introduira la question autogestionnaire au sein du Parti socialiste.³⁴⁷ Martinet, journaliste de profession ayant débuté son implication politique chez les communistes avant la Deuxième Guerre mondiale et ayant fondé *L'Observateur* en 1950, puis le PSU en 1960, rejoignit par la suite le Parti socialiste en 1971 et milita au CERES de

³⁴⁶ *Ibid.*, p.80

³⁴⁷ Parti Socialiste, « Présentation - Quinze thèses sur l'autogestion », *Le poing et la rose*, mai 1975, p.3

Jean-Pierre Chevènement. Il devint membre du bureau exécutif en 1973 et aboutit avec les rocardiens lors de l'arrivée de ceux-ci au PS.³⁴⁸ Il est à souligner que Martinet, comme membre du bureau exécutif et auteur des *Quinze thèses*, ainsi que Rocard et ses adeptes ont joué un rôle important d'influence dans les débats internes au Parti socialiste et de redirection du discours. En préface aux *Thèses*, l'on mentionne que celles-ci font état des commissions d'études sur les différents aspects du projet autogestionnaire au Parti. On y nomme alors les secteurs de l'éducation, de l'information, du cadre de vie, de la justice et des régions, comme secteur où l'autogestion a sa pertinence, sans mention des entreprises et du monde du travail.³⁴⁹ Alors que le Parti socialiste, au sein duquel les *Thèses sur l'autogestion* étaient débattues, n'avait à quelques exceptions près³⁵⁰ jamais publiquement discuté du projet autogestionnaire, l'on y mentionnait que « la France est le pays où le projet autogestionnaire a pris le plus de consistances et reçoit les adhésions les plus nombreuses [et que] c'est sans doute ici que la percée pourra être faite pour la première fois »³⁵¹. S'inspirant d'expériences révolutionnaires et autogestionnaires passées, en France comme ailleurs, et s'appuyant sur le contenu du *Programme commun*, les *Quinze thèses* présentent une voie de passage au socialisme autogestionnaire. Proposant une analyse approfondie de la crise d'alors, les *Thèses* cherchaient à renouer avec la tradition la plus profonde du mouvement ouvrier en adaptant celle-ci à la société actuelle.³⁵² Contestant à la fois l'exploitation du système économique que la domination politique et les structures hiérarchiques, le projet de socialisme autogestionnaire offrait alors une synthèse intéressante voulant dépasser le clivage entre socialisme autogestionnaire et socialisme d'État. En effet, le passage au

³⁴⁸ Kergoat, Jacques, *op. cit.*, p.81

³⁴⁹ Parti Socialiste, *op. cit.*, p.3

³⁵⁰ Un sondage avait été annexé au numéro de l'édition d'avril de *Le poing et la rose*

³⁵¹ Parti Socialiste, *op. cit.*, p.3

³⁵² *Ibid.*, p.4-5

socialisme autogestionnaire ne pouvait se faire, disait-on, que par l'articulation constante entre mouvement populaire et action gouvernementale.³⁵³

4.3 La Deuxième gauche et l'idéologie antitotalitaire

Vecteur de formation de la Deuxième gauche du tournant des années soixante-dix, les événements de mai et juin 1968 formèrent le renouveau socialiste en l'inscrivant dans la voie du projet autogestionnaire comme forme de changement social. Ces événements et leurs interprétations occupèrent le centre des débats politiques de cette époque charnière. Afin de situer ces débats et parce que les clivages politiques sur la question autogestionnaire se calquent en partie sur ceux de 1968, il importe d'étudier certaines prises de position tenues par des intellectuel-les majeur-es. Assistant, à partir de 1973, à une nouvelle vague de discours sur les événements de mai et juin 1968 ainsi que sur leurs lendemains par d'anciens soixante-huitards, maoïstes et idéologues antitotalitaires, il convient de situer les déplacements du clivage de la gauche française afin de mieux comprendre le rôle des idées autogestionnaires dans le renouveau du socialisme. Dans le contexte d'une transition amorcée par le PSU et la CFDT, puis transmise au Parti socialiste, le retour critique aux événements de 1968 fut effectivement révélateur de la naissance d'un nouveau courant politique en France ayant nourri le projet autogestionnaire qui fût rapidement étiqueté sous l'appellation d'antitotalitaire.³⁵⁴

Dans ce clivage, quant à l'attitude à adopter face aux événements de 1968, l'on retrouve, d'un côté, les socialistes de la Deuxième gauche ayant rapidement adopté les

³⁵³ *Ibid.*, p.9

³⁵⁴ Ross, Kristin, *op. cit.*, p.20

idées autogestionnaires³⁵⁵, puis, de l'autre, les socialistes d'État ainsi que les anciens gauchistes déjà convertis au libéralisme politique. Loin d'être figé, ce clivage se modula tout au long de la décennie et aboutit en une hégémonie anti-communiste et contre-révolutionnaire composée à la fois des autogestionnaires du début de la décennie soixante-dix, des socialistes d'État travaillant à préparer le socialisme de gouvernement et des Nouveaux philosophes s'étant très rapidement convertis à l'idéal libéral. Après avoir abordé quelques discours sur les événements de 1968, nous étudierons en détail le contexte intellectuel des années soixante-dix alors que Deuxième gauche et Nouveaux philosophes voyaient leurs trajectoires idéologiques et militantes se rapprocher jusqu'à se confondre.³⁵⁶

Étudiant à l'École des hautes études commerciales et militant de l'UNEF en mai 1968, Pierre Rosanvallon vit les événements comme moment et lieu de formation politique. C'est pendant ceux-ci qu'il se rapproche de la CFDT alors que la confédération prêtait certains de ses locaux aux militant-es de l'UNEF. Vers la fin de ses études, il commença à produire des études économiques pour la confédération et adhéra au PSU qu'il considérait comme « le type de parti politique qui trouvait le juste rapport entre souci du gouvernement et culture critique »³⁵⁷. Au milieu de la décennie soixante-dix, Rosanvallon soutenait que l'expérience autogestionnaire yougoslave et les événements de 1968, qui étaient à l'origine du renouveau socialiste autogestionnaire³⁵⁸, venaient briser la représentation positive de la révolution russe de 1917 et, par conséquent, l'idéal révolutionnaire classique.³⁵⁹ Dans un ouvrage publié avec son collègue Pierre Viveret, il soutenait aussi que ce qu'il faut retenir des événements de mai ce sont les

³⁵⁵ Rosanvallon, Pierre et Viveret, Pierre, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris : Seuil, 1977, p.35

³⁵⁶ Anderson, Perry (1984 [1983]), *op. cit.*, p.67

³⁵⁷ Rosanvallon, Pierre, « Mai 68 à HEC », *Avant Centre HEC*, 2 avril 2008, URL : <http://centrepreneurs.over-blog.com/article-18396096.html>

³⁵⁸ Rosanvallon, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris : Seuil, 1976, p.7-8

³⁵⁹ Rosanvallon, Pierre et Viveret, Pierre, *op. cit.*, p.22

traces « qui peuvent être un point de départ pour réussir politiquement là où le mouvement rencontra l'échec »³⁶⁰. C'est ainsi dans l'amorce de cette nouvelle culture politique issue de mai 1968, anti-autoritaire et autogestionnaire, que Pierre Rosanvallon situe l'origine de ce qu'il nomme la nouvelle culture politique.³⁶¹ En plus des événements de 1968, il voit dans ceux de la grève de Lip un autre moment fondateur introduisant, une fois de plus, une « brèche dans le système »³⁶².

En réduisant l'événement à sa seule fonction anti-autoritaire, évacuant ainsi une part importante des luttes ouvrières et les importantes expressions de la solidarité de classe et en se concentrant principalement sur Paris et les luttes étudiant-es, une foule d'intellectuels socialistes et gauchistes travestissaient les événements et tentaient d'en faire un moment homogène.³⁶³ En plus des critiques sans substance des événements de mai et juin 1968, comme celle de Régis Debray, parut en 1978, voyant en 1968 la renaissance de la République française et une simple ruse du Capital,³⁶⁴ les commentaires sur mai et juin 1968 venant des gauchistes de l'heure avaient l'apparence d'un concours pour lequel il fallait produire la représentation la plus clichée et stéréotypé des événements pour faire parler de soi. Qu'il s'agisse des commentaires émis par Cornelius Castoriadis, Claude Lefort et Edgar Morin pendant les événements ou encore ceux de Daniel Cohn-Bendit, Alain Touraine et André Gorz au lendemain de ceux-ci, ils avaient tous comme point commun d'exhorter à la révolte contre les

³⁶⁰ *Ibid.*, p.74

³⁶¹ *Ibid.*, p.35

³⁶² Rosanvallon, Pierre (1976), *op. cit.*, p.95

³⁶³ Mathy, Jean-Phillipe, « Les mémoires de Mai, ou la politique éclipse », *L'Esprit créateur*, Vol. 41, n.1 (2001), p.13

³⁶⁴ Bensaïd, Daniel et Krivine, Alain, *op. cit.*, p.102-103 et Ross, Kristin, *op. cit.*, p.196 en référence à l'ouvrage de Debray, Régis, *Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris : Maspero, 1978.

institutions et les pouvoirs institués ainsi que contre toutes formes d'organisations *bureaucratiques* que sont les organisations de la classe ouvrière.³⁶⁵

Les critiques initialement développées au cours des années cinquante face au PCF et au projet marxiste révolutionnaire se sont ainsi matérialisées au tournant des années soixante-dix. En effet, comme nous l'avons précédemment vu par la montée en force du PSU qui influença, par d'importantes greffes militantes et idéologiques, le Parti socialiste à partir de 1973-1974, et par la montée en confiance de la CFDT qui inscrivait l'autogestion comme mot d'ordre en 1968, puis qui officialisait cette nouvelle direction stratégique en 1970, le camp socialiste se tournait vers un projet de changement social à la fois socialiste et humaniste qui possédait comme concept clé l'autogestion. Cela s'expliquait notamment par la valeur accordée aux libertés individuelles et au respect de l'autonomie individuelle qui ne devait pas être remise en question tant par l'État que par le processus révolutionnaire. Le projet autogestionnaire répondait aisément à cette double-contrainte.

Afin de mieux comprendre le processus historique intellectuel, nous proposons d'identifier deux phases à cette Deuxième gauche. L'une de proposition d'un projet autogestionnaire qui s'inscrivait définitivement dans une visée socialiste et révolutionnaire qui s'est ouverte en 1968 pour atteindre son apogée à l'époque des *Quinze thèses sur l'autogestion* et une seconde s'ouvrant en 1975 et qui s'éteignit avec le passage de ses principaux intellectuels dans le socialisme de gouvernement avec l'arrivée du Parti socialiste au pouvoir en 1981. La première phase, étant celle de constitution du projet de socialisme autogestionnaire que nous avons déjà abordé à propos du PSU et du PS ainsi que du projet de syndicalisme autogestionnaire cédétiste,

³⁶⁵ Christofferson, Michael (2009), *op. cit.*, p.84-85

est certes très importante à étudier. La seconde, qui concerne le passage au socio-libéralisme d'un large pan de la Deuxième gauche, notamment par son rapprochement avec les Nouveaux philosophes et la nouvelle classe dirigeante du socialisme de gouvernement, nous permettra quant à elle d'identifier certaines contradictions qui annonçaient la dérive idéologique et stratégique de cette Deuxième gauche marquée par le désir autogestionnaire.

Avec la volonté de s'inspirer des événements de mai et juin 1968 ainsi que de renouveler la théorie politique de gauche ayant été trop longtemps sous l'hégémonie des écrits marxistes, la Deuxième gauche considérait initialement que le principal problème de la gauche marxienne était sa vision du politique, ne contenant pas de « théorie de la démocratie »³⁶⁶. Certains auteurs de ce courant, comme Claude Lefort avec sa thèse de 1972 sur Machiavel, décidèrent alors de trouver en d'autres sources l'inspiration pour réfléchir aux questions entourant la domination politique et la démocratie. Rapidement, les intellectuels de cette nouvelle gauche combinèrent la gauche économique d'inspiration marxiste et le libéralisme politique qui permettaient, disait-on, d'à la fois assurer la défense des libertés individuelles, de porter politiquement les critiques antitotalitaires et de défendre le projet autogestionnaire. Devenant, pendant un moment, la synthèse du désir révolutionnaire et des craintes face aux potentielles pertes de liberté individuelle, l'autogestion faisait office d'alternative irréfragable de la gauche renouvelée des années soixante-dix.

Avec Lefort, André Glucksmann joua un rôle important dans la prolifération de la critique antitotalitaire en France. Possédant des trajectoires de vie et idéologiques similaires, les deux ayant été étudiants de Raymond Aron dans les années soixante et

³⁶⁶ Rosanvallon, Pierre (2001), *op. cit.*, p.50

étant passés du communisme à la pensée libertaire pour aboutir à l'antitotalitarisme, ces deux hommes participèrent conjointement, avec leurs nombreux commentaires de *l'Archipel du goulag* de Soljenitsyne, à la création d'un effet goulag et à la condamnation du marxisme.³⁶⁷ En mettant sur un même pied les grévistes de Lip et les dissidents soviétiques, tous réunis sous la notion vague de plèbe, Glucksmann critique le manque de modestie et d'écoute des théoriciens marxistes à leur égard.³⁶⁸ La réception de *l'Archipel du goulag* en France ne doit pas être considérée comme le point de départ de la critique antitotalitaire, mais plutôt comme un dispositif dans la critique du PCF et du *Programme commun* récemment signé avec les socialistes.³⁶⁹ Effectivement, n'apportant rien de véritablement nouveau dans le débat français, alors que depuis 1956 la question soviétique fait débat, la traduction de *l'Archipel* s'inscrit directement dans un contexte où l'Union de la gauche faisait craindre un renversement du pouvoir d'État aux élections législatives de 1974 et où la Deuxième gauche visait à briser cette union.

L'effervescence créatrice initiée dans les années soixante prit fin en 1975 et amena avec elle la volonté de mettre fin aux systèmes idéologiques, principalement le marxisme, qui étaient alors accusés de masquer les germes du totalitarisme.³⁷⁰ L'approche réaliste d'inspiration aronienne venait ainsi remplacer les désirs de révolution et la volonté alors très répandue de *changer la vie*, tel que l'exprimait le *Programme commun*, en changeant radicalement la société, les modes de production ainsi que la propriété des moyens de production. Contre les nationalisations, on opposait la plèbe qui, selon ces philosophes nouveaux, désirait davantage la liberté à l'égalité. Regroupés autour de Bernard-Henri Lévy, éditeur aux éditions Grasset, d'André Glucksmann, prolifique auteur, de l'éditorialiste au *Nouvel Observateur*

³⁶⁷ Christofferson, Michael (2009), *op. cit.*, p.136

³⁶⁸ Glucksmann, André, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil : Paris, 1975, p.11

³⁶⁹ Christofferson, Michael (2009), *op. cit.*, p.118

³⁷⁰ Keucheyan, Razmig, *op. cit.*, p.25

Jacques Julliard et de François Furet, auteur d'une révision historique de la Révolution française fortement médiatisée, ceux que l'on nomma les Nouveaux Philosophes tirèrent, dès le milieu de la décennie, à boulets rouges sur tout projet de changement social. Occupant à la fois les maisons d'édition que les milieux médiatiques, ce réseau resserré d'anciens gauchistes et maoïstes ayant troqué leurs vestes de cuir pour la chemise blanche lia pour la première fois en France le monde intellectuel à celui de la culture populaire et des grands médias. Cherchant à se distancer de leur passé révolutionnaire et à entrer dans le monde institutionnel, ils firent collectivement leur autocritique expiatoire des événements de mai.³⁷¹ François Furet et Pierre Rosanvallon cherchèrent quant à eux à liquider ce qu'ils considéraient comme « l'hégémonie toujours persistante de la tradition jacobine sur la culture politique française »³⁷². En somme, à partir de 1976, Paris devenait la capitale de la pensée réactionnaire, conséquence de la fin d'une hégémonie révolutionnaire datant de la Libération.³⁷³

En remplacement du marxisme, ces penseurs ont trouvé en l'analyse foucauldienne une approche féconde pour se distancer de la gauche classique tout en maintenant le discours subversif plébéien. Cette plèbe « dont le discours exprime le seul désir de n'être pas opprimé »³⁷⁴ reprenait en effet la narration foucauldienne très populaire à l'époque d'une nécessaire lutte contre les formes et expressions de la gouvernementalité, peu importe qu'elle soit de gauche ou de droite. En effet, « Foucault détestait [à cette époque] tout ce qui [pouvait] évoquer le communisme, de près ou de loin »³⁷⁵ et sa définition du pouvoir, comme « sorte de courant homogène circulant librement à travers le corps social, peu importe de savoir qui le possède et à quelles

³⁷¹ Ross, Kristin, *op. cit.*, p.160

³⁷² Christofferson, Michael (2009), *op. cit.*, p.2

³⁷³ Anderson, Perry (1984 [1983]), *op. cit.*, p.32

³⁷⁴ Rancière, Jacques, « La bergère au Goulag ("Sur la cuisinière et le mangeur d'hommes") », *Révoltes Logiques* n.1, 1975, p.102

³⁷⁵ Éribon, Didier, *Michel Foucault (1924-1984)*, Paris : Flammarion, 1991 [1989], p.194

fins »³⁷⁶, force une dépolitisation du concept même de pouvoir qui assista la conversion de nombreux philosophes du moment.

Loin de n'être qu'une forme d'inspiration, Michel Foucault joua un rôle clé dans l'acceptation, à la fois des Nouveaux Philosophes que du libéralisme politique en France.³⁷⁷ Offrant un soutien constant à Glucksmann, notamment avec son compte-rendu des *Maîtres penseurs*, en 1977, où il n'exprime aucune divergence d'opinion avec son auteur.³⁷⁸ Au même moment, Foucault envisageait l'adhésion à une perspective politique traditionnellement attachée à la droite, la philosophie du libre-marché, qui arrivait en force dans la France de la fin des années soixante-dix avec une série de traduction de Friedrich Hayek et de Milton Friedman dans l'optique de contrecarrer la gauche aux élections de 1978.

En somme, nous pouvons identifier le retournement collectif du gauchisme vers le libéralisme qui s'est développé depuis les critiques antiautoritaires et antitotalitaires dans un corps important d'intellectuels français au cours des années soixante-dix. De plus, loin d'être un phénomène marginal et purement intellectuel, ces changements ont eu un impact important tant au niveau électoral qu'au niveau stratégique dans les syndicats et partis politiques de gauche. Les thèses libérales et néolibérales anti-étatistes largement répandues en France à la fin des années soixante-dix, comme celles d'Henri Lepage, trouvaient un écho important et inattendu dans la Deuxième gauche socialiste de Michel Rocard et du syndicaliste d'Edmond Maire. En effet, défendant la vision d'une société qui « décomposerait et redistribuerait les fonctions de l'État

³⁷⁶ Ross, Kristin, *op. cit.*, p.183 synthétisant la thèse de Peter Dews publié dans Dews, Peter, « The Nouvelle Philosophie and Foucault », *Economy and Society*, vol. 8, 1979, p.127-171

³⁷⁷ Behrent, Michael C., *op. cit.*, p.43

³⁷⁸ Christofferson, Michael, « Foucault et les Nouveaux philosophes », Zamora, Daniel (dir.), *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Bruxelles : Aden, 2014, p.2

capitaliste, transformant ses chaînes en une institution volontaire »³⁷⁹, les rapprochements entre le projet autogestionnaire de la Deuxième gauche et celui du néolibéralisme naissant devinrent alors limpides.

4.4 Le socialisme autogestionnaire

Indispensable à l'élaboration du projet de la Deuxième gauche d'une société pouvant se gouverner elle-même en se passant d'institutions oppressives, l'autogestion devint, comme nous l'avons vu, au cœur du projet socialiste tel qu'élaboré par cette nouvelle gauche du tournant des années soixante-dix.³⁸⁰ Refusant à la fois le socialisme d'État que le libéralisme dans sa forme classique³⁸¹, Pierre Rosanvallon est l'intellectuel ayant le mieux présenté, avec *L'âge de l'autogestion* et *Pour une nouvelle culture politique* respectivement publiés en 1976 et en 1977, la proposition autogestionnaire de la Deuxième gauche. À présent, nous verrons comment Pierre Rosanvallon, qui tenait un rôle d'intellectuel organique à la CFDT en tant que conseiller politique d'Edmond Maire et rédacteur en chef du journal confédéral *CFDT-Aujourd'hui*, définissait l'autogestion ainsi que les moyens et les fins du changement social.

Défini comme la première doctrine révolutionnaire réaliste, c'est-à-dire ne reposant sur aucune illusion d'une forme achevée ainsi que sur une anthropologie de l'Homme bon et en ne s'appuyant pas sur une science de l'Histoire³⁸², le projet autogestionnaire est présenté, chez Rosanvallon, comme une alternative tant à la social-démocratie qu'au

³⁷⁹ Behrent, Michael C., *op. cit.*, p.58 reprenant les propos de Maire, Edmond et Julliard, Jacques, *La CFDT aujourd'hui*, Paris, 1975, p.185

³⁸⁰ Behrent, Michael C., *op. cit.*, p.58

³⁸¹ Rosanvallon, Pierre (1976), *op. cit.*, p.47

³⁸² *Ibid.*, p.67-70

socialisme d'État.³⁸³ Il soutient que l'autogestion comme projet de transformation sociale est l'aboutissement d'une série de trois phases ayant été hégémoniques chacune à leur époque. Alors que la démocratie était le mot-clé du XVIIIe siècle, le socialisme était quant à lui au cœur du XIXe et, finalement, le XXe siècle était et resterait celui de l'idéal autogestionnaire.³⁸⁴ Par cela, il contredisait plusieurs critiques des événements de mai et juin 1968, comme Raymond Aron qui voyait en les idéaux et pratiques libertaires de révolte des reliques du passé³⁸⁵ dont les initiatives autogestionnaires sont nécessairement éphémères.³⁸⁶

Rosanvallon soutient, quant à lui, que l'autogestion n'est pas d'inspiration anarchiste ou proudhonienne tout comme elle ne s'inscrit pas dans le libéralisme classique ni dans le socialisme d'État. Il s'agit selon lui d'une nouvelle forme de socialisme qui s'émancipe du positivisme³⁸⁷ faisant renaître la question politique au sein de celle-ci³⁸⁸ en constituant une véritable théorie du pouvoir politique permettant de dépasser progressivement toutes formes d'autorité.³⁸⁹ De plus, il s'agit chez Rosanvallon de supprimer les hiérarchies en supprimant les directions et les dirigeants, en égalisant les savoirs et l'information ainsi qu'en « [publicisant] les pouvoirs »³⁹⁰. Ce qu'il entend par là c'est de faire une critique des pouvoirs dominants, mais aussi des pouvoirs aspirants. Il s'agit donc de dévoiler tous les pouvoirs et les différentes formes que le pouvoir peut prendre. Il soutient à ce sujet qu'il faut « refuser d'utiliser comme allant

³⁸³ *Ibid.*, p.8

³⁸⁴ *Ibid.*, p.14-15

³⁸⁵ Aron, Raymond, *La révolution introuvable*, Paris : Fayard, 1968, p.94

³⁸⁶ *Ibid.*, p.114

³⁸⁷ Rosanvallon, Pierre (1976), *op. cit.*, p.21

³⁸⁸ *Ibid.*, p.25

³⁸⁹ *Ibid.*, p.70-71

³⁹⁰ *Ibid.*, p.70

de soi des expressions du type : le pouvoir des travailleurs »³⁹¹ parce que cela couvre le danger de formation d'une bureaucratie.

Réfutant à la fois les stratégies jacobines que léninistes, Rosanvallon propose une nouvelle culture politique s'opposant au social-étatisme tel que défendu par la SFIO et le PCF.³⁹² Cette nouvelle culture politique est celle de l'autogestion offrant « une politique de changement social qui [soit] non porteuse du germe totalitaire »³⁹³.

Il identifie alors quelques éléments historiques et contextuels qui expliquent le développement de cette nouvelle culture et qui justifient la nécessité d'y adhérer comme voie de renouvellement du projet socialiste. Premièrement, il souligne les profondes racines du projet autogestionnaire s'étant formées dans le syndicalisme révolutionnaire du tournant du XXe siècle. Affirmant que cette culture politique, qui avait du mal à s'imposer en raison du fort jacobinisme du mouvement ouvrier d'antan, aurait, pendant et après les événements de 1968, trouvé « un écho important dans le mouvement syndical français »³⁹⁴. De plus, Rosanvallon affirme que les nouvelles contestations sociales du tournant des années soixante-dix, telles que la lutte des femmes, la lutte écologiste et quelques luttes ouvrières, dont celle de Lip, auraient alimenté le projet autogestionnaire au point d'en faire un thème essentiel de la CFDT et du PSU.³⁹⁵ Aussi, il cite les travaux de Michel Foucault, de Claude Lefort et d'Edgar Morin, en plus de nommer les initiatives politiques des Nouveaux philosophes, comme preuves, ainsi que comme sources d'influence, d'une volonté généralisée de vivre autrement.³⁹⁶ D'autre part, il appuie le développement de cette nouvelle culture

³⁹¹ *Ibid.*, p.70-71

³⁹² Rosanvallon, Pierre et Viveret, Pierre, *op. cit.*, p.31-32

³⁹³ *Ibid.*, p.25

³⁹⁴ *Ibid.*, p.73

³⁹⁵ *Ibid.*, p.83

³⁹⁶ *Ibid.*

autogestionnaire sur le contexte international et sa réception en France. Il réfère, entre autres, à la soi-disant explosion du totalitarisme dans les pays communistes du monde, de l'URSS à Cuba en passant par le Vietnam, le Cambodge et la Chine³⁹⁷ ainsi qu'au « coup de butoir décisif »³⁹⁸ qu'a été la publication de l'*Archipel de goulag* en France.

Telle que nous l'avons précédemment présentée, la période à laquelle il se réfère était, contrairement au foisonnement d'idées qu'il suppose, une période de repli des idées sur un libéralisme qui, en réalité, n'affichait rien de bien nouveau. En effet, s'appuyant entre autres sur les travaux de Claude Lefort et de Marcel Gauchet, il soutenait que l'État, par le biais de sa volonté d'unir la société, « [pouvait] être au centre d'une pensée et d'une politique totalitaire »³⁹⁹, en d'autres termes, que celui-ci portait les gènes du cancer totalitaire.

Comme alternative, Pierre Rosanvallon propose la constitution d'une véritable société civile par la décentralisation des pouvoirs à l'échelle locale comme condition nécessaire du devenir autogestionnaire de la société⁴⁰⁰ et considère que celui-ci réduit le poids et les fonctions de l'État à celles de « garantir et d'organiser le droit à l'expérimentation sociale »⁴⁰¹. Il s'agit alors, en reprenant les thèses castoriadiennes des institutions, initialement défendues en 1965 et rééditées en 1975, de maintenir vivant le rôle instituant des institutions afin de ne pas les laisser se cimenter dans l'institué⁴⁰² ce qui ouvrirait la brèche à une situation d'hétéronomie où les hiérarchies

³⁹⁷ *Ibid.*, p.75

³⁹⁸ *Ibid.*, p.78-79

³⁹⁹ *Ibid.*, p.15

⁴⁰⁰ Rosanvallon, Pierre (1996), *op. cit.*, p.47

⁴⁰¹ *Ibid.*, p.94

⁴⁰² *Ibid.*, p.92

et la bureaucratie pourraient s'immiscer.⁴⁰³ Bref, il s'agit de reconstruire une société politique sans l'État comme institution directrice.⁴⁰⁴

En somme, nous constatons que le projet autogestionnaire, promût, entre autres, par Pierre Rosanvallon dans *L'âge de l'autogestion* et en collaboration avec Pierre Viveret dans *Pour une nouvelle culture politique*, s'apparente beaucoup au socio-libéralisme qui domina la fin des années soixante-dix ainsi qu'à la direction entreprise par le Parti socialiste au cours des années quatre-vingts. En effet, les travaux de Rosanvallon, en plus de ceux de François Furet, Claude Lefort, Cornelius Castoriadis et Marcel Gauchet, participèrent grandement à la transformation de la pensée politique socialiste française. En effet, dans un premier temps avec le groupe informel de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Rosanvallon et ses comparses cherchaient à étudier l'histoire et à poser les bases du libéralisme politique.⁴⁰⁵ Ensuite, avec l'arrivée de la gauche au gouvernement suite à l'élection de François Mitterrand en 1981, l'objectif du groupe, en formant la Fondation Saint-Simon, était alors de constituer une culture gouvernementale pouvant être conforme à cette gauche libérale en pleine formation.⁴⁰⁶ Finalement, Rosanvallon avait définitivement raison de « redouter [...] que l'autogestion ne devienne une véritable auberge espagnole dans laquelle tout le monde pourrait retrouver ce qu'il a apporté »⁴⁰⁷. Il aura, par contre, été l'un des principaux visiteurs de cette auberge qu'a été le projet autogestionnaire en mal d'une définition claire et d'un projet communément porté par la gauche française.

⁴⁰³ Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Seuil, 1975, p.164

⁴⁰⁴ Rosanvallon, Pierre et Viveret, Pierre, *op. cit.*, p.110

⁴⁰⁵ Rosanvallon, Pierre (2001), *op. cit.*, p.52

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p.60

⁴⁰⁷ Rosanvallon, Pierre (1996), *op. cit.*, p.10

CONCLUSION

Après avoir posé les bases de notre méthode et rendu explicite notre démarche de recherche, nous avons présenté l'évolution du marxisme et de la gauche socialiste française depuis l'amorce des Trente Glorieuses jusqu'au milieu de la décennie soixante-dix. Nous avons eu l'opportunité de constater l'importante diversité que connaissait la gauche socialiste durant ces quelques trente années en France. Aussi, nous avons vu que les importants débats et changements, tant au niveau organisationnel qu'intellectuel faisaient état d'une grande vitalité. Cette vitalité, on la retrouve tout particulièrement à partir de la fondation du Parti socialiste unifié en 1960 jusqu'à la l'intensification de la crise économique en 1975. C'est à ce moment où les différentes initiatives et expérimentations émancipatrices se sont raréfiées entraînant avec elles les volontés d'organisation de la classe ouvrière.

À cet effet, nous avons pu identifier trois éléments ayant joué un rôle crucial dans le développement d'une théorie autogestionnaire du changement social après les événements de mai et juin 1968. Il s'agit, en premier lieu, du vaste répertoire d'idées anti-autoritaire développé par les courants des nouvelles gauches à partir des critiques antitotalitaires amorcées avec les événements de 1956. Deuxièmement, nous reconnaissons le rôle majeur joué par les expériences de lutte en 1968 ainsi que les discours qui en ont, parfois exagérément, rendu compte. Finalement, il convient de considérer les fonctions de développement du projet autogestionnaire qu'ont eu les

différentes organisations telles que la CFDT, le PSU ainsi que le PS, au tournant des années soixante-dix.

L'autogestion n'aura pas été le seul élément ayant causé la crise de la gauche, certes. Néanmoins, les thèses autogestionnaires, notamment celles développées par Pierre Rosanvallon, eurent la fonction de lier les traditions socialistes cherchant à se renouveler à celles du libéralisme politique. Nous pouvons dresser une trame qui, bien qu'étant grossière, illustre la transition entre les différents archétypes ayant, chacun leur tour, occupés un rôle hégémonique dans la gauche française depuis la Libération. Il y eut, en premier, le communisme qui sortit en puissance de la Deuxième Guerre mondiale et qui, à partir de 1956, mais surtout en 1968, se trouva dépassé par les mouvements anti-autoritaires provenant des mouvements trotskystes, socialistes renouvelés et libertaires. Puis, à partir du tournant des années soixante-dix, le courant anti-autoritaire se métamorphosa en anti-totalitarisme, allant jusqu'à rejeter le marxisme et l'idée même d'un mouvement révolutionnaire. C'est ainsi que se développa le projet autogestionnaire que nous avons eu la chance d'étudier et qui se posa, en définitive, comme alternative aux pensées révolutionnaires socialistes classiques de prise du pouvoir par la classe ouvrière. En somme, le rejet de la volonté même de révolution et de prise du pouvoir qui provoqua la fin de l'unité de la gauche, puis la crise de la gauche que nous connaissons encore aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- Achin, Catherine et Naudier, Delphine, « Trajectoires de femmes ‘ordinaires’ dans les années 1970 », *Sociologie*, n.1 (2010), p.77-93
- Althusser, Louis, *Pour Marx*, Paris : La Découverte, 2005 [1965a], 294 p.
- , *Lire le capital*, Paris : Maspero, 1968 [1965b] 2 tomes
- , *Réponse à John Lewis*, Paris : Maspero, 1973, 101 p.
- , « Idéologie et appareil Idéologique d’État », *La Pensée*, n. 151, juin 1970
- Ancelevici, Marcos, « The origins and dynamics of organizational resilience », Peter A. Hall et Michèle Lamont (dir.), *Social Resilience in Neoliberal era*, Cambridge : Cambridge University Press, 2013, 395 p.
- Anderson, Perry, *Considerations on Western Marxism*, London : Verso, 1989 [1976], 125 p.
- , *In the tracks of historical materialism*, Chicago : University of Chicago Press, 1984 [1983], 112 p.
- , *The New Old World*, London-New-York : Verso, 2011 [2009], 561 p.
- Angenot, Marc, *L’histoire des idées : problématiques, objets, concepts, méthodes, enjeux, débats*, Liège : Presses Universitaires de Liège, 2014, 398 p.
- Aron, Raymond, *La révolution introuvable*, Paris : Fayard, 1968, 187 p.
- Audier, Serge, *La pensée anti-68. Essai sur les origines d’une restauration intellectuelle*, Paris : La Découverte, 2008, 433 p.
- Barjot, Dominique, « Reconstruire la France après la seconde guerre mondiale : les débuts d’électricité de France (1946-1953) », *Entreprises et histoire*, n. 70, 2013, p.54-75
- Barot, Emmanuel (dir.), *Sartre et le marxisme*, Paris : La Dispute, 2011, 405 p.
- Belaich, Charlotte, « Mai 68 : Macron ne s’interdit rien », *Libération*, 5 novembre 2017, URL : http://www.liberation.fr/france/2017/11/05/mai-68-macron-ne-s-interdit-rien_1608029

- Bensaïd, Daniel et Krivine, Alain, *1968, fins et suites*, Paris : La Brèche, 2008, 187 p.
- Bertaux, Daniel, Linhart, Danièle et Le Wita, Beatrix, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n. 143 (2008), p. 75-89
- Blanchard, Daniel, « Actualité de Mai », *Refractions*, n.20, printemps 2008, pp.17-26
- Boltanski, Luc, « La gauche après mai 1968 et l'aspiration à la Révolution totale », *Cosmopolitiques*, n.3 (2003), p.19-39
- Bon, Frédéric et Michel-Antoine Burnier, *Classe ouvrière et révolution*, Paris : Seuil, 1971, 155 p.
- Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques*, Paris : Seuil, 1994, 256 p.
- Bourdin, Jean-Claude (dir.), *Althusser : une lecture de Marx*, Paris : Presses Universitaires de France, 2008, 228 p.
- Cahier de Mai*, n.2, 1-15 juillet 1968, 16 p.
- Cahier de Mai*, n.5, 1-15 octobre 1968, 16 p.
- Candar, Gilles et Becker, Jean-Jacques, *Histoire des gauches en France*, Paris : La Découverte, 2004, 2 volumes
- Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Seuil, 1975, 538 p.
- Confédération Général du Travail, *Le Peuple*, n.799-800-801, 15 mai – 30 juin 1968, 146 p.
- Chartier, Roger, *Au bord de la falaise*, Paris : Albin Michel, 1998, 292 p.
- Chevènement, Jean-Pierre, *Le vieux, la crise, le neuf*, Paris : Flammarion, 1974, 313 p.
- Chollet, Antoine, « Claude Lefort et Cornelius Castoriadis : regards croisés sur Mai 68 », *Politique et sociétés*, vol. 34, n. 1 (2015), p.37-60
- Christofferson, Michael, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille : Agone, 2009, 445 p.
- Cohen, Évelyne, « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 98, n. 2 (2008), p. 19-28
- Cohen, Antoine (dir.), *Les formes de l'activité politique*, Paris : Presses Universitaires de France, 528 p.
- Cohn-Bendit, Daniel et Cohn-Bendit, Gabriel, *Le Gauchisme*, Seuil, Paris, 1968, 271 p.
- Cusset, François, *La décennie ; le grand cauchemar des années 1980*, Paris : La Découverte, 2008 [2006], p. 9-47

Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique et Pudal, Bernard (dir.), *Mai Juin 68*, Paris : L'atelier, 2008, 445 p.

De Certeau, Michel, *La prise de parole*, Paris : Seuil, 1994, 278 p.

Defaud, Nicolas, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Paris : Les Presses SciencesPo, 2009, 361 p.

Delphy, Christine, « Nouvelles du MLF : libération des femmes an dix », *Questions féministes*, n. 7 (février 1980), p.3-13

—, « Les origines du Mouvement de libération des femmes en France », *Nouvelles questions féministes*, n.16/18 (1991), p.137-148

Démerin, Patrick, « Mai 68-Mai 88. Choses tues », *Le Débat*, vol. 51, n. 4 (1988), p. 173-178

Dews, Peter « The Nouvelle Philosophie and Foucault », *Economy and Society*, vol. 8, 1979, p.127-171

Dosse, François, « Foucault face à l'histoire », *Espaces Temps*, n.30 (1985), p.4-22

Dosse, François, « Mai 68, mai 88 : les ruses de la raison », *Espaces Temps*, n. 38-39 (1988), p. 45-50

Dosse, François, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris : La Découverte, 2003, 360 p.

Dreyfus-Armand et al., *Les années 68 : Le temps de la contestation*, Bruxelles : Édition Complexes, 2000, 525 p.

Dupront, Alphonse, « Problèmes et méthodes d'une histoire de la psychologie collective », *Annales E.S.C* n.16 (1961), p.3-11

Ebstein, Jonny, Ivernel, Philippe, Amey, Claude, Berman, Laurent (dir.) *Le théâtre d'intervention depuis 1968 : études et témoignages*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1983, 2 volumes

Éribon, Didier, *Michel Foucault (1926-1984)*, Paris : Flammarion, 1991 [1989], p.418

Febvre, Lucien, « Contre le vain tournois des idées une étude sur l'esprit politique de la réforme » *Revue d'Histoire et de Philosophie Religieuses de Strasbourg*, n.7, 1927, URL : <http://www.anthropomada.com/bibliotheque/FEBVRE-Lucien.pdf>

Ferry, Luc, et Renault, Alain, *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris : Gallimard, 1988 [1985], 352 p.

Foucault, Michel, *Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1996 [1969], 275 p.

Fougeyrollas-Schwebel, Dominique, « Controverses et anathèmes au sein du féminisme français des années 1970 », *Cahiers du Genre*, n.39, vol. 2 (2005), p. 13-26

- Freyssenet, Michel, *La sidérurgie française, 1945-1979. L'histoire d'une faillite. Les solutions s'affrontent*, Paris : Éditions Savelli, 1979, 241 p.
- Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2017, 319 p.
- Garaudy, Roger, *Perspectives de l'homme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1969 [1959], 435 p.
- Garo, Isabelle, *L'idéologie ou la pensée embarquée*, Paris : La Fabrique, 2009, 182 p.
- Gay, Vincent « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? Le « problème musulman » dans les conflits de l'automobile, 1982-1983 », *Genèses*, n.98, 2015, p.110-130
- Geerlandt, Robert, *Garaudy et Althusser. Le débat sur l'humanisme dans le parti communiste français et son enjeu*, Paris : Presses Universitaires de France, 1978, 150 p.
- Giscard d'Estaing, Valéry, « Discours d'investiture de Valéry Giscard d'Estaing », 27 mai 1974, URL : <http://www.elysee.fr/la-presidence/discours-d-investiture-de-valery-giscard-d-estaing/>
- Glucksmann, André, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Paris : Seuil, 1975, 219 p.
- Gobille, Boris, « L'événement Mai 68: Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, No. 2 (2008a), p.319-349
- , *Mai 68*, Paris : La Découverte, 2008b, 120 p.
- Goldmann, Lucien, « Structuralisme, marxisme, existentialisme : un entretien avec Lucien Goldmann », *L'Homme et la société*, vol. 2, n. 1 (1966), p. 105-124
- Gombin, Richard, *Les origines du gauchisme*, Paris : Seuil, 1971, 186 p.
- Groux, Guy et Mouriaux, René, *La C.F.D.T*, Paris : Economica, 1989, 315 p.
- Guesde, Jules, *Essais de catéchisme socialiste*, Bruxelles, Petite bibliothèque socialiste, 1878, 100 p.
- , *Le socialiste au jour le jour*, Paris, Giard et Brière, 1899, 488 p.
- Guesde, Jules et Jean Jaurès, *Les Deux Méthodes. Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde à l'Hippodrome Lillois*, Lille : Imprimerie Ouvrière P. Lagrange, 1900, [En ligne], URL : https://www.marxists.org/francais/guesde/works/1900/11/guesde_19001126.htm
- Guillaumin, Colette, « Femmes et théories de la société : remarques sur les effets théoriques de la colère des opprimées », *Les femmes dans la sociologie*, vol. 13, n.2 (octobre 1981), p. 19-31
- Gurvitch, Georges, *Études sur les classes sociales*, Paris : Gonthier, 1966, 246 p.

- Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *La deuxième gauche, histoire intellectuelle et politiques de la CFDT*, Paris : Ramsay, 1982, 445 p.
- Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *Génération*, Paris : Seuil, 1987-1988, 2 volumes
- Harang, Jean-Baptiste « SPECIAL MAI 1968. Ce jour-là, lundi 27 mai », *Libération*, 27 mai 1998
- Herrán, Eric, *What is (the) political? Notes on the Work of Claude Lefort*, Shelbyville : Wasteland Press, 2013, 135 p.
- Heurgon, Marc « La victoire des étudiants », *Tribune Socialiste*, n. 371, 9 mai 1968, URL : http://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1968/05/68-05_Heurgon.pdf
- Hirsh, Arthur, *The French left, A History & Overview*, Montréal : Black Rose Book, 1982, 253 p.
- Informations Correspondance Ouvrière, « À propos de l'autogestion », *Informations Correspondance Ouvrière*, n.74, octobre 1968, <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1653>
- Jalée, Pierre, *L'impérialisme en 1970*, Paris : Maspero, 1973, 230 p.
- Jessop, Bob, « Pouvoir et stratégies chez Poulantzas et Foucault », *Actuel Marx*, vol. 36, n.2 (2006), p. 89-107
- Judt, Tony, *Le marxisme et la gauche française 1830-1981*, Paris : Hachette, 1987, p.179-245
- Kelly, Michael, *Modern French Marxism*, Baltimore : John Hopkins University Press, 1982, 240 p.
- Kesler, Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse : Éditions Privat, 1990, 471 p.
- Kessel, Patrick (dir.), *Le mouvement maoïste en France*, Paris : U.G.E, 2 tomes
- Kergoat, Jacques, *Histoire du Parti Socialiste*, Paris : La Découverte, 1997, 123 p.
- Kernalegenn, Tudi, « La Commune de Nantes », *Bécédia*, URL : <http://bcd.bzh/becedia/fr/la-commune-de-nantes>
- Kernalegenn, Tudi, Prigent, François, Richard, Gilles et Sainclivier, Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Presses Universitaires de Rennes : Rennes, 2009, 371 p.
- Keucheyan, Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Montréal : Lux, 2010, 331 p.
- Kriegel, Annie, *Les communistes français*, Paris : Seuil, 1968, 319 p.

- Labelle, Gilles, « Parcours de Claude Lefort : de l'expérience prolétarienne de l'aliénation à la critique du marxisme », *Politique et sociétés*, vol. 34, n. 1 (2015), p.17-36
- Lacroix, Bernard, « Historicisation et déhistoricisation : l'exemple de Mai 1968 en France », *Polis*, vol. 7 (2000), p. 1-21
- Lapassade, Georges, *Procès de l'Université, institution de classe*, Paris : Pierre Belfond, 1969, 158 p.
- Launet, Edouard « Tombés pour les maos », *Libération*, 18 novembre 2008
- Le Goff, Jean-Pierre, « Mai 68 : la France entre deux mondes », *Le Débat*, vol. 149, n.2 (2008), p. 83-100
- Lefebvre, Henri, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1970 [1958], 135 p.
- , *L'idéologie structuraliste*, Paris : Anthropos, 1975, 251 p.
- Linderberg, Daniel, *Le marxisme introuvable*, Paris : Calmann-Lévy, 1975, 317 p.
- , *Le rappel à l'ordre ; enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris : Seuil, 2016 [2002], 112 p.
- Loir, Juliette, « Mai 68 : quelle fut l'ampleur de la grève ouvrière ? le face à face », *L'Humanité*, 3 mai 2008
- Loureau, René, *L'analyseur Lip*, Paris : Union Générale d'Éditions, 1974, 184 p.
- Maire, Edmond et Julliard, Jacques, *La CFDT aujourd'hui*, Paris : Seuil 1975, 205 p.
- Maniglier, Patrice (dir.), *Le moment philosophique des années 1960 en France*, Paris : Presses Universitaires de France, 2011, 578 p.
- Marchais, Georges, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968
- Mathy, Jean-Phillipe, « Les mémoires de Mai, ou la politique éclipsée », *L'Esprit créateur*, Vol. 41, n.1 (2001), p. 9-20
- Matonti, Frédérique, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 158, n. 3 (2005), p. 4-7
- , « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, Vol. 59, n.4 (2012), p. 85-104
- Mauger, Gérard, « Les origines intellectuelles de Mai-Juin 1968 », *Siècles*, n.29 (2009), p.109-122
- Morin, Edgar, *Introduction à une politique de l'homme*, Paris : Seuil, 1969 [1965], 125 p.

Morin, Edgar, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis, *Mai 68 ; La Brèche*, Paris : Fayard, 2008 [1968 et 1988], 286 p.

Narritsen, André, « L'accord d'unité d'action CGT-CFDT », *Cahiers de l'IHS-CGT*, p.6, URL : http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_CIHS97_006.pdf

Noe, Jean-Baptiste, *L'homme politique face à l'épreuve du changement. Le général de Gaulle et la grève des mineurs, Mars avril 1963*, Master 2, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 2007, 124 p.

Noiriel, Gérard, *Les ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle*, Paris : Seuil, 1986, 317 p.

—, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris : Seuil, 2006 [1988], 447 p.

Pablo, M, « L'autogestion comme mot d'ordre d'action », *Sous le drapeau du socialisme*, n.45, Juin-Juillet 1968, p.1-8

Parti communiste français et Parti socialiste, *Programme commun de gouvernement*, Paris : Éditions Sociales, 1972, 192 p.

Parti Communiste International, « Le délire de l'autogestion », *Le Prolétaire*, n.57, septembre 1968, <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1625>

Parti Socialiste, « Quinze thèses sur l'autogestion », *Le poing et la rose*, mai 1975

Pereira, Irène, « L'esprit de 68, quel héritage contestataire pour aujourd'hui ? », *Refractions*, n.20, printemps 2008, p. 5-16

—, *Les grammaires de la contestation ; un guide de la gauche radicale*, Paris : La Découverte, 2010, 238 p.

Perlea, Georgiana, *Quarante-huitards du XXe siècle. Le Marxisme dissident de Socialisme ou barbarie et Arguments 1953-1962*, Thèse, New York University, 2012, 259 p.

Polack, Jean-Claude, *La médecine du capital*, Paris : Maspero, 1972, 222 p.

Poulantzas, Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales 1*, Paris : Maspero, 1968, 2 tomes

—, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris : Points, 1974, 346 p.

Premat, Christophe, « A la recherche de l'autonomie: le groupe 'Socialisme ou Barbarie' et Mai 68 » *Sens public* (2009), p.3-15

Prost, Antoine, « Quoi de neuf sur le Mai français? », *Le Mouvement social*, n. 143 (1988), p. 91-97

Quiminal, Catherine et Timera, Mahamet, « 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine », *Hommes et Migrations*, 2002, n.1239, pp. 19-32

- Rachlin, Nathalie, « « La tradition d'ouvrir sa gueule » de Mai 68 à Bourdieu », *L'esprit créateur*, vol. 41, n.1 (2001), p. 55-72
- Rancière, Jacques, *La leçon d'Althusser*, Paris : La Fabrique, 2011 [1974], 254 p.
- Rancière, Jacques, « La bergère au Goulag ("Sur la cuisinière et le mangeur d'hommes") », *Révoltes Logiques*, n.1, 1975, p.96-101
- Ranval, Pierre (Pierre Rosanvallon), *Hiérarchie des salaires et lutte des classes*, Paris : Cerf, 1972, 92 p.
- Robert, Guy, « Mai 68 : quelle fut l'ampleur de la grève ouvrière ? Le face à face », *l'Humanité*, 3 mai 2008, URL : <https://www.humanite.fr/node/392940>
- Rocard, Michel, *Parler vrai*, Paris : Seuil, 1978, 169 p.
- Rosanvallon, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris : Seuil, 1976, 185 p.
- , *La question syndicale*, Paris : Hachette, 1988, 273 p.
- , « Sur quelques chemins de traverse de la pensée du politique en France », *Raisons politiques*, vol. 1, n. 1 (2001), p. 49-62
- , « Mai 68 à HEC », *Avant Centre HEC*, 2 avril 2008, URL : <http://centrepreneurs.over-blog.com/article-18396096.html>
- Rosanvallon, Pierre et Viveret, Pierre, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris : Seuil, 1977, 154 p.
- Ross, Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris : Complexe, 2005, 248 p.
- Sartre, Jean-Paul, *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, 230 p.
- Sartre, Jean-Paul, « Questions de Méthodes », *Les Temps Modernes*, n. 139, septembre 1957
- Skinner, Quentin, « Motives, Intentions and Interpretation of Texts », *New Literary History*, vol. 3, n. 2 (1972), p.393-408
- Skinner, Quentin, *Visions of Politics* (volume 1), Cambridge : Cambridge University Press, 2003, 225 p.
- Skinner, Quentin, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris : Albin Michel, 2009 [1978], 922 p.
- Skornicki, *L'économie, la cours et la Patrie*, Paris : CNRS Éditions, 2011, 446 p.
- Skornicki, Arnault et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris : La Découverte, 2015, 123 p.
- Socialisme ou Barbarie*, n. 1, Mars-Avril 1949, 111 p.
- Socialisme ou Barbarie*, n. 19, Juillet-Septembre 1956, 160 p.

- Socialisme ou Barbarie*, n. 20, Décembre 1956 – Février 1957, 208 p.
- Socialisme ou Barbarie*, n. 22, Juillet-Septembre 1957, 174 p.
- Socialisme ou Barbarie*, n. 39, Mars-Avril 1965, 94 p.
- Sommermeier, Pierre, « Sous les pavés, la grève », *Refractions*, n. 20, printemps 2008, p.27-36
- Spoiden, Stéphane, « Régis Debray : de l'idéologie à la médiologie », *L'Esprit créateur*, vol. 41, n.1 (2001), p. 73-84
- Thompson, Edward P., *Misère de la théorie : contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*, Paris : L'Échappée, 2015, 385 p.
- Touraine, Alain, *Le communisme utopique ; le mouvement de mai 1968*, Paris : Seuil, 1972, 313 p.
- Tournier, Maurice, *Les mots de Mai 68*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2007, 127 p.
- Tripier, Maryse, « L'immigré, analyseur de la société (note critique) », *Terrains & travaux*, n. 7, 2004, p. 173-185
- Vayssière, Bertrand, « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris : Presses Universitaires de France, 2009, p.45-60
- Verdier, Robert, *P.S./P.C. : une lutte pour l'entente*, Paris : Seghers, 1976, 330 p.
- Vigna, Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essais d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2007, 384 p.
- Vigna, Xavier et Zancarini-Fournel, Michelle, « Les rencontres improbables dans "Les années 68" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 101, 2009, p.163-177
- Vilar, Pierre, « Histoire marxiste, histoire en construction: Essai de dialogue avec Althusser », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, vol. 28, n.1, 1973, p.165-198
- Weil, Patrick, « Racisme et discrimination dans la politique Française de l'immigration 1938-1945/1974-1995 », *Vingtième Siècle*, n. 47, 1995, p.77-102
- Wood, Ellen Meiksins, *The retreat from class, A new "true" socialism*, London : Verso, 1998 [1986], 202 p.
- , *Democracy against capitalism ; renewing historical materialism*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000 [1995], p. 1-15
- , « A chronology of the New Left and its successors, or: who's Old-fashioned now? », *Socialist Register*, vol. 31 (1995), p. 22-49

—, « The social history of political theory » Chap. in *Citizens to Lords, A social history of western political thought from antiquity to the late middle ages*, London : Verso, 2008, p. 1-27

Wood, Neal, «The Social History of Political Theory», *Political Theory*, vol. 6, n. 3, (1978), p. 345-367

Zamora, Daniel (dir.), *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Bruxelles : Aden, 2014, 184 p.

Zancarini-Fournel, Michelle, « 1968 : histoire, mémoire et commémoration », *Espaces Temps*, n. 59-61, 1995, p.146-156

Zancarini-Fournel, Michelle, « Genre et politique : les années 1968 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n.75, vol. 3 (2002), p.133-143

Zaoui, Pierre, « Mai 68 : une théorie pure de l'autorité ? », *Vacarme*, vol. 43, n. 2, (2008), p. 16-21